

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

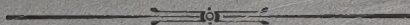
L'ÂME FRANCO-AMÉRICAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE PAR

Josaphat BENOIT

B. A. de l'Université de Montréal, P. Q., Canada
Diplômé de l'Ecole Normale Supérieure des Jésuites,
à Montréal, P. Q., Canada



PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1935

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÂME FRANCO-AMÉRICAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE PAR

Josaphat BENOIT

B. A. de l'Université de Montréal, P. Q., Canada
Diplômé de l'Ecole Normale Supérieure des Jésuites,
à Montréal, P. Q., Canada

— 01 —

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1935

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A LA JEUNESSE FRANCO-AMÉRICAINÉ
QUI A TANT BÉSOIN DES LEÇONS DU SOUVENIR
ET DE L'EXEMPLE DES FONDATEURS
DE LA
SURVIVANCE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ÂME FRANCO-AMÉRICAINE

AVANT-PROPOS

Le triomphe sur l'espace et le temps est la consécration ultime des valeurs humaines. Une loi immuable de l'histoire veut que la grandeur des individus et la puissance des institutions se mesurent au rayonnement et à la durée de leur influence.

Forts de cette leçon et riches de leur patrimoine antique, les peuples nouveaux qui se sont partagé le monde contemporain ont réalisé des progrès merveilleux. En quelques générations, ils sont passés de la barbarie à la chrétienté, de l'ignorance la plus profonde à la plus vaste culture, de l'impuissance physique à la domination presque absolue sur la matière et l'énergie universelles. Dans tous les domaines, les renommées et les monuments impérissables se sont multipliés avec une profusion qui doit nous inspirer pour notre époque des sentiments de vive et légitime fierté.

Cependant, sur les bords de la Méditerranée, la nation française est devenue la principale dépositaire de la plus haute culture que l'homme ait connue. Les Francs assimilèrent la doctrine évangélique d'abord, puis l'héritage intellectuel de l'antiquité. Alors la Fille aînée de l'Eglise sentit naître en elle un besoin urgent de faire rayonner en tous lieux le christianisme qui imprègne son caractère, ses mœurs, ses lois ; elle voulut répandre à travers le monde les produits de la langue la plus précise et de la littérature la plus brillante depuis le siècle de Périclès. Ses apôtres se jetèrent en Orient, en Afrique, en Amérique septentrionale où, la croix en main, ils méritèrent à la France le titre glorieux de pays missionnaire. En même temps, ses explorateurs, ses colons et ses guerriers

furent entendre partout son verbe de flamme et claquer à toutes les brises son drapeau glorieux.

La puissance de cette action colonisatrice de la France a été prouvée depuis longtemps par l'étendue et la durée de ses effets. La France civilise au lieu d'exploiter et son travail, si bref qu'il soit, dans un autre pays, laisse toujours des empreintes ineffaçables. « Trois fois, écrit M. Henry Bordeaux, dans son ouvrage le plus récent, j'ai constaté sur place le miracle français hors de France. La première, il était dû à la Foi ; la seconde, à un Homme ; la troisième, à une Race. Tels furent les émerveillements successifs de mes voyages en Syrie, en Egypte, au Canada (1). »

Nous nous proposons de souligner, dans le présent ouvrage, un autre prodige de vitalité française en Amérique, trop inconnu ou méconnu de nos frères de France et du Canada ; la survivance française aux Etats-Unis, chez ceux qu'on a justement appelés les Franco-Américains. Dans une première partie, nous passerons en revue les *faits* qui entourent la naissance et le développement de ce groupe franco-américain, dont nous tâcherons d'analyser l'âme nationale. Une seconde partie aura pour but de faire ressortir les *causes* de cette survivance franco-américaine. Au cours de la troisième partie, nous exposerons en toute sincérité les *obstacles* qui nous semblent retarder les progrès de ce groupe ethnique et s'opposer le plus directement à la survivance des Franco-Américains.

C'est pour nous un devoir agréable que d'exprimer notre vive gratitude à l'Etat français d'abord, qui a rendu possible notre séjour à Paris en nous octroyant la bourse Naggiar, puis à tous ceux qui ont bien voulu nous faciliter la tâche, en France et aux Etats-Unis. Nous remercions en particulier de leur bienveillance M. le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris ; M. Emile Lauvrière, dont les conseils et l'appui nous ont été indispensables ; M. Firmin Roz, directeur de la Fondation canadienne, à la Cité universitaire de Paris, et M. Charles Cestre, professeur à la Sorbonne, qui ont

1. *Nouvelle et vieille France*, p. 234.

bien voulu se placer entièrement à notre disposition ; M. l'abbé Tancrède Beauregard, curé de la paroisse Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, à East Blackstone, dans le Massachusetts, M. Wilfrid Mathieu, secrétaire-général de la Fédération Catholique Franco-Américaine et des Forestiers Franco-Américains, à Woonsocket, dans le Rhode Island, M. Elie Vézina, secrétaire-général de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, à Woonsocket, M. Philippe A. Lajoie, rédacteur en chef de l'*Indépendant*, de Fall River, Massachusetts, M. Léonard A. Remy, propriétaire de la *Liberté*, de Fitchburg, Massachusetts, qui nous ont fourni des documents indispensables ; nous remercions aussi cordialement M. et M^{me} Eugène Benoit, de Fitchburg, qui nous ont expédié promptement tous les livres, notes et cartes que nous avons dû leur demander.

Que nos amis de France permettent à un jeune Franco-Américain de leur dire, en terminant, que les mois passés au milieu d'eux sont au nombre des plus mémorables de sa courte existence ; que leur aimable accueil l'a touché jusqu'au plus profond de son cœur de Français trois fois déraciné mais toujours fidèle à la commune patrie des ancêtres ; que, sous les rides creusées par les conflits internationaux, civils, religieux et sociaux du siècle qui vient de s'écouler, il lui a été facile de retrouver la vraie patrie des aïeux, la France, dont les preux ont conquis, exploré, colonisé l'Amérique du Nord ; la France, dont le verbe et le génie éclairent et fascinent l'univers ; la France, dont l'âme fière, dévouée, courageuse, restera toujours et malgré tout le rempart de la civilisation chrétienne et l'inspiratrice de l'âme franco-américaine.

Paris, le 31 mars 1935.

PREMIÈRE PARTIE

Quatre siècles après Jacques Cartier.

« O notre Histoire ! écrin de perles ignorées !
Je baise avec amour tes pages vénérées.
O registre immortel, poème éblouissant,
Que la France écrivit du plus pur de son sang ! »
(L. FRÉCHETTE, *La Légende d'un peuple*).

CHAPITRE PREMIER

LA SEMENCE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE

Les Normands, qui représentent aujourd'hui « l'un des types les plus marqués et les plus originaux » (1) du peuple français, ont probablement été les premiers hommes blancs à visiter l'Amérique. Sur les bords ombragés du Potomac aux eaux paresseuses, des géologues américains prétendent avoir retrouvé, au milieu des squelettes rachitiques d'un peuple disparu, les restes de la fameuse Normande Syasi la Blonde. Sur la dalle de son tombeau, on lisait en caractères runiques l'inscription suivante : « Ici repose Syasi la Blonde, de l'Islande orientale, veuve de Koldr et sœur de Thorga par son père, âgée de 25 ans, 1051 (2). »

1. MARTIN-SAINT-LÉON, *Les Sociétés de la Nation*, p. 103.

2. M. de SAINT-PIERRE, *Les Normands en Amérique*, p. 15.

Ces Normands n'étaient pas encore français et il faut remonter quelque peu dans l'histoire, jusqu'aux débuts du xvi^e siècle, pour y découvrir un premier lien entre la France et l'Amérique. L'expédition remarquable d'Amerigo Vespucci sur les côtes atlantiques de l'Amérique du Nord fut racontée pour la première fois dans l'introduction à la cosmographie de Ptolémée, en 1507. Or cette édition de l'ouvrage ptolémaïque fut imprimée dans la petite ville de Saint-Dié, dans les Vosges, où fut écrit, et peut-être prononcé, pour la première fois, le nom de la « quatrième partie du monde, découverte par un certain Améric et qui peut être appelée Amérique ou terre d'Améric » (3).

Quelques années plus tard, en 1534, le malouin Jacques Cartier plantait la croix et le drapeau français sur les bords du Saint-Laurent où furent bientôt jetées les bases du vaste domaine colonial préparé par les navigateurs du moyen âge, rêvé par Richelieu et Colbert, immortalisé par les fondateurs de la Nouvelle-France. L'histoire de la découverte et de la colonisation des deux tiers de l'Amérique septentrionale par les Français forme l'un des chapitres les plus glorieux des annales américaines.

Les faits sont bien connus. Il y a d'abord la chanson de geste : Cartier, Champlain, Maisonneuve, Laviolette, Dollard, Hébert, une poignée de soldats et de colons aux prises avec les rigueurs du climat, la forêt sans limites et les embuscades indiennes, domptent les Peaux-Rouges, fécondent le sol et créent un peuple nouveau. Il y a aussi « une épopée mystique » (4) : Brébeuf, Garnier, Jogues, Viel, Massé, tant d'autres, Récollets, Jésuites et Franciscains s'élancent à la conquête des âmes et arrosent de leur sang les paradis de chasse des sauvages qui se prosternent et adorent le Dieu des « robes noires » ; M^{me} de la Peltrie et Marie de l'Incarnation, Jeanne Mance et Marguerite Bourgeois enseignent aux enfants rouges et blancs du Canada l'amour du Christ et de la France, tandis

3. J.-H. FINLEY, *Les Français au cœur de l'Amérique*, p. 483.

4. G. GOYAU, *Les origines relig. du Canada fr.* Paris, 1925.

que Mgr de Montmorency-Laval fonde, organise et dirige la première chrétienté du Nouveau-Monde.

D'autre part, les explorateurs français poursuivent sans relâche la conquête de l'immensité où se grouperont plus tard les Franco-Américains du Middle West. Pendant vingt ans, Nicolas Perrot parcourt en tous sens le Wisconsin aux forêts mystérieuses ; Du Luth s'installe à l'embouchure du « Père des Eaux » ; Jolliet et Marquette explorent l'Ohio et découvrent le Meschacébé ; en canot d'écorce, Cavelier de la Salle sillonne les Grands Lacs, les rivières du Wisconsin et des Illinois, puis le Mississippi jusqu'au golfe du Mexique, prenant possession de la terre qu'il nomme la Louisiane en l'honneur de Louis XIV. De son côté, Pierre de la Vérandrye pousse ses explorations jusqu'aux montagnes Rocheuses, après avoir visité le Missouri et traversé des espaces sans bornes qu'il nomma la Prairie (5).

Les Français ont laissé partout des empreintes durables au cœur de l'Amérique où leurs descendants vénèrent aujourd'hui ces immortels souvenirs. Le Franciscain Louis Hennepin décrivit, bien avant Châteaubriand, les cataractes du Niagara ; le nom du Jésuite Marquette a été légué à une ville prospère, à une célèbre université, même à un chemin de fer, pendant qu'on lui élevait une statue au Capitole de la nation ; Jolliet mourut comme Marquette dans la Prairie où une grande cité de l'Ouest porte maintenant son nom (6). Dubuque fut le premier colon de l'Iowa ; Vincennes, dans l'Indiana, porte le nom de son fondateur, Buisson de Vincennes ; Salomon Juneau fonda Milwaukee, Michel Ménard ouvrit le port de Galveston, dans le Texas, et Faribault donna son nom à une ville du Minnesota ; l'abbé Piquet fonda Ogdensburg, dans le New-York, et les Jésuites Pinet et Neaubien ouvrirent, en 1699, une mission, à l'endroit où s'élève maintenant Chicago (7).

C'est encore le Français Pauger qui fonde, en 1717, la Nou-

5. Irène MOORE, *Valiant la Verandrye*. Québec, 1927.

6. Alain GRANDBOIS, *Né à Québec*. Paris, 1933.

7. J.-C. BRACQ, *L'Evolution du Canada fr.*, p. 209 et suiv.

velle-Orléans. En 1764, Pierre de Laclède honore Louis XV en fondant Saint-Louis-des-Illinois, tandis que Lamothe-Cadillac avait déjà jeté les bases de la grande ville de Détroit, en 1701. Pendant qu'Etienne Brûlé va mourir au Sault-Sainte-Marie, Lemoyne Bienville va s'établir dans le golfe du Mexique, à Mobile. Ces « chevaliers de la forêt vierge » (8) ont inscrit en tous lieux une toponymie française qui durera aussi longtemps que la civilisation américaine.

Pendant que les marchands exploitaient le pays, les apôtres le civilisaient, les colons le peuplaient, les conquérants y étendaient la domination française. Des glaces de la baie d'Hudson à la Nouvelle-Orléans, des Alleghany aux Rocheuses, dans la majesté infinie du décor et la souffrance de luttes épiques, les explorateurs, les missionnaires et les coureurs des bois venus de France multiplièrent les chapelles, les postes de traite et les fortins de pieux arborant la croix et le drapeau fleurdelisé.

Ils se couchèrent alors en paix dans leur tombe creusée au sein de l'humus virginal fécondé de leur travail et de leur amour, entrevoyant un avenir splendide pour la semence qu'ils laissaient après eux ; car le sol américain n'était plus une terre étrangère et les deux tiers de l'Amérique septentrionale appartenaient à la France.

Mais la France d'alors ne pouvait apprécier l'œuvre de ces preux et réaliser leurs espérances. Le boudoir de la Pompadour, les sarcasmes voltairiens, une politique hostile à l'expansion coloniale, amenèrent l'abandon systématique de cet immense empire, après une épopée militaire où brillent les plus émouvantes péripéties (9). Des héros homériques : Montcalm, Vaudreuil, Lévis ; des batailles où les vaincus sont aussi grands que les vainqueurs : Carillon, les Plaines d'Abraham, Sainte-Foye ; c'est le Canada indestructible et l'âme d'un peuple nouveau qui surgit tout à coup dans les vallons et les forêts où la France cède à l'Angleterre son hégémonie sur le sol américain.

8. J. H. FINLEY, *Les Fr. au cœur de l'Amér.*, p. 15.

9. A. LICHTENBERGER, *Montcalm et la Tragédie canad.* Paris, 1934.

* * *

Cependant, au cours du xvii^e siècle, sur les bords de l'Atlantique, la Grande-Bretagne jetait les bases des futurs Etats-Unis. Là encore, la France a joué un rôle qu'on s'applique trop souvent à laisser dans l'ombre et l'oubli, mais dont les Franco-Américains doivent se souvenir, parce qu'il est fertile en leçons de courage et de fierté nationale.

La *Mayflower*, qui jeta les *puritains* anglais sur le roc de Plymouth, dans le Massachusetts, en l'automne de 1620, portait au moins une famille française huguenote : celle de Guillaume Molines, qui fuyait la persécution religieuse en compagnie de sa femme, de sa fille Priscille et de son fils Joseph (10). Priscilla Mullins, la fameuse héroïne de Longfellow (11), était donc française.

En 1623, plusieurs familles huguenotes débarquèrent aussi à Manhattan, avec les Hollandais qui les avaient soustraites à la persécution. Jesse de Forest, leur chef, dont les descendants portent encore noblement le nom, posa aussitôt les bases de la ville qu'il appela Nouvelle Avesne, en attendant que les Hollandais la baptisent Nieuwe Amsterdam ; quand les Anglais s'en emparèrent, en 1664, ils la nommèrent New-York, en l'honneur du duc d'York, frère de Charles II, alors roi d'Angleterre. D'autres huguenots allèrent fonder New-Rochelle qui subsiste encore, et Fort-Orange qui devint Albany après la conquête anglaise.

En 1652, le Picard Isaac Bethlo amena en Amérique plus d'une centaine de Huguenots de l'Artois, de la Bretagne, de la Saintonge et de la Provence (12). Ce Bethlo devint plus tard Bedloe et donna son nom à l'île célèbre où se dresse, à l'entrée du port de New-York, la statue de la *Liberté*, don magnifique de la France aux Etats-Unis (13).

10. *The Mayflower Descendant*, t. I, janv. 1899.

11. *The Courtship of Miles Standish*.

12. LOUIS REAU, *L'Art fr. aux E.-U.*, p. 4.

13. *Documentary Hist. of N. York*, t. III, passim.

Un flot d'immigration huguenote coula sans trêve en Amérique, avant et après la révocation de l'Edit de Nantes. Dans la seconde partie du xvii^e siècle, plus de cent familles huguenotes colonisèrent Boston où elles inscrivirent des noms fameux sur les registres et les monuments de la célèbre capitale du Massachusetts. Jean, Benjamin et André Faneuil jouèrent un rôle prépondérant dans l'organisation de la ville. André laissa une fortune considérable à son neveu Pierre qui fit construire la salle Faneuil, « berceau des libertés américaines » (14). Le professeur Chinard, de l'Université Johns Hopkins, n'hésite pas à déclarer qu'il n'est « point de colonie anglaise de la côte atlantique, du Maine à la Floride, qui n'aît vu arriver, au xvii^e siècle et dans les premières années du xviii^e, des Français exilés à cause de leur religion » (15).

La plupart de ces huguenots avaient des biens qu'ils apportèrent en Amérique. Aussi, « plusieurs des premières familles du Maryland, de la Virginie et des Carolines, sont de descendance huguenote, de même que quelques-uns des hommes les plus éminents qui ont honoré les Etats-Unis » (16). Qu'il nous suffise de rappeler les noms de John Jay, Henri Laurens et Charles Boudinot, trois des sept présidents du Congrès pendant la guerre de l'Indépendance ; Jacques Beaudoin, dont le nom anglicisé, James Bowdoin, fut donné à un square de Boston ; Philippe l'Anglois, de Salem, dans le Massachusetts, célèbre dans ces parages sous le nom de Philip English ; enfin Bernon et Ayraud, deux des plus grands armateurs du Rhode Island (17).

Edmond de Nevers porte à quarante ou cinquante mille, sur une population de trois millions, le nombre des huguenots français réfugiés aux Etats-Unis avant la révolution (18). Le catholicisme organisé de la Nouvelle-France leur fermait l'entrée du Canada ; ils descendirent donc vers le Sud où ils

14. G. CHINARD, *Les Réfugiés huguenots en Amér.*, p. 175.

15. *Id.*, *Ibid.*, p. 185.

16. C. W. BAIRD, *Hist. of the Huguenot emigr. in Amer.*, p. 524.

17. *Id.*, *Ibid.*, p. 176 et suiv.

18. *L'Ame américaine*, t. I, p. 118.

se sont américanisés sans résistance ; les Lestrangle devinrent Strong ; les descendants de Boncœur, l'Hôtel et Blancpied signent aujourd'hui Bumper, Doolittle et Blumpy ; Chamois se métamorphosa en Shamway, Fauconnier en Faulkner, Boutillier en Butler, Maréchal en Marshall, Mahieu en Mayo (19).

Bien peu se réclament aujourd'hui de leurs origines françaises qu'ils sont plutôt portés à renier, tant il est vrai que la langue et la foi sont les gardiennes indispensables de la nationalité aux Etats-Unis. N'empêche que ces Français ont été au nombre des premiers colons de la république américaine ; leurs œuvres durent encore et leurs descendants font partie de l'élément vieil-américain.

* * *

La France ne termina pas ainsi son œuvre en Amérique. Il lui restait à venger l'affront des Plaines d'Abraham, la perte du Canada et le démembrement de son empire colonial. Elle le fit avec une générosité, une noblesse, une plénitude sans exemples dans l'histoire des relations internationales. Les Franco-Américains ne doivent pas craindre de rappeler souvent à leurs concitoyens d'origine anglo-saxonne ce geste magnifique de leurs ancêtres français.

On ignore trop, en effet, hors de l'ordre des Cincinnati, la vraie contribution de la France à la conquête des libertés américaines et à la fondation des Etats-Unis. Il n'y a pas que Lafayette et ces effets oratoires qui ne manquent jamais d'accompagner son souvenir ; il y a surtout l'œuvre notable de la flotte française commandée par le comte de Grasse, les milliards versés libéralement par Louis XVI, la ferveur de tout un peuple avide de l'émancipation qu'il se préparait en combattant pour les colonies américaines.

Les historiens prêtent généralement trop peu d'attention à l'aide secrète apportée par la France aux insurgés, dix-

19. *Atlantic Monthly*, 1885, t. 55, p. 843 et suiv.

huit mois avant l'intervention directe des Français dans la guerre de l'Indépendance. Les victoires de Washington à Trenton et à Princeton, dans le New-Jersey, le triomphe de Saratoga, toutes les batailles qui ne sont pas de simples escarmouches ont été gagnées avec des armes et des munitions françaises (20). Un auteur bien documenté affirme que Louis XVI prêta aux insurgés « dix-huit millions de livres, monnaie française de l'époque » (21), en plus du milliard que lui coûta la guerre et en dépit de l'état désespéré des finances du royaume.

Un peu de romantisme détermina sans doute l'attitude du gouvernement français à l'égard des colonies révoltées (22). A ce moment de transition où la sensibilité joua un rôle si considérable en France, tout le monde parlait de prendre part à cette « croisade pour la liberté » (23) que Lafayette et ses compagnons rendirent encore plus populaire par leur enthousiasme. Mais un but politique domina l'aventure. Par le traité de 1763, la France avait perdu, en même temps que le Canada, sa prépondérance en Europe. Sa politique fut donc d'humilier l'Angleterre afin de relever son prestige ; la guerre de l'Indépendance lui en fournit une excellente occasion. « C'était pour la France, écrit M. Bernard Fay, reprendre son rôle d'arbitre et le reprendre dans des conditions particulièrement favorables, car les Etats-Unis représentaient un idéal spirituel et social que l'opinion et les gens éclairés appelaient de tous leurs vœux depuis bien des années (24.) »

Dans un livre tout récent (25), M. Robert de Loture s'applique à montrer que la France n'épargna aucun sacrifice pour le succès de la cause des insurgés américains. Douze vaisseaux et quatre frégates passèrent d'abord en Amérique sous les ordres du comte d'Estaing. Vinrent ensuite quarante-et-un

20. *The Amer. Historical Review*, oct. 1925, t. 31, p. 40.

21. JAMES S. SCOTT, *Les E.-U. et la France*, préf., p. XLVIII.

22. B. FAY, *L'Esprit révol. en Fr. et aux E.-U au XVIII^e s.*, pp. 1 à 39.

23. B. C. MC CARY, *The Causes of the Fr. intervention*, pp. 104 à 117.

24. FAY, *L'Esprit révol.*, p. 69.

25. *Washington, nous voici*. Paris, Hachette, 1934.

navires portant six mille hommes commandés par le comte de Rochambeau et le marquis de Lafayette. Enfin, d'autres divisions importantes précédèrent la flotte du comte de Grasse, à qui Washington écrivait après la chute de Yorktown : « La reddition de Cornwallis, qui a valu tant de gloire et de profit aux alliés, et dont l'honneur revient à votre Excellence, a grandement dépassé notre plus ardent espoir (26). »

L'Indépendance des Etats-Unis avait coûté à la France plusieurs de ses enfants et de ses meilleurs navires ; ses dépenses s'élevaient à un milliard sept cent cinquante millions de livres. L'intervention précipita sans doute la crise financière qui aboutit à la Révolution française, mais Louis XVI n'en refusa pas moins les remboursements offerts par les Etats-Unis, geste qui arrachait à Washington cette parole historique : « O généreuse nation ! » (27).

* * *

Avec la signature du traité de Versailles, le 20 janvier 1783 l'action directe de la France en Amérique est pour ainsi dire terminée. Bonaparte n'avait plus qu'à céder la Louisiane aux Etats-Unis, vingt ans plus tard, pour clore les annales glorieuses de la Nouvelle-France.

Ce serait le moment de résumer en traits de flamme la conquête audacieuse de la forêt vierge, le martyre des apôtres, dans les huttes et sous la hache des Peaux-Rouges, cette incroyable diffusion de noms et de semences françaises dans les deux tiers de l'Amérique du Nord où la France laisse, non seulement une ébauche de civilisation matérielle, mais les bases d'une civilisation religieuse qui subsiste encore.

Qu'il nous suffise de conclure avec un grand ami de l'œuvre française en Amérique : « Grâce à la bravoure et à la foi de ses enfants, la France a conquis la vallée du Mississippi sur un

26. *Id.*, *Ibid.*, p. 185.

27. *Id.*, *Ibid.*, p. 7.

passé d'un million de siècles ; grâce à des héroïsmes ignorés, elle l'a faite sienne et l'a gardée pendant un siècle sous sa domination, et bien que, nominalement, elle n'ait plus aucun droit de propriété sur son territoire, elle conserve du moins le droit de toucher encore une sorte d'arriéré de fermage, de partager les fruits des vertus humaines qu'elle a semées jadis. Ce droit-là, jamais le temps ne pourra ni le lui enlever ni l'obscurcir : il ne saurait qu'augmenter (28). »

De cet héritage sacré que la France ne peut pas recueillir à cause de son éloignement, les Franco-Américains revendiquent aujourd'hui leur part sous le ciel d'Amérique, en restant fidèles à la foi, à la langue et à la mission de leurs pères sur le continent américain ; en réclamant le privilège de rester eux-mêmes tout en donnant leur allégeance au drapeau étoilé ; en demandant au culte du souvenir des leçons de fierté qui avivent leur sens national et prolongent la survivance franco-américaine.

28. J. H. FINLEY, *Les Fr. au cœur de l'Amér.*, p. 493.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE QUÉBEC ORGANISE LA SURVIVANCE

Parler de survivance franco-américaine sans exposer le travail de préparation et de formation de l'âme franco-américaine, au Canada, c'est essayer d'écrire l'histoire d'un peuple sans mentionner son origine, les circonstances qui entourèrent sa jeunesse et les événements qui trempèrent son âme nationale. Le tempérament des peuples, comme celui des individus, se façonne surtout à leur berceau ; car, selon la parole tant citée de Bismarck, « c'est la multitude invisible des esprits, la nation d'hier et celle de demain », qui dirige les hommes dans la voie de leur destinée. Or l'âme franco-américaine n'est qu'un prolongement de l'âme canadienne-française au delà de la ligne imaginaire qui sépare le Québec des Etats-Unis. Passons donc brièvement en revue l'organisation de la survivance française sur les bords du Saint-Laurent.

* * *

La Nouvelle-France comptait environ soixante mille habitants, quand elle fut cédée à l'Angleterre, en 1763. Cette poignée de colons manquait presque absolument de ressources : quatorze cents fermes avaient été incendiées pendant la guerre (1) ; les vainqueurs se partagèrent les plus belles propriétés qui restaient et la population de langue française devint la proie de soudards arrogants, de fonctionnaires

1. J.-C. BRACQ, *L'Evolution du Canada franç.*, p. 38 et suiv.

tyranniques et de magistrats sans scrupules, qui monopolisèrent la traite des fourrures, le commerce, l'industrie, accaparant tous les subsides envoyés par la Grande-Bretagne.

Abandonnés de leurs chefs (2), menacés de dispersion (3), sans garanties réelles pour l'avenir, sur leur bande étroite de sol défriché entre le Saint-Laurent et la forêt, les vaincus semblaient n'avoir rien de mieux à faire que d'abandonner la partie, de renoncer à leur langue, de désertier les quelques églises qui subsistaient encore et de se courber servilement sous la botte anglo-saxonne.

C'est le contraire qui arriva. La plupart des prêtres étaient restés à leur poste pour encourager et soutenir les victimes d'un armistice où la France se ménageait, dit-on, l'espoir d'une prompte revanche (4). Les Canadiens français se groupèrent autour du clergé pour entreprendre de vivre, de grandir et de se protéger contre les lois funestes des assimilateurs.

Ils avaient au moins leurs terres et ces colons indomptables continuèrent de leur arracher la subsistance. Ils déblayèrent les ruines, bâtirent de nouveau, recommencèrent à semer. Les femmes travaillaient aussi dur que les hommes ; elles prenaient soin des bestiaux à l'époque des labours et des moissons, confectionnaient les vêtements de la famille, mettaient la main à la fourche et à la charrue, quand les hommes n'étaient pas en nombre suffisant. Bientôt les gaies chansons de France résonnèrent en tout lieu ; sur la plaine parfumée, l'angelus égrena ses notes claires ; dans les campagnes et les villages du Québec, la vie canadienne-française reprit normalement son cours, développant, « sur le vieux fonds français, des qualités nouvelles » (5). Ainsi germèrent les vertus familiales et l'organisation religieuse qui furent et demeurent la pierre angulaire de la survivance française au Canada et aux Etats-Unis.

Le traité de 1763, laissait aux Canadiens français le libre exercice de leur religion, mais aucune clause de ce traité ne

2. L. F. G. BABY, *L'Exode des classes dirigeantes*, p. 43.

3. J.-C. BRACQ, *L'Evol. du Canada fr.*, p. 57.

4. R. de LOTURE, *Washington, nous voici*, p. 6.

5. GEORGE M. GRANT, *Picturesque Canada*, p. 21.

leur garantissait l'usage de la langue française. Ils entreprirent donc résolument de conquérir peu à peu le droit de parler, d'apprendre et d'écrire leur langue maternelle, parce que c'est la langue de leurs amours et de leur prière, la plus belle expression de cette âme catholique et française qu'ils veulent garder à jamais comme leur patrimoine national le plus précieux.

Quand tout s'était effondré, le séminaire de Québec et le collège de Montréal avaient échappé au vandalisme d'une soldatesque effrénée. D'autre part, les communautés religieuses brûlaient toujours du même zèle. On réorganisa aussitôt l'instruction publique. Des écoles furent ouvertes, des collèges et des couvents s'élevèrent au centre des régions les plus peuplées. L'importation des marchandises françaises étant strictement prohibée (6), près d'un siècle s'écoula sans l'arrivée d'un seul livre français. On copiait à la main la page du jour, on consultait sur le lutrin du professeur le texte unique dont les feuillets noircis faisaient songer aux palimpsestes du moyen âge (7) ; mais ces pages précieuses racontaient l'histoire des gestes françaises, formaient l'âme de la jeunesse, enseignaient la fierté nationale et préparaient aux luttes pour la survivance.

« Il faut, pour constituer une patrie, dit Renan, avoir accompli ensemble de grandes choses et garder l'envie d'en accomplir encore. » Voilà comment s'est fondée la survivance française en Amérique. Cette lutte opiniâtre contre l'assimilation, cette patience dans l'épreuve, cette foi au triomphe final des causes justes et salutaires, ont donné à l'âme canadienne-française une trempe qu'un siècle d'ambiance délétère commence à peine d'entamer chez les Franco-Américains.

Lorsqu'ils eurent établi sur des bases solides leurs foyers, leurs églises et leurs écoles, les Canadiens français revendiquèrent des droits politiques qu'on tenta vainement de leur refuser. En 1774, ils obtinrent l'Acte de Québec, consécration officielle de leur nationalité. Plus tard, leur province fut dotée

6. J.-C. BRACQ, *L'Evol. du Canada fr.*, p. 53.

7. L. GROULX, *Le français au Canada*, chapitre II.

de ses propres institutions parlementaires. Tandis que Lafontaine plaidait la cause du français, Cartier préparait la Confédération qui fut acceptée en 1867, plaçant les Canadiens français et les Anglo-Canadiens sur un pied d'égalité dans le Dominion et garantissant l'usage de la langue française devant les tribunaux, au Parlement fédéral et au Parlement de Québec.

Les Canadiens français semblaient donc triompher complètement de l'opposition anglo-saxonne des débuts et de ses tendances assimilatrices. Mais la lutte pour l'usage du français n'était pas encore terminée, car « la politique vitale du Canada est une politique scolaire. Depuis 1789, l'école est sa frontière morale » (8). Les Anglais et les Irlandais du Dominion en veulent surtout à la langue et aux écoles des Canadiens français ; or c'est précisément leur langue que les Canadiens chérissent le plus, après leur religion et leur famille, parce que cette langue est le symbole de leur foi, l'expression de leur âme, un élément essentiel de leur nationalité.

Dans la province de Québec, ils n'ont rien à craindre que d'eux-mêmes. Mais dans l'Ontario et l'Ouest canadien où les a poussés l'immigration, dans les provinces maritimes dont ils furent les pionniers, c'est une bataille de tous les instants qu'il leur faut livrer pour se maintenir et pour sauvegarder leur verbe français, leur foi catholique et leurs mœurs nationales. Cependant, « il n'est aucun peuple plus facile à gouverner et dont il soit plus aisé de garder l'affection et la confiance, pour peu que le gouvernement y soit disposé » (9).

Mais les Pères de la Confédération n'avaient pas prévu les migrations interprovinciales qui marquèrent la fin du XIX^e siècle ; ils avaient donc oublié de garantir les droits du français dans les autres provinces que le Québec ; ils comptaient sans doute sur l'équité proverbiale des Anglais et la bonne entente qui régnait au Canada quand fut signée la Confédération. Mais les fureurs périodiques du protestantisme et l'opposition calculée des Irlandais, orangistes et catholiques, veillent tou-

8. L. GROULX, *Ibid.*, p. 61.

9. J.-C. BRACQ, *L'Evol. du Canada fr.*, p. 118.

jours. De là cette lutte acharnée qu'ont dû soutenir, pendant dix ans, les Canadiens français de l'Ontario pour obtenir le droit d'enseigner la langue française à leurs enfants, dans leurs propres écoles : liberté d'enseignement que le Québec accordait volontiers aux Anglais, poussant la libéralité jusqu'à octroyer un million de dollars à leur Université Mc Gill (10).

C'est également à force de protestations et d'opiniâtreté que les Acadiens des provinces maritimes ont obtenu enfin leur liberté scolaire. Dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, la lutte dure encore avec des alternatives de recul et de succès qui fouettent constamment la vigueur des chefs et des parents résolus à tenir jusqu'au jour de la victoire qui récompense de tous les efforts. C'est pour les enfants qu'on lutte, pour la race, pour la moisson qui lève en dépit de tous les obstacles et qui fera demain le bonheur ultime des travailleurs d'aujourd'hui.

Cependant, la nation canadienne-française n'a pas cessé de s'épanouir et de progresser. Le développement économique, social, intellectuel et religieux de ce peuple de trois millions issu des soixante mille vaincus de 1763, plongeait dans l'étonnement l'importante délégation française aux fêtes du quatrième centenaire de Jacques Cartier, en août 1934.

Les représentants très distingués de la France, ayant à leur tête M. Pierre-Etienne Flandin, alors ministre des Travaux publics, et M. Sébastien Charléty, recteur de l'Université de Paris, ne purent taire leur surprise et leur admiration. « Quelle force était donc en eux, s'écriait M. Flandin, pour qu'ayant résisté au froid, à la faim, à la maladie, aux combats contre les sauvages et, hélas, contre leurs frères blancs, ils aient engendré une race qui, malgré les vicissitudes et les épreuves, s'épanouit aujourd'hui en pleine vigueur ? Reconnaissons, en toute objectivité, les forces de l'idéal chrétien... Leur religion, héritée de leurs pères, s'exprimait dans la langue de leurs prières et ils ne voulaient pas en changer (11). »

10. *Almanach du peuple*, 1922, p. 476.

11. *L'Action catholique*. Québec, 25 août 1934.

On ne saurait dire mieux et plus juste. A l'ombre tutélaire de la croix plantée par Cartier sur les côtes de la Gaspésie, en 1534, on trouve maintenant plus de quatre mille paroisses soixante collèges et cinq universités catholiques, douze grands séminaires, cent six maisons religieuses, trois cent quatre-vingts hôpitaux, orphelinats et asiles ; le tout est administré par cinquante-quatre évêques, sept mille prêtres, cinquante-deux congrégations d'hommes et quatre-vingt-treize communautés de femmes. (12).

Durant la Grande Guerre, les Canadiens français ont même rendu, si l'on peut dire, à la France les hommes qu'elle avait envoyés jadis au Canada. L'Ontario a chanté sur tous les tons qu'il avait fourni 150.000 volontaires tandis que le Québec n'en donnait que 5.000. C'est une vérité spécieuse. Des 150.000 volontaires de l'Ontario, 107.250 étaient nés dans les Iles Britanniques ; les vrais Ontariens étaient donc 42.750 seulement. Par contre, aux 5.000 volontaires du Québec, il faut ajouter les 7.200 soldats qui ont constitué 6 bataillons canadiens-français, les 7.000 Canadiens français des régiments dits anglais et écossais de la province de Québec, 4.200 Acadiens et Canadiens français des provinces maritimes, 4.000 Canadiens français de l'Ouest et de l'Ontario, 10.000 membres des trains d'équipage et du génie ; en tout, 37.400 hommes (13).

Si l'on considère que la population de l'Ontario était alors de 2.200.000, tandis que le Québec ne comptait que 1 million 900.000 habitants, on peut conclure sans crainte que les soldats canadiens-français ont mérité aussi bien que leurs compatriotes anglo-saxons d'être honorés dans la Chapelle du Souvenir, au Parlement d'Ottawa. « La France avait laissé 60.000 colons au Canada, écrit M. Henry Bordeaux, quand elle dut l'abandonner à l'Angleterre ; le Canada a laissé sur le sol français 60.000 tombes pour assurer la liberté du monde et le triomphe du droit (14). »

Courage, obstination, attachement à l'Eglise et au sol,

12. *Annuaire statistique du Canada*, 1934.

13. Mgr BAUDRILLART, *L'Effort canadien*, p. 13.

14. *Nouv. et vieille France*, p. 171.

travail et fécondité des familles : telles sont les causes de la survivance française au Canada. Ils n'étaient que soixante mille, en 1763 ; ils sont maintenant plus de cinq millions, au Canada et aux Etats-Unis ; ils pourront être trente millions au moins, dans un siècle, si la progression continue avec un taux de natalité qui se maintient au-dessus de vingt-cinq pour mille habitants dans le Québec. « Notre destin s'accroît ainsi par notre descendance, conclut M. Henry Bordeaux. L'homme ne se mesure pas à lui-même, mais à ce qu'il laisse après lui, œuvre ou race. N'est-ce pas la grande leçon que nous donne le Canada où la force de la famille a fait la nation ? (15). »

* * *

C'est un fait indéniable, qu'on l'appelle survivance prodigieuse, entêtement extraordinaire ou simple miracle : ces isolés de trois siècles, on les retrouve aujourd'hui avec une homogénéité, une discipline, une âme nouvelle. Auprès de leurs berceaux féconds, ils chantent encore leurs chansons de France ; en leurs églises sans nombre, ils prient toujours dans la langue des aïeux ; ils ont foi en l'immortalité de leur cause et de leur race, parce qu'ils ont triomphé des pires obstacles et conquis les plus chères libertés.

Or cette survivance canadienne-française a fondé la survivance franco-américaine. De part et d'autre, ce sont les mêmes causes produisant les mêmes effets dans des milieux différents. C'est le foyer et l'autel, l'école, la presse et les sociétés nationales, guidant les individus et la nation vers leur destinée ; c'est un peuple au travail, avec la persévérance de l'énergie créatrice et la plénitude de la vie, des vertus et de la fidélité qu'il apporta de la France immortelle et qui se sont épanouies au contact de l'immensité des forêts, de la majesté des fleuves, de l'infinie grandeur du panorama canadien et de la civilisation américaine.

15. *Ibid.*, p. 61.

CHAPITRE TROISIÈME

L'EXODE DES CANADIENS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

La province de Québec peut facilement loger et nourrir cinquante millions d'habitants. La nation canadienne-française aurait donc pu s'y épanouir librement durant plus d'un siècle, sans crainte de surpeupler ses domaines héréditaires. Elle y formerait aujourd'hui un groupe de plus de cinq millions d'âmes, dirigé par ses chefs politiques et religieux, profitant des meilleures institutions nationales, sous la protection juridique de l'Assemblée législative de Québec et de la Confédération canadienne.

Mais la lutte pour la survivance, qui retarda l'organisation économique du Québec, déclancha tout à coup un mouvement d'émigration extraordinaire dans ce pays aussi vaste que l'Europe et capable de nourrir l'humanité entière. Deux millions de Canadiens français ont quitté la vieille province ; cinq cent mille sont allés peupler l'Ontario, l'Ouest et les provinces maritimes ; quinze cent mille ont passé la frontière pour s'établir dans le Middle West américain, dans la Nouvelle-Angleterre, l'Etat de New-York et la Louisiane.

Les Etats-Unis ont toujours eu, pour les peuples étrangers, des attraits auxquels leurs voisins du Nord ne pouvaient manquer d'être sensibles. Pour les coureurs des bois canadiens-français et leurs fils, la région des Grands Lacs et la Nouvelle-Angleterre n'avaient point de secrets. Ils les parcouraient en tout sens et y entraînaient leurs amis ; plusieurs s'y installèrent même avant le traité de 1763. Dans la suite,

les événements se chargèrent d'accroître constamment leur nombre, jusqu'au moment de la crise des cinq dernières années.

Ce fut d'abord la tragédie acadienne qui, en 1755, fit passer la frontière à un groupe assez considérable de Français du Canada. Les uns fuyaient la persécution anglo-saxonne, tandis que d'autres la subissaient. Les Acadiens étaient dix-huit mille cultivateurs paisibles et de neutralité jurée, société champêtre adonnée à la pratique de toutes les vertus, dans les provinces maritimes du Canada. Sans motifs réels, d'infâmes soudards anglais les appréhendèrent, puis, les poussant sur de vieux navires, allèrent les semer tout le long de la côte atlantique, du Maine à la Floride. La plupart des familles remontèrent peu à peu vers leur pays d'origine. Mais plusieurs ont élu domicile en Nouvelle-Angleterre, où nous les retrouverons plus tard ; d'autres allèrent, de 1755 à 1785, se rassembler dans les plaines de la Louisiane où Longfellow a situé le dénouement de son épopée acadienne, *Evangeline*.

En 1804, lors de la cession définitive de la Louisiane aux Etats-Unis, les Acadiens s'y trouvaient quatre mille (1). Ils y étaient déjà trente mille, en 1890, et cinquante mille, lors du recensement de 1920 (2). Ils se joignirent aux Français qui formaient la base de la population louisianaise, raison pour laquelle on y maintint le français concurremment avec l'anglais comme langue de l'administration publique, jusqu'en 1898, quand il fut aboli par un décret de la Législature (3). Manquant de prêtres et d'instruction française, les Louisianais s'américanisèrent très rapidement, même dans les campagnes où le clergé de langue anglaise dessert un trop grand nombre de leurs paroisses.

Depuis quelques années, une vive réaction s'opère. Quatre ou cinq mille Franco-Américains de la Louisiane suivent les cours facultatifs de français organisés par l'Alliance française ; la société nationale de l'Assomption organise des

1. E. LAUVRIÈRE. *La Tragédie d'un Peuple*, t. I, p. 482.

2. *Id.*, *ibid.*, p. 483.

3. DE NEVERS, *L'âme améric.*, t. I, p. 253.

voyages de réveil ethnique dont les résultats sont jusqu'ici très satisfaisants. Mais ce que les Louisianais réclament avant tout, « c'est un clergé de leur race, qui connaisse leur langue, leurs traditions, leur histoire, et non un clergé étranger qui ignore, méprise, supprime tout cela » (4).

Les premiers Canadiens français qui rejoignirent les Acadiens établis dans le Maine après la dispersion furent les soldats qui passèrent la frontière au moment du traité de 1763 (5). Ne voulant pas abandonner leur métier ou porter les armes sous le drapeau britannique, ils s'exilèrent. Plusieurs d'entre eux s'établirent dans le Maine et dans le Vermont où un nommé Allen se constitua chef et organisa le bataillon des *Green Mountain Boys* qui se couvrit de gloire pendant la révolution américaine. A la fin de la guerre pour l'Indépendance, le Congrès des Etats-Unis leur octroya, ainsi qu'à d'autres émigrés du Québec, des terres sur les bords du lac Champlain (6).

Les routes n'étant pas encore ouvertes entre le Canada et les Etats-Unis, on suivait les pistes des sauvages et les cours d'eau que l'on descendait et remontait facilement en canots d'écorce. Un courant d'émigration s'établit donc ainsi vers le Middle West américain où les pionniers d'origine française tendaient la main à leurs frères du Canada. Lors du traité de 1783, entre l'Angleterre et les Etats-Unis, il y avait déjà plus de douze mille Canadiens français dans la vallée du Mississippi et aux environs de Détroit (7).

Lorsque le Michigan vota son entrée dans l'Union, en 1836, les Canadiens français étaient environ quinze mille dans cet Etat (8). Par la suite, plusieurs milliers d'autres vinrent travailler au défrichement des forêts du Michigan, du Wisconsin et du Minnesota, car le Canadien français est reconnu comme « le meilleur bûcheron en Amérique » (9). Ces émigrés,

4. Cité par LAUVRIÈRE, *La Trag. d'un Peuple*, t. I, p. 488.

5. DE NEV., *L'âme améric.*, t. I, p. 250.

6. *Id.*, *ibid.*, p. 252.

7. *Id.*, *ibid.*, p. 253.

8. DESROSIER, FOURNET, *La Race fr. en Amér.*, p. 251.

9. W. H. MOORE, *The Clash*, p. 157.

bûcherons et autres, s'établirent peu à peu sur des terres de la région et près des mines, sur les bords des Grands Lacs (10).

On estime à trois cent mille au moins le nombre des Franco-Américains peuplant aujourd'hui la région de ces mers intérieures (11). La dispersion fit perdre à la moitié d'entre eux leur nom, leur langue et leur foi. Mieux groupés maintenant autour de leurs églises, de leurs couvents et de leurs sociétés nationales, ils semblent mieux en état de se maintenir dans ce territoire où les noms français leur rappellent sans cesse les fondateurs et leur donnent d'éclatantes leçons de fierté ethnique. Depuis quelques années, l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique travaille à leur réveil national avec des succès encourageants pour tout le groupe franco-américain.

Cependant l'immigration canadienne-française s'est accentuée. Si l'influence des voyages sur l'amélioration des transports est facile à montrer, celle des transports sur les migrations humaines n'est pas moins évidente. En 1811, la première diligence qui fit le voyage entre Montréal et Boston y transportait des Canadiens anxieux de tenter fortune dans le Massachusetts. Chaque année, des pères de famille et de solides garçons de ferme prirent l'habitude d'aller travailler aux Etats-Unis durant la morte-saison. Plusieurs s'y établirent, temporairement ou pour toujours, selon les circonstances.

Le régime d'oppression alors en vigueur au Canada n'était certes point de nature à inspirer aux colons beaucoup d'amour pour leur sol natal. En 1837, las des tracasseries du pouvoir, les Canadiens les plus hardis protestèrent les armes à la main, si l'on peut donner le nom d'armes aux fourches, bâtons et fusils de bois dont se munirent les quelque deux mille révoltés. Aussitôt, le gouvernement lança contre eux huit mille soldats qui dispersèrent les conjurés presque sans coup férir (12). Plus d'un millier de suspects furent arrêtés et jetés en prison ; quatre-vingt dix-huit furent condamnés à mort et

10. SAINT-PIERRE, *Les Canadiens du Mich.* Détroit, 1856.

11. A. BELANGER, *Guide officiel des F.-A.*, 1933. *Passim.*

12. J.-C. BRACQ, *L'Evol. du Canada fr.*, p. 81 et suiv.

on en pendit douze à Montréal où s'élève aujourd'hui leur monument.

La terreur qui régna quelque temps dans la province de Québec fit passer la frontière à des centaines de Canadiens français soucieux d'échapper à la potence et aux délations qui les guettaient. Quatre ans plus tard, en 1841, ils furent rejoints dans le Vermont et le New-York par des familles entières qu'attirait la découverte de l'or en Californie. Une ruée se produisit aussitôt de l'Est à l'Ouest ; les terres se donnaient en Nouvelle-Angleterre ; le besoin de main-d'œuvre industrielle fit qu'on doubla les gages ; de 1845 à 1849, vingt mille Canadiens français émigrèrent aux Etats-Unis (13).

Avec la création des grands réseaux de chemins de fer, de 1837 à 1850, le voyage devenait de plus en plus facile. C'est là une cause importante d'émigration qui n'a peut-être pas toujours reçu l'attention qu'elle mérite. A l'origine de la magnifique exploitation des richesses américaines, il y a toujours le fleuve et le chemin, le rail et la route. Les pistes des chevreuils et des bisons furent suivies d'abord par les Peaux-Rouges ; elles attirèrent ensuite le coureur des bois, le colon, le prospecteur, la famille, la voiture, la locomotive et l'auto.

Ces pauvres émigrants ! Leurs frères du Canada les ont accusés de tout : d'amour du luxe, quand ils n'avaient pas même un foyer à leur nom ; de paresse, quand ils s'en allaient peiner soixante-cinq heures par semaine dans des filatures infectes ; d'esprit aventurier, quand ils s'arrachaient en pleurant des bras de leurs amis pour fuir l'oppression anglo-saxonne, la prison, la terre aride qui ne pouvait plus nourrir leur famille nombreuse.

On connaît les méthodes routinières de l'agriculture canadienne, au *xix^e* siècle. L'appauvrissement des terres, le manque d'instruction agricole, de routes et de marchés pour les produits de la ferme : telles sont les causes principales de l'exode aux Etats-Unis. Les cultivateurs devaient partir à l'aurore pour mener en ville, par des chemins souvent impra-

13. *Id.*, *ibid.*, p. 214.

ticables, une charretée de bois ou de foin qu'il fallait donner presque ou ramener le soir, faute d'acheteurs. Sous la pluie, la neige ou le soleil, on recommençait le lendemain et les jours suivants, avec des voitures branlantes et des attelages fourbus.

D'autre part, le problème des familles nombreuses se posait avec angoisse. Quel avenir entrevoir pour ses enfants sur une terre à ferme ou en métayage qui nourrissait à peine la famille actuelle ? Quand le ministère Laurier fit ouvrir des terrains à la colonisation, vers la fin du siècle, il était déjà trop tard : la saignée terrible du Québec ne devait cesser qu'au moment de la crise de 1929, quand les Etats-Unis fermèrent pratiquement la frontière à l'immigration.

Au cours du siècle dernier, le gouvernement américain ouvrait largement ses bras et son cœur aux immigrants de toute nationalité. En 1841, lors de son message au Congrès, le président des Etats-Unis s'écriait : « Nous invitons cordialement les habitants des autres pays à venir faire partie de notre famille qui s'accroît avec rapidité (14). » La réponse dépassa toutes les espérances ; en moins d'un siècle, 37 millions 520.312 immigrants affluèrent aux Etats-Unis (15).

Comment s'étonner alors que les Canadiens aient succombé à l'attrait irrésistible de ce pays fantastique, avec son déploiement d'énergie, sa vie intense qui faisait oublier les fatigues d'hier, son avenir plein de promesses au sein d'une activité économique, sociale et politique supérieure à tout ce qu'on pouvait imaginer alors au Canada ? C'est pourquoi, au moment où éclata la guerre de sécession, en 1860, les Franco-Américains étaient assez nombreux aux Etats-Unis pour fournir quarante mille soldats à la cause du Nord (16). Des milliers d'autres Canadiens français vinrent aussitôt combler les vides laissés par la conscription, dans les usines où l'on assistait à une véritable révolution industrielle.

Le Nord détenait le monopole des industries mécaniques,

14. H. FELDMAN, *Racial Factors in American Industry*, p. 172.

15. *Id.*, *ibid.*, p. 174.

16. DESROSIERS, FOURNET, *La Race fr. en Amér.*, p. 218.

qui furent stimulées d'abord par la guerre, puis par les besoins de ravitaillement du Sud, à la fin des hostilités. Avant le conflit, le recensement de 1860 évaluait à 1.009.855.715 dollars le capital placé dans les industries mécaniques et manufacturières. En 1890, ce capital atteignait la somme de 6.525.156.486 dollars, soit une augmentation de 546 % (17). Le pétrole, découvert en 1859, commença d'être exploité sur une haute échelle ; les moteurs furent inventés et perfectionnés ; l'industrie de l'acier sauta de 57 à 478 millions de dollars en trente ans ; enfin, la production des industries lainières s'accrut de 38.814.422 dollars, en 1860, à 245.886.743 dollars en 1890 (18).

L'exode canadien-français s'accrut en proportion, se dirigeant plutôt vers la Nouvelle-Angleterre et le New-York, les Etats les plus rapprochés de la frontière canadienne. Les familles étaient trop pauvres pour aller plus loin ; plusieurs d'entre elles partaient avec l'espoir d'un prompt retour à la terre natale ; enfin, c'est à l'Est des Etats-Unis qu'on avait besoin de la main-d'œuvre du Québec qui laissa partir ses fils sans même essayer de les retenir. Des employeurs aux gages de l'industrie américaine parcouraient sans cesse les villages et les campagnes du Canada, avec des promesses alléchantes de vie facile et d'aisance qui obtinrent d'immenses succès.

Selon les auteurs les plus compétents, le nombre des émigrés passa de 100.000 en 1854 à 200.000 en 1876 et à 300.000 en 1890 (19). On accourait de la campagne canadienne, des cantons de l'Est, des comtés de Saint-Hyacinthe et des Trois-Rivières, de Rimouski, de Bellechasse et de la Beauce (20). Les liens étroits qui unissaient les familles entre elles dépeuplaient des bourgs entiers qui allaient se reformer dans les villes américaines. C'est là que les familles nombreuses prenaient de la valeur ; quel capital fructueux aussitôt que les

17. C. D. WRIGHT, *L'Evolution industrielle des E.-U.*, ch. XII.

18. *Id.*, *ibid.*, ch. XIV.

19. J.-C. BRACQ, *L'Evol. du Canada fr.*, p. 214 et suiv.

20. DESR., FOUR., *La Race fr. en Amér.*, p. 219.

enfants étaient d'âge à travailler ! En quelques années, on se payait une maison confortable, un mobilier de valeur, des vêtements à la mode, tout en épargnant quelques milliers de dollars pour les jours mauvais ou pour ses vieux jours.

Les effectifs franco-américains sont difficiles à calculer avec précision. La statistique canadienne ne distingue pas les Canadiens français des Anglo-Américains, dans ses registres d'émigration ; on sait du reste que le Canada servit longtemps de crible aux Européens qui voulaient entrer aux Etats-Unis. D'autre part, le recensement américain ne fait aucune distinction de nationalité entre les fils des immigrants ; née aux Etats-Unis, la génération nouvelle est tout simplement américaine aux yeux de l'Etat. Beaucoup d'émigrés enfin, bravant la déportation, traversent subrepticement la frontière pour épargner les dix-huit dollars du visa et de la taxe d'entrée. Les paroisses elles-mêmes ne fournissent que des statistiques incertaines ; la population y fluctue sans cesse, on y compte toujours des catholiques d'autres nationalités, un certain nombre de fidèles circulent d'une paroisse à l'autre pour échapper aux visites paroissiales du pasteur.

En 1920, après l'exode considérable de la Grande Guerre, le recensement des Etats-Unis fixait à 1.290.110 le nombre des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre et du New-York (21). Des milliers de familles ont émigré depuis lors. En 1924, par exemple, 200.690 Canadiens passèrent aux Etats-Unis (22) ; il n'est pas exagéré de dire qu'un tiers de ces immigrants étaient canadiens-français, puisque ceux-ci forment environ un tiers de la population totale du Canada. De 1923 à 1928, la fameuse prospérité Coolidge attira des milliers de Canadiens français aux Etats-Unis.

On y payait alors des salaires fabuleux ; le besoin de main-d'œuvre était tel qu'on pouvait travailler jour et nuit et changer d'emploi quand on voulait améliorer ses gages ou sa situation. L'âge d'or semblait arrivé, dans la grande répu-

21. P. WURTZ, *La Quest. de l'immigration aux E.-U.*, p. 184 et suiv.

22. C. WHITTON, *The immigration problem*, p. 20 et suiv.

blique américaine : tout le monde roulait automobile, mettait la poule au feu et participait entièrement aux avantages d'un progrès matériel sans précédent.

La crise vint dissiper brusquement ces rêves dorés. Le chômage atteignit surtout les familles nombreuses où le logement, l'alimentation et le vêtement coûtent toujours plus que l'allocation de l'Etat. Des centaines de familles reprirent donc le chemin du pays natal, comme d'autres l'avaient fait pendant les malaises économiques de 1873, 1891 et 1921, heureuses de retrouver la bonne terre d'autrefois, dans les comtés de jadis, dans les plaines de l'Ouest ou dans les domaines ouverts à la colonisation.

Mais la plupart des émigrés sont restés aux Etats-Unis, d'où les enfants ne veulent plus partir. Groupés dans les centres de la Nouvelle-Angleterre et dans le New-York, aux environs du lac Champlain, ils sont devenus ce qu'on appelle les Franco-Américains. Comme la plupart des immigrants qui ont afflué aux Etats-Unis depuis un demi-siècle, ils ont préféré la ville à la campagne, parce que le besoin de main-d'œuvre industrielle y décuplait la valeur de la famille nombreuse, qui est la famille normale chez ces fils de pionniers. C'est pourquoi, en cent ans, la population des Etats-Unis ne s'étant multipliée que seize fois, celle des villes américaines est devenue cent soixante fois plus nombreuse (23) ; la cité réclamait sans cesse des bras nouveaux, tandis que la machine les remplaçait graduellement à la campagne.

Les Franco-Américains se sont rassemblés un peu partout dans l'Est, selon les circonstances et les occasions, au moment de leur entrée au pays. Les cultivateurs se retrouvent surtout dans le Maine, le Vermont et le New-York ; les bûcherons d'hier ou leurs descendants travaillent encore parfois dans certains chantiers du Maine et du New-Hampshire, mais la plupart sont aujourd'hui dans les usines de papier qui achèvent le déboisement des forêts. Les principaux groupements se sont formés autour des filatures de Lewiston, Manchester,

23. *The World Almanac*, 1935, p. 254 et suiv.

Lowell, Fall River, New-Bedford et Woonsocket, pour aller du Nord au Sud, en Nouvelle-Angleterre. Depuis quelques années, plusieurs familles se déplacent continuellement en quête d'ouvrage et passent même souvent d'un Etat à l'autre avec les fluctuations industrielles du moment.

On peut maintenant, sans crainte d'être accusés d'exagération, dire qu'ils sont au moins un million et demi aux Etats-Unis. Sur une population de 122.728.873 habitants (24), c'est bien peu et les Franco-Américains semblent perdus au milieu de cette agglomération énorme d'apports hétérogènes. Mais comme ils ont surtout concentré leurs forces dans les six Etats de la Nouvelle-Angleterre, dont la population totale n'est que de sept millions et demi, leur groupe ethnique y représente un cinquième des habitants de cette région. Dans plusieurs centres, ils forment ce qu'on appela longtemps le Petit Canada et ils y sont parfois assez nombreux pour créer des villes, s'ils le voulaient : 35.000 à Woonsocket, 30.000 au moins à Fall River et à Manchester, 25.000 à New-Bedford et à Lowell, 20.000 à Lewiston et à Worcester, 15.000 à Lawrence et à Nashua, dans les 10.000 à Fitchburg, Holyoke, Salem, Southbridge et ailleurs (25).

Ces fils du Canada français ne sont pas allés se perdre dans le grand tout américain. Sans doute, il y eut parmi eux des transfuges, des renégats, des traîtres, surtout avant l'organisation de la paroisse franco-américaine, puisqu'on en rencontre aujourd'hui même, quand les Franco-Américains sont entourés des bastions de la défense nationale. Mais la plupart d'entre eux continuent de parler leur langue et de prier Dieu à la manière de leurs ancêtres ; ils prolongent pour ainsi dire la province de Québec jusqu'à Newport où Lafayette et Rochambeau se sont couverts de gloire, jusque dans la région des Grands Lacs où battait jadis le cœur de la Nouvelle-France ; ils font rayonner au loin l'influence canadienne-française et continuent de remplir la mission des Français en

24. *The World Almanac*, 1935, p. 250 et suiv.

25. A. BELANGER, *Guide off. des F.-A.*, 1933. *Passim*.

Amérique septentrionale. Selon le mot d'Edmond de Nevers, « les émigrés n'ont pas quitté la patrie, ils l'ont agrandie » (26).

Non vieille terre canadienne, tes fils d'hier ne t'oublient pas. S'il est parmi eux des ingrats, la plupart continuent de t'aimer et plusieurs songent encore avec larmes au jour où la lutte pour l'existence les arracha violemment de ton sein qui abrite leurs morts et leurs souvenirs les plus chers. Mais ils t'ont retrouvée aux Etats-Unis, dans la Nouvelle-Angleterre surtout ; ils restent fidèles aux mœurs, à la langue et à la foi que tu leur as données ; ils vivent, luttent et grandissent comme leurs frères du Canada, à l'ombre du foyer et de l'autel qui sont la sauvegarde des peuples et la base des nations fortes, heureuses et prospères.

26. *L'âme amér.*, t. II. p. 435.

CHAPITRE QUATRIÈME

L'AME FRANCO-AMÉRICAINE

Depuis la reconstruction de l'Europe, à la suite de la Grande Guerre, la question des nationalités est l'une de celles qui passionnent le plus vivement l'esprit des sociologues contemporains. C'est un problème aussi vaste que l'histoire, aussi profond que l'âme humaine, aussi complexe et varié que les sociétés elles-mêmes. Des préjugés séculaires, des sentiments que la raison ne comprend pas, une idéologie vague et nébuleuse, entourent de mystères les données que penseurs et philosophes s'efforcent de simplifier et d'éclaircir.

Il n'est donc pas étonnant que, d'abord plus soucieux de s'établir que de survivre comme groupe distinct, les émigrés canadiens-français des Etats-Unis aient peu étudié la question nationale. Par la bouche des proverbes, la sagesse des siècles affirme qu'il faut vivre avant de discuter philosophie. Mais les groupes d'origine canadienne-française devenant plus forts et plus nombreux à mesure que déferlaient les vagues de l'immigration, le problème de la survivance se posa bientôt en présence de la mentalité différente des Américains, des Irlandais et des protestants de toute dénomination.

Sans bien définir leur position exacte dans la République américaine, les Canadiens français d'hier établirent tout simplement des institutions semblables à celles du Québec, au delà du quarante-cinquième parallèle de latitude, frontière invisible et alors indéterminée entre le Canada et les Etats-Unis. Le travail fut lent et difficile ; les obstacles surgissaient de toutes parts ; mais l'initiative des chefs, le cou-

rage et la ténacité des organisateurs, la confiance docile des immigrants, triomphèrent de toutes les oppositions et le groupe ethnique franco-américain de la Nouvelle-Angleterre et du New-York devint bientôt une éclatante réalité.

L'émigration québécoise lui amenait d'ailleurs chaque année des centaines de familles canadiennes-françaises qui entretenaient merveilleusement l'esprit de la terre natale dans les centres franco-américains ; l'âme nationale puisait ainsi continuellement une vigueur nouvelle aux sources mêmes de la survivance, comme le fabuleux Antée retrempeait autrefois ses forces au contact du sol qui lui avait donné le jour.

Mais voici que l'apport du Québec a brusquement cessé. Le 10 septembre 1930, le président des Etats-Unis fermait en quelque sorte la frontière canadienne, quand il envoya aux consuls américains du Canada les instructions suivantes : « Si l'officier consulaire juge que l'applicant peut devenir un fardeau public, à n'importe quel moment, même durant une période considérable après son entrée au pays, il doit lui refuser le visa (1). » Depuis la promulgation de ce décret, il est probable que les Franco-Américains retournant au Canada sont plus nombreux que les Canadiens français passant aux Etats-Unis. Les sociétés franco-américaines ont constaté un exode considérable de leurs membres vers la province de Québec (2). Au cours des dix premiers mois de l'année 1932, deux mille Canadiens français sont retournés s'établir dans le Québec (3) ; durant les trois années précédentes, la moyenne est deux fois plus considérable (4).

Dignes successeurs du célèbre abbé Gravel et de Mgr. Labelle, qui mérita de laisser son nom à un large district de terres nouvelles au Nord de la vieille province, les missionnaires colonisateurs du Québec s'occupent avec succès du rapatriement des Canadiens français qui souffrent de la crise

1. *New York Times*, le 10 sept. 1930.

2. *Rapport de M. Elie Vézina*, au *Congrès de l'Union*, oct. 1933, p. 51.

3. *Annuaire statistique de Québec*, 1933, p. 88.

4. *The World Almanac*, 1935, p. 602.

aux Etats-Unis où les chômeurs se chiffrent dans les huit ou dix millions (5).

Le problème de la survivance se pose donc maintenant d'une façon claire et décisive pour les Franco-Américains. Est-il opportun qu'ils restent eux-mêmes ? Ont-ils une âme nationale bien définie ? Quels sont leur but, leur programme, leur force de résistance à l'assimilation ? En quatre mots : doivent-ils, veulent-ils et peuvent-ils survivre ? Pour bien répondre à ces questions, il faut d'abord savoir exactement ce que sont les Franco-Américains.

Aussi brièvement que possible, ce sont des fils de colons canadiens, des petit-fils de Français, qui, après une double transplantation en terre étrangère, prennent racine et s'épanouissent sur le sol américain, en s'efforçant de garder leur langue, leurs mœurs et leur foi religieuse. Ils apprennent l'anglais et le parlent fort bien, dans la vie économique et politique, aussi bien qu'en société ; mais ils parlent, lisent, écrivent le français, à l'église, à l'école, au foyer, dans leurs assemblées nationales et leurs journaux. Par la naturalisation ou la naissance, ils deviennent citoyens des Etats-Unis, mais ils restent fidèles au souvenir de la France qui leur a donné leur langue et leur foi, à l'amour du sol canadien où reposent leurs aïeux, à « la cendre des morts qui créa la patrie ». Ils chantent avec ardeur l'hymne au drapeau étoilé, mais leurs bannières nationales portent encore la fleur de lys et la feuille d'érable, et ils entonnent avec âme dans leurs réunions les strophes du poème d'amour : « O Canada ! » et la fière mélodie :

« Jadis la France, sur nos bords,
Jeta sa semence immortelle ;
Et nous, secondant ses efforts,
Avons fait la France Nouvelle. »

De la France, les Franco-Américains ont gardé les vertus gauloises d'ardeur, d'enthousiasme, de sociabilité, de hardiesse, alliées à la simplicité des goûts, à la gaieté, à l'opti-

5. *Ibid.*, p. 83.

misme, au culte de la famille et à la passion des querelles intestines. Du Canada, ils ont apporté la force physique, la saine hérédité de générations vouées au travail des champs, l'âpre énergie d'hommes forcés de lutter pendant des siècles contre la nature, l'oppression, l'ambiance assimilatrice. L'Amérique leur a transmis quelques-unes de ses tendances à l'activité dévorante, à l'effet audacieux et frappant, au désir immodéré des nouveautés, à l'engouement du succès rapide qui s'arrête à la surface des choses et fait que « la vie, pour la plupart des Américains, est une entreprise, les hommes des moyens ou des obstacles, le monde un endroit où l'on se coudoie, se heurte ou se bouscule » (6).

Le passé d'efforts communs, d'idées, de traditions, d'habitudes, qui a fondé la nation canadienne-française, a produit des manières d'être, de penser et de sentir que les Franco-Américains ont conservées jusqu'ici, parce qu'elles sont à la fois leur âme et leur idéal. Fiers de leurs origines françaises, épris de l'épopée canadienne, attachés aux morts et aux souvenirs du Canada comme aux vivants et aux institutions des Etats-Unis, ils ne veulent pas renoncer au commun patrimoine de la race française en Amérique ; c'est pourquoi ils doivent et veulent rester eux-mêmes, garder leur langue et leur caractère national, tout en devenant citoyens de leur patrie d'adoption.

C'est en anglais que les Franco-Américains prêtent le serment d'allégeance à la constitution des Etats-Unis, mais ils continuent de prier, de chanter, d'écrire et de parler en français ; ils admirent et ils aiment la civilisation américaine, mais ils restent fidèles à l'esprit et à la foi des ancêtres de la France et du Canada ; ils sont prêts à mourir pour la défense du drapeau américain, mais ils arborent aussi fièrement le drapeau tricolore et baisent les plis sacrés du drapeau de Moncalm en chantant : « O Carillon ! » L'assimilation fait parmi eux des victimes, mais on peut affirmer sans crainte qu'elles se trouvent rarement parmi les hommes de valeur et que le

reniement national entraîne aussi rapidement l'apostasie religieuse et la mort de toute influence.

Les Franco-Américains ne songent pas à former un Etat dans l'Etat, ce qui ne serait qu'une attitude absurde et ridicule ; ils n'ont aucune envie de rendre les autres semblables à eux, ce qui serait une inutile fantaisie ; ils ne cherchent pas à vivre en marge de la communauté, ce qui deviendrait bientôt un isolement économique dangereux. Ils acceptent les institutions politiques différentes du pays où ils ont cherché des conditions matérielles différentes ; mais ils veulent conserver leur langue, leurs mœurs et leur foi religieuse, afin de garder l'âme nationale qui les rend, croient-ils, meilleurs citoyens de la grande république américaine, où ils apportent une double culture et la notion mieux définie de leurs devoirs civiques et humains.

L'Europe, en général, a peine à comprendre ce maintien de groupements ethniques au sein de l'Union américaine ; on redoute la formation possible d'une mosaïque d'Etats sans unité réelle, une sorte de « campement des nationalités » (7) ; on voit d'un mauvais œil ces groupes nationaux qui entendent contribuer à la formation générale sans « adopter les principes moraux et sociaux » (8) des puritains.

Les conceptions politiques diffèrent tellement d'Europe en Amérique ! Il est assez difficile de concevoir un Français qui se fasse naturaliser Anglais ou Allemand, après cinq ans de séjour à l'étranger. Or ce même Français peut facilement devenir un Américain aux Etats-Unis, où toutes les nations s'unissent dans un esprit de tolérance et de liberté. La chaîne est forte et complète, bien que les anneaux gardent leur puissance personnelle, vivent de leur existence propre, forment des cercles individuels d'intérêts et de volontés, toujours et malgré tout solidaires les uns des autres.

La Suisse, avec ses populations hétérogènes et ses trois langues principales, n'est-elle pas, depuis cinq ou six siècles,

7. F. Roz, *L'Energie américaine*, p. 117.

8. A. SIEGFRIED, *Les Etats-Unis*, p. 139.

l'un des pays les plus pacifiques, les plus unis et les plus prospères au monde ? Ne dit-on pas qu'elle a résolu de la façon la plus pratique et la plus humaine le problème des nationalités ? (9) Que de nations l'immense Empire britannique réunit sous son égide ! Son drapeau en est-il moins glorieux parce qu'il arbore aussi des emblèmes nationaux ? La France elle-même a été formée de plusieurs groupes ethniques juxtaposés (10), au sein desquels une variété infinie de coutumes et d'idiomes a subsisté sans affaiblir la patrie, ce qui faisait dire un jour à Michelet : « La France n'est pas un Empire, ce n'est pas une Nation, c'est une Personne. »

Sans doute trouve-t-on aux Etats-Unis des partisans nombreux de l'assimilation des âmes, qui ne manquent pas de manifester leur rancœur en constatant l'échec de leur doctrine. Mais les esprits pondérés savent rendre justice aux Franco-Américains, qu'on « peut à peine ranger parmi les immigrants au sens propre du mot. Ils représentent, disait le sénateur Henry Cabot Lodge, du Massachusetts, les plus anciens fondateurs de l'Amérique. Ils ont été, au sens large du mot, des Américains depuis des générations » (11). Le sénateur Blair, du New Hampshire, a proclamé que les Franco-Américains « forment un des éléments les plus sains et les plus actifs de la population de cet Etat. Ils sont appelés, dit-il, à rendre de grands services à la République américaine » (12). Vivement frappé de leur patriotisme, en 1917, le gouverneur Cox, du Massachusetts, leur rendit ce témoignage : « Si l'on prend la peine de parcourir la liste des engagés volontaires, on se sent profondément impressionné par la très forte proportion de Franco-Américains qui s'enrôlèrent sous le drapeau étoilé... A bien considérer l'œuvre accomplie par les Franco-Américains, ajoutait-il, on peut dire en toute bonne foi qu'ils ont puissamment contribué au bien-être général,

9. W. MARTIN, *Histoire de la Suisse*. Paris, Payot, 1926.

10. A. SIEGFRIED, *Tableau polit. de la Fr. de l'Ouest*, p. 22 et suiv.

11. *Catholic Encyclopedia*, t. VI. Article : *French Cathol. in the U. S.*

12. DESR., FOUR., *La Race fr. en Amér.*, p. 221.

à la stabilité des institutions, au progrès des méthodes gouvernementales (13). »

L'assimilation complète, la fusion totale de tous les éléments hétérogènes dans l'anonymat américain, serait-elle donc si avantageuse ? N'amoindrit-on pas la valeur des races en les mêlant ? C'est une théorie fort bien défendue par des savants de renom (14). La pureté d'une race sans mélange depuis les temps mérovingiens ne vaut-elle pas la peine d'être conservée ? Tant qu'on ne sera pas mieux renseigné sur les conséquences du métissage inconsidéré, n'est-il pas préférable de s'en abstenir le plus possible ?

L'existence nationale est un droit naturel, un instinct de conservation ethnique, un besoin inné qui trouve partout des champions quand il se concilie facilement avec le respect de l'autorité légitime et la loyauté politique intégrale, comme c'est évidemment le cas pour les Franco-Américains. Il est peu de spectacles plus beaux que celui d'un groupe ethnique fier du passé, jaloux de ses traditions et s'appliquant à perpétuer sa vie dans la fidélité au devoir en dépit de toutes les difficultés.

Aussi les partisans de l'assimilation totale se font-ils de plus en plus rares, non seulement aux Etats-Unis, mais encore chez les vieilles civilisations où l'on constate maintenant les avantages qui résultent de la persistance des caractères ethniques. Les plus hautes cultures de l'antiquité sont dues à l'apport individuel des nationalités qui composaient les peuples. L'absorption et le nivellement des groupes nationaux dans l'Empire romain fut, au contraire, une cause majeure de décadence, de stagnation, de déclin fatal.

Dans un pays aussi neuf que l'Amérique, la variété des races est un élément précieux d'initiative et d'émulation. Chaque groupe ethnique a toujours contribué à la civilisation américaine sa quote-part de valeurs et de solutions ingénieuses que l'américanisation à outrance ferait bien d'examiner avant de pousser plus loin des réactions aussi violentes que

13. *L'Union*, juillet 1922, p. 2.

14. H. KOHT, *La Nationalité et l'hist.* Paris, 1929.

celle du Ku Klux Klan (15). « La seule présence de ces cultures différentes, écrit un statisticien de renom, ouvre à l'éducation des perspectives exceptionnelles (16). »

L'apport franco-américain vaut certes autant que celui de bien d'autres groupes ethniques aux Etats-Unis. On sait en effet avec quel soin se fit le choix des colons français du Canada (17). Loin de perdre leurs qualités d'origine, les Canadiens français les ont cultivées et développées avec une ardeur qui fit dire à un historien français : « Dans l'Inde, on avait pu admirer quelques grands hommes ; ici, ce fut tout un peuple qui fut grand (18). » Les Franco-Américains ont hérité de cette « âme locale et française à la fois » (19), trempée par la lutte contre la forêt, le Peau-Rouge et l'Anglo-Saxon.

A la fin du xix^e siècle, un grand journaliste américain, M. Gilmary Shea, écrivit, dans un article qui eut alors beaucoup de retentissement : « Les Franco-Américains forment une des portions les plus industrieuses et les plus intelligentes de notre population... Comme citoyens et comme catholiques, ils possèdent les plus grandes qualités et se montrent en tout dignes de l'estime et de l'admiration de ceux qui les apprécient avec impartialité (20). »

Pour compléter cette gamme flatteuse d'approbations de la survivance franco-américaine, il ne nous manque plus que le témoignage d'un Irlandais d'indubitable autorité. C'est un prélat de Chicago, Mgr Quigley, qui va nous le fournir : « Franco-Américains, dit-il, avant tout, conservez vos mœurs, vos institutions ; propagez votre langue et vos coutumes ; c'est par elles que vous êtes restés, en Amérique, un peuple distinct et que vous avez conquis l'admiration de tous. C'est encore en conservant cette langue et ces traditions que vous

15. A. SIEGFRIED, *Les E.-U.*, ch. VIII.

16. L. J. DUBLIN, *Population Problems in the U. S. and Canada*, p. 207.

17. G. VATTIER, *Essai sur la mentalité c.-f.*, p. 19 et suiv.

18. H. MARTIN, *Hist. de France*, t. XVIII, p. 163.

19. GARNEAU, *Hist. du Canada*, préf., p. IX.

20. HAMON, *Les Can. fr. de la N.-A.*, v. 34.

remplirez le mieux votre mission ; donnez à l'Amérique tout ce que la vieille France avait d'admirable et que vous avez si bien su conserver (21). »

Pour comprendre un peu l'âme franco-américaine, il faut lire les *Oberlé* de René Bazin, *Colette Baudoche* de Maurice Barrès et d'autres ouvrages analogues sur l'Alsace-Lorraine, « cette langue de terre entre le Rhin et les Vosges où il y eut toujours une manière d'être particulière, une nationalité » (22). L'atavisme des siècles passés triomphant de tous les obstacles, la force d'un sang généreux propageant l'existence nationale, l'entêtement d'un peuple fier de son histoire et s'appliquant à perpétuer sa vie propre au milieu de toutes les contradictions : telle fut la geste sublime des quinze cent mille Alsaciens-Lorrains ; telle est également l'histoire des quinze cent mille Franco-Américains.

« Dans la souffrance, les peuples naissent à la vie morale, écrivait Barrès ; ils s'unifient et se resserrent sur leurs réserves héréditaires (23). » C'est ainsi que les groupes ethniques prennent conscience de leur être, de leurs besoins, de leurs ressources et de leur destinée. L'idée fait naître le sentiment national que suit la volonté de survivre et l'adoption d'une discipline appropriée. Dans l'exil et la persécution, la lutte et le sacrifice, la conscience nationale franco-américaine s'est formée. Du Franco-Américain, on pourrait dire ce que Barrès écrivait de l'Alsacien-Lorrain : « Les morts lui ont créé une sorte d'automatisme moral. Même s'il quitte ses tombeaux, il ne sera pas nécessairement un déraciné ; où qu'il aille et plongé dans les milieux les plus dévorants, il demeurera la continuité de ses pères et, pendant un long temps, participera encore de la conscience nationale (24). »

Un peuple vit en somme des forces morales qui s'alimentent aux sources du passé ; c'est là qu'il puise le secret et l'unité de son âme nationale. Histoire, religion, langue, mœurs,

21. E. LAUVRIÈRE, *Un bel ex. de vitalité*, p. 21.

22. *Alsace-Lorraine*, p. 21.

23. *Id.*, *ibid.*, p. 89.

24. *Id.*, *ibid.*, p. 92.

traditions : telle est la base du vouloir-vivre collectif des Franco-Américains. Sans être immortel, ce sentiment national est une force de cohésion assez puissante pour assurer indéfiniment leur survivance aux Etats-Unis, pourvu qu'on le cultive et l'entretienne dans l'âme des générations nouvelles. Le Dr Gustave le Bon ne va-t-il pas jusqu'à dire que « les races historiques, c'est-à-dire, formées par les hasards de l'histoire, finissent par acquérir des caractères psychologiques aussi stables que leurs caractères anatomiques » (25) ?

Le nombre, l'indépendance ou l'autonomie ne sont pas essentiels à l'existence des nationalités. Après plusieurs siècles de sujétion, la petite Finlande vient d'organiser un Etat remarquable, la Pologne est restée elle-même sous le joug de la pire servitude, le martyr de l'Irlande n'a fait qu'aviver l'ardeur nationale de ses fils dignes de ce nom. La menue Belgique est-elle moins noble et fière que l'immense Russie ? L'Alsacien-Lorrain n'est-il pas, en général, aussi patriote que les autres Français ?

Un but clairement défini et la volonté collective de l'atteindre : telles sont les bases de la nationalité. Quand les membres d'un groupe ethnique consentent à des sacrifices étonnants pour le maintien de l'intégrité nationale, quand l'idée de survivance est profondément ancrée dans l'esprit de quinze cent mille hommes, quand ces hommes sont unis d'ailleurs par le sang, la langue, la foi et les traditions, que sont-ils alors, s'ils ne constituent pas une nationalité ?

Les Franco-Américains ont donc une âme nationale bien définie, qu'ils peuvent, doivent et veulent conserver, parce qu'ils ont tout avantage à garder la langue, les mœurs et la foi religieuse qui constituent leurs liens sociaux et leur plus bel apanage aux Etats-Unis. Cette âme s'alimente aux sources du passé pour entretenir dans le présent les forces ethniques nécessaires à la survivance et peut durer tant que durera le culte du souvenir et la leçon des grands fondateurs.

25. Cité dans BEAUVAU-CRAON, *La survivance fr. au Canada*, préf., p. XVII.

* * *

Des trois groupes nationaux qui ont découvert et conquis l'Amérique, les Français seuls semblaient avoir une destinée providentielle. L'époque des découvertes fut pour eux une croisade, leurs travaux apostoliques de la suite font songer aux premiers temps du christianisme, le développement et la durée de leurs fondations primitives sont des prodiges miraculeux. Tandis que l'Espagnol ramassait de l'or dans le sang indigène, tandis que l'Anglo-Saxon ravissait les fourrures du Peau-Rouge enivré d'alcool, le Français prêcha la Bonne Nouvelle et jeta les bases d'une civilisation qui dure encore.

Quatre siècles après Jacques Cartier, les soixante mille colons que la France dut abandonner, pauvres et meurtris, en Nouvelle-France et en Louisiane, on les retrouve presque cent fois plus nombreux, groupés dans toutes les provinces de l'Amérique du Nord, formant d'importantes nationalités. Leurs travaux, leurs victoires, leur survivance française et catholique, sont des œuvres aussi splendides que la plupart des hauts faits dont les annales de ces pays nouveaux gardent la mémoire.

Les Canadiens français et les Franco-Américains ont raison d'être attachés à ce patrimoine glorieux et de le vouloir conserver au prix de tous les sacrifices. Mais l'histoire, qui rappelle tant de grandeurs et d'exploits, renferme aussi l'immense nécropole des peuples morts. Combien de temps les groupes ethniques du Canada et des Etats-Unis peuvent-ils survivre ? Les Canadiens français jouent un rôle important dans la vie religieuse, sociale, économique, littéraire et politique du Dominion ; leur autonomie est un gage puissant de survie nationale. Il n'en est pas ainsi des Franco-Américains. Isolés de leurs frères du Canada par une frontière qui s'épaissit graduellement avec l'âge et les difficultés économiques, ils sont plongés, si l'on peut dire, dans le gouffre où les survivances ethniques se dissolvent lentement mais sûrement.

Les Franco-Américains garderont-ils longtemps intacte l'âme nationale qui les rend meilleurs citoyens des Etats-Unis, ou verront-ils bientôt crouler dans la poussière des ruines mémorables la citadelle édifiée par les grands cœurs et les grands esprits qu'engendra la race française en Amérique ? La réponse à cette question se trouve dans la seconde partie de notre thèse : les facteurs de la survivance nationale. Le courage et la fécondité des mères, le nombre et la force des clochers, les enseignements de l'école et de la presse, le mot d'ordre des sociétés fraternelles, le talent et l'ardeur de l'élite : voilà les colonnes de l'édifice national, les appuis de l'âme franco-américaine, les remparts de l'héritage séculaire qu'il leur faut transmettre, comme leurs grands morts, aux vivants qui poursuivront après eux l'œuvre de la survivance française en Amérique septentrionale.

DEUXIÈME PARTIE

Les causes de la survivance franco-américaine.

« S'il est une chose que nous devrions tous savoir, des deux côtés de la frontière, c'est que si nous avons conservé, non seulement la foi et les mœurs des ancêtres communs, mais aussi la langue, les traditions, les coutumes, tout ce qui fait notre valeur propre comme peuple, nous le devons principalement à l'Eglise. »

H. BOURASSA, *Le Devoir*, 19 janvier 1929.

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE

En creusant jusqu'aux racines infimes de cet arbre puissant qu'on appelle : la nation, on trouve ordinairement comme germe initial un rassemblement de familles ; c'est la tribu, chez les Arabes et les Juifs ; la *phratricie*, chez les Grecs ; la *gens*, chez les Romains ; le clan, chez les peuples nordiques. Quand ces agglomérations de familles, grossies par la natalité et l'adoption, devinrent assez considérables, alors le gouvernement politique remplaça, dans le domaine civil, l'autorité familiale, qui lui servit d'abord de modèle : ce fut la naissance de la Cité (1).

Les nations se fondent sur ce vouloir-vivre collectif, non

1. F. de COULANGES, *La Cité antique*. Paris, 1927.

pour absorber et détruire la famille, mais pour protéger, soutenir et fortifier cette cellule sociale dont la vigueur et les qualités constituent la puissance et la fécondité des groupes ethniques. « En un mot : Famille d'abord ! Et le reste, si la famille est forte, unie et prospère, viendra par surcroît (2). »

C'est dans la famille que s'acquiert le sens de la durée, le culte de la race et la volonté de survivre, qui constituent la base de la nationalité. L'amour du foyer, des enfants et des ancêtres fait de chaque famille une cellule active de vie nationale, embrassant dans son sein le passé, le présent et l'avenir, tout ce qui prolonge et grandit mystérieusement notre être en qui se développe alors la conscience des hérédités et du patrimoine séculaire pour lesquels il faut vivre, lutter et mourir.

Par son organisation, sa fécondité, sa permanence, la famille franco-américaine est sans contredit l'une des bases de la survivance française aux Etats-Unis. On ne doit pas se lasser de le dire et de le répéter sur tous les tons : le secret de la survie nationale des Canadiens français et des Franco-Américains, c'est dans le foyer qu'on le trouve d'abord, dans le cœur des mères qui sèment autour d'elles la vie, la connaissance et l'amour du français, les traditions de foi, de courage et de fierté nationales.

Disséminés dans un pays sans bornes, entourés d'une population cent fois plus nombreuse qu'eux, soumis à un régime politique où « le nombre est la puissance fondamentale », les Franco-Américains doivent compter sur la moisson qui lève dans leurs berceaux pour combler les vides à mesure qu'ils se produisent dans leurs rangs, pour maintenir leur force numérique, pour se préparer des lendemains fondés sur autre chose que de vaines espérances. Le berceau vide serait pour eux un décret de mort prochaine ; c'est pourquoi ils multiplient leurs espoirs en décuplant le nombre de leurs berceaux.

« Et Jahveh les bénit et il leur dit : Soyez féconds, multipliez-vous. » A ce mot d'ordre que la Genèse adresse aux

2. *Le général de Castelnau, au Congrès de Lille, le 5 déc. 1920.*

familles par-dessus le tombeau des générations, aucun peuple n'a été plus fidèle que le peuple canadien-français. Son amour traditionnel de la vie familial, son courage en face des responsabilités de l'existence, sa foi robuste et pratique, lui disent clairement l'honneur que le ciel fait à l'homme en l'associant à l'œuvre créatrice, le devoir qui lui incombe envers la nation, le bonheur qui germe de l'immolation de soi-même pour que d'autres aient la vie en abondance.

La race française en Amérique a été d'une fécondité prodigieuse, diffusant partout ses rejetons vigoureux, ses arbres dont les rameaux se prolongent sans interruption d'âge en âge depuis plus de trois siècles. Canadiens français et Franco-Américains ont compris dès l'abord que la famille nombreuse était pour eux la famille idéale, la seule capable de fonder et de maintenir leur nationalité au cœur de pays aussi vastes et peuplés que le Canada et les Etats-Unis.

Aussi leurs belles familles ressemblent-elles aux dynasties patriarcales de l'antiquité, aux clans des montagnards indestructibles, ou mieux encore aux puissantes généalogies terriennes, bourgeoises et chevaleresques qui, du moyen âge au xix^e siècle, peuplèrent la France d'une foule incroyable de soldats, de génies et de héros, âme vivante et active de la nation française depuis quinze siècles.

De 1704 à 1841, la population du Canada français a augmenté de deux cents pour cent (3). Pendant plus d'un siècle, le nombre des Canadiens français a doublé tous les trente ans. Au moment de sa mort, l'illustre auteur canadien Philippe Aubert de Gaspé comptait cent quinze enfants et petits-enfants. Le grand-père d'Antoine Gérin-Lajoie, écrivain distingué, mourut entouré de cent cinquante descendants des trois premières générations. Le célèbre cardinal Bégin, archevêque de Québec, inscrivit 324 noms à l'arbre généalogique de son grand-père (4). Les fils de Pierre Boucher étaient aussi nombreux que les étoiles (5).

3. DESR., FOUR., *La Race fr. en Amér.*, p. 16.

4. J.-C. BRACQ, *L'Evol. du Canada fr.*, p. 15.

5. S. MARION, *Pierre Boucher*, chap. VIII.

Au début du xx^e siècle, le gouvernement québécois accorda cent arpents de terre à tous les parents qui comp-
taient douze enfants vivants. En 1907, sept mille pères de
famille avaient déjà reçu l'octroi provincial (6). Dans le
Nouveau-Brunswick, le groupe canadien-français et acadien
a deux fois plus d'enfants que le groupe anglo-saxon. Dans
la même province, de 1900 à 1910, les Canadiens français ont
augmenté de 19.000, tandis que les Anglais diminuaient de
8.000 (7). En 1911 enfin, la natalité atteignit 38.1 par mille,
dans la province de Québec (8).

Les Franco-Américains ont conservé cette étonnante
vitalité qu'ils considèrent comme l'apanage de la race fran-
çaise en Amérique. Qui ne connaît, par exemple, la célèbre
famille Tougas, sorte de prototype de la famille franco-
américaine idéale ? (9). En 1861, Toussaint Tougas, rejeton
d'un soldat normand émigré au Canada dès les débuts de la
colonie, alla s'établir sur la colline de Greendale, au centre
du Massachusetts. Il éleva douze enfants qui ont engendré,
eux et leurs descendants, plus de trois cents citoyens franco-
américains.

Depuis 1922, la famille se réunit chaque année sur le do-
maine ancestral qui voit accourir à cette fête du cœur des
phalanges de Franco-Américains portant ces beaux noms
sonores que les Français savent si bien donner aux choses et
aux personnes : Bousquet, Brodeur, Deslauriers, Dupré,
Fortier, Gauthier, Hamel, Lamoureux, Lavoie, Rocheleau,
Rodier, Tremblay, d'autres encore que nous oublions et qui
sont là par douzaines, assez nombreux pour former eux-mêmes
des tribus notables, telle que celle des Rocheleau de Worces-
ter, dans le Massachusetts, qui compte parmi ses membres
des personnages appartenant à toutes les classes de la so-
ciété.

6. *Le Canada ecclésiastique*, 1920, p. 48.

7. A. HAWKES, *The Birthright*, p. 48.

8. *Annuaire statis. de Québec*, 1917, p. 78.

9. E. LAUVRIÈRE, *Un bel ex. de vitalité*. Angoulême, 1924.

Que de familles franco-américaines s'étonneraient de leur nombre et de leur puissance, si elles n'étaient trop occupées à faire et à élever des enfants pour avoir le temps de les compter ! C'est à la fin du xix^e siècle que le premier représentant d'une branche de la famille Basile Benoit élut domicile à Fitchburg, dans le Massachusetts. Il s'y maria et devint père de huit enfants. Dans les dix années qui suivirent son entrée au pays, ses frères et sœurs l'y rejoignirent avec leurs grosses familles dont les enfants ont fondé à leur tour des foyers prospères.

Groupés autour des grands-parents qui vivent encore presque tous, les descendants de cette seule branche des Benoit sont aujourd'hui plus de trois cents dans les Etats du Massachusetts et du Connecticut, sans compter une vingtaine au moins qui retournèrent dans la province de Québec et l'Ouest canadien. Benoit, Beauchesne, Beaulac, Bérubé, Bonin, Boudreau, Charette, Dion, Fontaine, Gariépy, Lamoureux, Laplume, Pelletier, Pinard, Vézina, Vigneault, une dizaine d'autres encore, c'est toute la gamme des noms français qu'il faut pour distinguer les uns des autres les membres de cette multitude que les liens du sang, du passé, de la langue et de la foi ont rassemblés dans les centres franco-américains.

Dans le Massachusetts, les Beauregard, les Belliveau, les Cormier, les Daigle, les Demers, les Desmarais, les Desrosiers, les Dupuis, les Fortin, les Francœur, les Gagnon, les Girouard, les Goguen, les Lamoureux, les Larivière, les Lavallée, les Leblanc, les Lefebvre, les Mercier, les Petit, les Proulx, les Rémy, les Robillard, les Sicard, les Simard, les Tétreault, les Therrien, une foule d'autres, sont aussi nombreux que les astres aperçus par Abraham durant cette nuit biblique où il entrevit sa postérité.

Or cette progéniture franco-américaine est aussi viable qu'elle est nombreuse. « Pas un indigent, pas un infirme, pas un aliéné » (10), écrit M. Emile Lauvrière, à propos de la

10. *Un bel ex. de vitalité*, p. 14.

famille Tougas. Il en est ainsi dans la plupart des familles franco-américaines ; l'infirmité physique ou mentale y est si rare qu'on la regarde comme une épreuve exceptionnelle ou un châtiment céleste. Elle est toujours plus rare d'ailleurs dans les familles nombreuses qu'on appelle les familles « bénies du ciel » et qui sont en réalité les familles idéales, en théorie du moins, sinon toujours en pratique.

L'expérience médicale enseigne en effet qu'un nouveau-né pèse ordinairement une demi-livre de plus que son aîné, depuis le deuxième jusqu'au septième enfant. Le poids moyen des enfants à leur naissance étant de six livres, le cadet débute donc en ce monde avec quinze pour cent de capital de plus que son prédécesseur (11). De son côté le Dr Hutchinson, célèbre praticien anglais, déclare que « les deux tiers des maladies mentales observées par lui affectent les premiers-nés » (12). Quoi qu'il en soit de ces données scientifiques, les puînés se trouvent ordinairement dans un milieu plus favorable à leur épanouissement ; la mère elle-même est plus développée, les parents ont plus d'expérience, les aînés initient de bonne heure leurs cadets à une foule de choses que les bambins ont le don de s'expliquer mutuellement. Par ailleurs, le champ d'observation est d'autant plus vaste que la famille est plus nombreuse ; c'est un avantage appréciable pour les enfants qui sont tout yeux et tout oreilles au moment où leur jeune âme s'ouvre à la vie et à l'amour.

Mais le triomphe de la famille franco-américaine, c'est la formation morale et sociale de ses membres. Les enfants gâtés sont rares dans les grosses familles ; on y apprend vite à obéir et à se débrouiller ; on y trouve mainte occasion de pratiquer, inconsciemment d'abord, puis volontairement, l'esprit de sacrifice et la charité, deux remèdes aux formes principales de l'égoïsme : l'amour immodéré de ses aises et le mépris des autres. Il est impossible de ne pas partager, quand on a six frères et sœurs et il faut bien se contenter du

11. *America*, 18 octobre 1924.

12. *Id.*, *ibid.*

nécessaire, quand on ne peut obtenir davantage. On s'entraide, on s'aime, on s'embrasse,... on se chicane même souvent : quelle excellente préparation à la lutte pour l'existence !

Dans la famille franco-américaine, l'autorité s'auréole d'un caractère sacré qui fait resplendir le front du père et de la mère quand ils se lèvent pour commander, bénir ou châtier. L'obéissance, plus nécessaire à cause du nombre, y devient plus facile en vertu même de sa pratique. Enfin, le divorce est pratiquement inconnu dans les foyers franco-américains. Sans doute, il arrive que certains époux se séparent momentanément et même pour toujours ; mais le fait est si rare qu'il cause scandale, chaque fois. Chaque nouveau-né est un anneau de plus rivant en quelque sorte l'un à l'autre le père et la mère, fidèles aux serments de leurs jeunes amours.

La nation vaut ce que valent les familles et celles-ci ne valent jamais mieux que les mères ; l'histoire confirme jusqu'à l'évidence ce principe social. Tel père, tel fils, déclare le proverbe ; il serait plus exact de dire : telle mère, tel fils. Car le rôle du père, dans la société moderne en particulier, est plutôt celui du toit sur la maison ; tandis que la mère, c'est le foyer même, la source directe du nombre et de la qualité des enfants, le moule qui façonne le corps, l'intelligence et l'âme des hommes de demain.

La mère sera donc l'âme de la famille franco-américaine qu'elle organise, discipline, administre souvent avec la compétence d'un chef d'armée. Le père est l'autorité suprême à laquelle on n'a recours que dans les cas exceptionnels de révolte ou de fautes qui mettent en jeu l'honneur de la famille. Mais le vrai centre du foyer franco-américain, c'est l'enfant, fleur délicate des berceaux nécessaires, fruit délicieux d'un amour qui ne doit pas mourir, sève généreuse qui alimente et renouvelle sans cesse l'âme franco-américaine.

« Ils se préoccupent plus de l'avenir de leurs enfants que du passé de leurs grands-parents » (13), écrivit des Canadiens

13. A. HAWKES, *The Birthright*, p. 88.

français un Anglo-Saxon qui les observait depuis longtemps. On en peut dire autant des Franco-Américains qui « ont toujours occupé le premier rang pour la natalité » (14). Ils comprennent en effet que « la famille, c'est le temps derrière l'individu » (15), mais que la nation, c'est la force de durée souveraine qu'ils sauront inculquer à l'âme de leurs enfants. Le Franco-Américain qui n'apprend pas sur les genoux maternels les prières et la langue, les chansons et l'histoire de sa nationalité, est perdu pour la race ; il ne faut pas se lasser de le redire aux mères franco-américaines qui portent avant tout la responsabilité des apostasies religieuses et nationales.

Tout s'organise autour de la famille, dans les centres franco-américains. On travaille toute sa vie pour nourrir, élever, faire instruire et doter le mieux possible les enfants. Les plus belles célébrations sont presque toujours des fêtes de famille : les soirées et les noces, la Noël et le Jour de l'An, les naissances et les anniversaires rassemblent parfois des centaines de parents ; il faut louer une salle pour les réceptions importantes qui marquent certaines épousailles ou le jubilé de ces patriarches entourés de quatre ou cinq générations.

C'est au sein de ces belles familles que les œuvres nationales trouvent leurs animateurs les plus enthousiastes et les plus constants, ceux qui travaillent de toute leur âme pour la génération de demain, ceux qui préparent les chefs que l'avenir réserve à la nationalité franco-américaine. Quelle école de solidarité, d'entr'aide, de dévouement jusqu'au sacrifice pour les causes fondamentales ! Et tout cela de plein gré, à cœur joie, en chantant du fond de l'âme ces belles chansons canadiennes qu'un observateur appelle « la meilleure collection de chants populaires du monde entier » (16).

Le culte des morts fait aussi partie intégrante de la vie familiale, chez les Franco-Américains, non pas simplement

14. Niles CARPENTER, *Immigrants and their children*, p. 356.

15. P. BOURGET, *Préface du Tribun*.

16. W. H. MOORE, *The Clash*, p. 190.

le culte du souvenir qui fait verser des pleurs sur les tombeaux des chers disparus, mais un culte éminemment actif, fondé sur la croyance en la résurrection. Services anniversaires, messes, prière muette du cierge qui se consume en silence au pied de l'autel et *De profundis* émus des bien-aimés en deuil montent sans cesse vers le ciel pour le repos de l'âme des chers disparus qui emportent avec eux des lambeaux de nos cœurs.

Mystère du souvenir qui fonde les nations sur la tombe des morts : on le retrouve toujours intimement mêlé à l'existence de la famille franco-américaine ; c'est comme un parfum des êtres en allés qui atténue les tristesses et magnifie les joies, un coin réservé de l'âme familiale où l'on va prendre des leçons de paix, de sagesse et d'espoir, une voix du passé qui chante et pleure dans la mémoire active de la race éprise d'immortalité.

Dans cette atmosphère de continuité ethnique, le sens national essentiel à la survivance ne peut que germer et grandir dans l'âme des enfants. C'est alors en effet, au moment où les cœurs sont frais et malléables, quand les sensibilités enregistrent pour toujours les moindres impressions, durant ces tendres années où l'intelligence s'ouvre à la vie, qu'il importe de transmettre à la génération nouvelle l'âme nationale et ses qualités héréditaires.

Conscients de leurs responsabilités envers la nation, les chefs de la famille franco-américaine profitent aussi de ces années précieuses pour enseigner le français à leurs enfants ; pour cela, ils s'efforcent de le parler aussi souvent que possible en leur présence. Tous les efforts des autres institutions nationales n'ont que des effets aléatoires aussitôt que les parents cessent d'exiger qu'on parle français en famille, parce qu'alors on ne songe même plus à se servir de sa langue maternelle qu'on oublie trop rapidement.

Sans doute, les familles franco-américaines ne réalisent pas toutes l'idéal que nous avons essayé de tracer ; il faut toujours faire la part de l'ignorance, de la faiblesse humaine, de l'époque et du milieu. Mais la famille idéale existe dans

tous les centres franco-américains. Ceux qui l'ont vue à l'œuvre depuis cinquante ans savent qu'elle fut et demeure l'une des bases de la survivance franco-américaine, une sauvegarde indispensable des traditions nationales, une source d'où jaillit cette âme collective qui fait de la nationalité franco-américaine une réalité sociale.

Quand les Franco-Américains ne pourront plus compter sur le dévouement et la fécondité des mères, sur le courage et la confiance des âmes prêtes à tous les sacrifices pour perpétuer l'esprit des fondateurs, sur le rempart des foyers qui symbolisent toutes les émotions familiales dans ce qu'elles ont de plus noble et de plus fécond, alors ils devront proclamer leur déchéance nationale, renoncer à l'héritage du passé, renier leur croyance à la mission providentielle de la race française en Amérique et à l'efficacité de leur clergé qui est le facteur le plus puissant dans la formation de la nationalité franco-américaine.

Pour maintenir la fécondité pratique du mariage et son indissolubilité, pour inculquer aux familles la nécessité du sacrifice, de l'effort, de la souffrance librement consentie que suppose la multiplication des enfants, il faut compter en effet sur des forces morales qui ne résident que dans la religion. « Lorsque nous accouchons une femme de son cinquième, sixième ou septième enfant, écrivait récemment encore M^{me} Prat, vice-présidente des puéricultrices de France, nous pouvons dire que c'est une famille animée de sentiments religieux (17). »

La force morale nécessaire à la survivance, les Franco-Américains la puisent dans l'organisation paroissiale qui est la plus belle manifestation de leur âme collective et la pierre angulaire de l'édifice franco-américain.

17. *Le rôle social de l'Eglise*, p. 3.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA PAROISSE

Pour comprendre la nationalité canadienne-française et l'âme franco-américaine, il faut se rappeler sans cesse les paroles de l'historien américain Francis Parkman : « Une grande institution se détache en plein relief sur le tableau de l'histoire du Canada : c'est l'Eglise de Rome. Plus encore que la puissance royale, elle a modelé le caractère et préparé les destinées de cette colonie. Elle a été sa nourrice et, pour tout dire, sa mère. (1) »

Sans le clergé canadien-français et les missionnaires de France qui ont groupé les émigrants du Canada autour du clocher paroissial aux Etats-Unis, le groupe ethnique franco-américain n'aurait jamais existé. Quand on cesse de faire partie d'une paroisse franco-américaine, on cesse par le fait même d'être un Franco-Américain ; et, dans les centres où l'on a manqué de prêtres, comme dans le Middle West et la Louisiane, il est presque impossible de distinguer les immigrants d'origine acadienne ou canadienne-française du reste de la population ; leur assimilation est généralement si complète qu'ils ont même anglicisé leur nom.

C'est pourquoi, dès qu'il s'agit de centres ou de groupes franco-américains, on peut toujours dire avec plus de précision : les paroisses franco-américaines, car les quinze cent mille Franco-Américains dignes de ce nom sont tous des catholiques pratiquants, membres de quelqu'une des nombreuses paroisses de la Nouvelle-Angleterre, du New-York, du Middle West ou de la Louisiane.

1. *The Old Regime in Canada*, éd. de 1895, p. 450.

Les débuts du catholicisme aux Etats-Unis étaient loin de faire prévoir la magnifique organisation qui étonna l'univers entier, lors du Congrès eucharistique de Chicago, en 1926. Quand le premier vicaire apostolique John Carroll arriva à Baltimore, dans le Maryland, en 1790, il y trouva seize mille catholiques ; il y en avait sept mille autres en Pennsylvanie, plus quinze cents Acadiens disséminés en Nouvelle-Angleterre et quatorze mille Canadiens français dans la région des Grands Lacs (2).

Hors du Maryland, concédé aux catholiques par Charles I, en 1632, et ainsi nommé en l'honneur d'une Française, l'infortunée reine Henriette-Marie d'Angleterre, les protestants montraient une intolérance religieuse aussi vive que l'intolérance politique qu'ils fuyaient aux Etats-Unis. Mgr Carroll reçut donc comme des envoyés du ciel les Messieurs de Saint-Sulpice que la Révolution française poussait alors aux Etats-Unis, où ils abordèrent en même temps que Châteaubriand, en 1791 (3). Ces prêtres s'imposèrent même aux *puritains* du Massachusetts, par leur piété, leur science et leurs qualités sociales. Leurs noms sont liés à la plupart des centres catholiques devenus aujourd'hui les évêchés et les archevêchés les plus florissants de l'Union américaine.

Parmi ces apôtres, l'abbé Gabriel Richard est peut-être la figure de prêtre la plus extraordinaire et la plus attachante dans l'histoire du clergé américain. Envoyé à Détroit, dans le Michigan, en 1801, il y trouva des milliers de Canadiens français disséminés dans les Etats du Middle West et groupés en partie autour de l'église Sainte-Anne, première paroisse franco-américaine. C'est le 26 juillet 1701 en effet que les Récollets firent la dédicace de cette église, non loin du fort Saint-Joseph que La Mothe Cadillac venait de construire sur les bords du Michigan. Cinq fois détruite par les Peaux-Rouges et les flammes, l'église fut cinq fois reconstruite avant l'arrivée des Sulpiciens (4).

2. Claudio JANNET, *Les E.-U. contemporains*, p. 336.

3. V. DE MEAUX, *L'Eglise cathol. aux E.-U.*, p. 9.

4. *Catholic Encyclopedia*, t. IV. Article. Detroit.

L'abbé Richard se mit aussitôt à l'œuvre dans cette paroisse de quatorze mille âmes embrassant toute l'immensité du Michigan et une bonne partie du Wisconsin. Il fonda cinq missions qu'il desservait avec un seul assistant. Prêtre, missionnaire, professeur, journaliste, prédicateur et conférencier bilingue, il fut aussi l'un des fondateurs de l'Université du Michigan et le seul prêtre catholique dans l'histoire américaine qui représenta son district au Congrès des Etats-Unis pendant deux ans. Le 13 septembre 1832, il mourut victime de son zèle en soignant ses chers malades durant une épidémie de choléra. Six mois plus tard, le 25 février 1833, le diocèse de Détroit était fondé (5).

L'abbé Richard avait fait du ministère à Chicago où une centaine de Franco-Américains réclamaient un prêtre. En octobre 1833, l'abbé Jean-Marie Irénée Saint-Cyr y fit la dédicace de la première église catholique de Chicago, à l'angle actuel des rues Lake et State. Ainsi la lignée des prêtres français venait continuer l'œuvre du Jésuite picard Marquette qui, en 1674, avait construit la première cabane à l'endroit où s'élève aujourd'hui la Reine des Grands Lacs, justement fière des progrès accomplis depuis un siècle.

Cependant les Messieurs de Saint-Sulpice avaient fondé à Baltimore le collège Sainte-Marie où les élèves affluèrent aussitôt ; ils en avaient déjà plus de cent, en 1806. Un séminaire de théologie compléta bientôt leur œuvre et ils commencèrent de former des prêtres qui s'illustrèrent dans tous les Etats de l'Union. La direction du séminaire de Baltimore resta française jusqu'au 21 décembre 1902, date de la mort de M. Magnien, son directeur (6). Lors de la dédicace du nouveau séminaire, le 5 novembre 1929, le cardinal Gibbons rendait hommage aux Sulpiciens français en disant : « L'arrivée de ces hommes a été une bénédiction singulière pour le pays (7). »

Tout en préparant des apôtres à l'Eglise naissante, les

5. SAINT-PIERRE, *Les Can. fr. du Michigan*. Détroit, 1851.

6. A. LUGAN, *Le Catholicisme aux E.-U.*, p. 133.

7. *Id.*, *ibid.*, p. 134.

Sulpiciens lui donnèrent une foule de prélats célèbres dans les annales du catholicisme américain : Mgr Faget, premier évêque du Kentucky, en 1808 ; Mgr David, son auxiliaire, choisi en 1817 ; Mgr Dubois, nommé premier évêque de New-York, en 1826 ; Mgr de Cheverus, premier évêque de Boston ; Mgr Dubourg, premier évêque de la Louisiane après sa réunion aux Etats-Unis et l'un des fondateurs de la Propagation de la Foi aux Etats-Unis ; Mgr Maréchal, premier archevêque de Baltimore ; Mgr Chapelle, curé de Washington avant d'être nommé archevêque de la Nouvelle-Orléans ; Mgr Norbert Blanchette, premier évêque de l'Oregon ; Mgr Jean-Baptiste Lamy, archevêque de Santa Fe, dans le Nouveau Mexique ; Mgr de Goësbriand, évêque de Burlington et organisateur des premières paroisses franco-américaines du Vermont (8).

Mais c'est dans le Maine et non pas dans le Vermont qu'il faut chercher le berceau de la nationalité franco-américaine en Nouvelle-Angleterre. Les Acadiens qui avaient traversé la frontière pour échapper à la dispersion, en 1755, et les Canadiens français qui les rejoignirent dans la suite, ont fondé la première paroisse franco-américaine dans l'Est des Etats-Unis. Ainsi le Maine, qui avait été le théâtre privilégié de la première messe aux Etats-Unis, en 1604 (9), fut aussi la scène des premières fondations paroissiales en Nouvelle-Angleterre. Les émigrés s'établirent d'abord sur le site actuel de Fredericton, d'où ils furent délogés par les loyalistes anglais fuyant les Etats-Unis, après le traité de 1783. Les Acadiens retournèrent alors au Canada où le gouvernement britannique leur permit de coloniser le comté de Madawaska et le comté d'Aroostook, qui faisait alors partie du Nouveau Brunswick.

Quand la fameuse question de la frontière du Maine fut réglée par le traité de Washington, le 9 août 1842, le comté d'Aroostook devint une partie du Maine. Les Acadiens restèrent sur leurs propriétés et se firent naturaliser citoyens

8. M. C. MOREAU, *Les Prêtres fr. émigrés aux E.-U.* Paris, 1856.

9. *Catholic Encyclopedia*, t. XII. Article : Portland.

américains. Plusieurs Canadiens français se joignirent à eux et c'est là que fut érigée l'église de Saint-Basile, à Van Beuren, en 1838. La paroisse fit d'abord partie du diocèse de Québec, puis du diocèse de Saint-Jean, dans le Nouveau Brunswick, de 1842 à 1870, quand elle passa au diocèse de Portland qui venait d'être créé (10).

Tandis que s'organisait la petite colonie d'Aroostook, les anciens soldats franco-américains de Washington se débattaient au milieu de difficultés matérielles et spirituelles, sur leurs concessions de Keerville, le Corbeau et d'autres minuscules villages des bords du lac Champlain, dans le New-York et le Vermont, ainsi nommé par le fondateur de Québec lui-même, en 1609 (11). Les réfugiés de 1837 les rejoignirent bientôt et multiplièrent le nombre des déracinés sans pasteurs. Deux missionnaires français de la région, MM. le Barbauchon et Neron, ainsi que d'autres prêtres voyageurs tels que MM. Matigon, Chevalier, Drolet, Petithomme et l'abbé Migneault, de Chambly, dans la province de Québec, les visitaient de temps en temps ; mais ce n'était pas assez pour entretenir la ferveur chez les émigrés (12).

En 1850, l'abbé Migneault, devenu vicaire-général des diocèses d'Albany, Boston et Burlington, fit venir du Canada l'abbé Joseph Quévillon qui fonda la paroisse Saint-Joseph de Burlington. Les choses en étaient là quand Mgr de Goësbriand fut placé à la tête du diocèse de Burlington, qui comprenait alors tout l'Etat du Vermont, le 14 juillet 1853.

Mgr de Goësbriand fut vraiment le père de la chrétienté franco-américaine. Originaire de Saint-Urbain, en Bretagne, il avait été vicaire-général de Mgr Rapp, de Cleveland, avant d'arriver à Burlington, où il ne trouva à sa disposition que les missionnaires dont nous avons parlé. Il alla donc faire une tournée en Bretagne d'où il ramena MM. Cam, Clavier, Cloarec, Daniélon, Dugué, Picard et Salin (13).

10. *Catholic Encyclopedia*, t. IX. Article : Maine.

11. *Id.*, t. III. Article : Burlington.

12. *Id.*, t. VI. Article : French Cathol. In the U. S.

13. E. HAMON, *Les Can. fr. de la N.-A.*, p. 164 et suiv.

Cependant, la découverte de l'or, les développements industriels et l'amélioration des transports multipliaient les immigrants canadiens-français, qui commencèrent à réclamer des prêtres de leur nationalité. Dans les paroisses irlandaises déjà constituées, les Canadiens ne comprenaient pas la langue, vaquaient difficilement à leurs devoirs religieux, ne s'entendaient pas très bien avec les Irlandais qu'ils supplantaient à l'usine et qui se trouvaient à l'étroit dans leurs petites églises temporaires où les nouveaux-venus prenaient trop de place.

Avec cette largeur de vues qui caractérisa toute sa carrière, Mgr de Goësbriand comprit aussitôt leur position et entreprit d'y apporter le remède convenable. Il lança un appel émouvant à l'épiscopat et au clergé du Québec, où il fit une tournée personnelle en jetant ce cri d'alarme : « Si l'on ne vole au secours de ces émigrés, même à l'ombre de la croix, ils vont perdre la foi et déshonorer leur nationalité (14). » Les évêques du Canada lui envoyèrent aussitôt plusieurs prêtres dévoués qui se mirent à l'œuvre dans cet immense champ d'apostolat.

Il fallait tout créer : églises, presbytères, écoles, couvents, salles paroissiales, associations religieuses et sociales. D'autre part, tout le monde était pauvre et les familles nombreuses représentaient une lourde charge tant que les jeunes n'étaient pas en âge de travailler. Mais les paroisses germèrent et grandirent tout de même, à Saint-Albans, à Saint-Johnsbury, à Rutland, Swanton, Vergennes, Winooski et ailleurs. A la mort de Mgr de Goësbriand, le 2 novembre 1899, son diocèse ne comptait pas moins de 76 églises et 46.000 fidèles avec des pasteurs de leur nationalité (15).

Le flot de l'immigration canadienne-française grossissait constamment. Les vides créés par la guerre de sécession ainsi que l'exode vers l'Ouest en quête d'or et de terres nouvelles avaient attiré une foule de Canadiens qui se répandirent dans tous les Etats de la Nouvelle-Angleterre. Dans le Maine, les paroisses franco-américaines se multiplièrent :

14. *Id.*, *ibid.*, p. 61 et suiv.

15. *Catholic Encyclop.*, t. III. Article : Burlington.

Saint-François de Sales, à Waterville, en 1869 ; Saint-Pierre de Lewiston, en 1871 ; Saint-Joseph de Biddeford, en 1872 ; Saint-Augustin, dans la capitale Augusta, en 1888.

Dans le Massachusetts, l'érection de l'église Notre-Dame du-Bon-Conseil de Pittsfield, en 1867, marque les débuts d'une série de fondations qui, en quelque soixante ans, ont fait surgir une chrétienté franco-américaine de 268.000 âmes, comptant 270 prêtres, 849 religieux et religieuses, 78 églises, 81 écoles, 6 couvents, 2 collèges, 4 hospices, 3 grands hôpitaux et 3 orphelinats (16).

Les commencements ont été moins rapides dans le New Hampshire où les protestants maintinrent jusqu'en 1876 le serment obligatoire de renonciation au Pape pour tous les catholiques désireux de participer à la chose publique (17). C'est en 1871 seulement, que le célèbre abbé J. H. Chevalier fit construire la magnifique église Saint-Augustin, à Manchester ; l'année suivante, la paroisse Saint-Louis de Nashua vit le jour et fut suivie de plusieurs autres dans le diocèse de Manchester qui, de 1907 à 1932, fut administré par un évêque franco-américain, Mgr George-Albert Guertin.

Le Connecticut et le Rhode Island, plus éloignés de la frontière canadienne, furent colonisés à peu près en même temps que le New Hampshire. Dans le diocèse de Providence, au Rhode Island, Saint-Jacques de Manville date de 1872 ; l'année suivante vit naître la grande paroisse du Précieux Sang, à Woonsocket ; la paroisse Saint-Charles, de Providence, ne vit le jour qu'en 1878. Deux ans plus tard, la première paroisse franco-américaine du Connecticut, Saint-Laurent de Meriden, était fondée dans le diocèse de Hartford (18).

Autour de ces noyaux primitifs, la chrétienté franco-américaine n'a pas cessé de grandir et de se fortifier. Elle compte aujourd'hui 1.242 prêtres, 3.128 religieux et religieuses, 498 églises, 237 écoles, 32 couvents, 5 collèges, 16 hospices,

16. A. BELANGER, *Guide off. des F.-A.*, 1933, p. 82 et suiv.

17. C. JANNET, *Les E.-U. contemporains*, p. 389.

18. *Cathol. Encyclop.* Articles : Manchester, Hartford, Providence.

12 hôpitaux et 6 orphelinats (19). Cet épanouissement de vigueur nationale et de vitalité chrétienne est d'autant plus remarquable que les émigrés canadiens-français étaient sans ressources, qu'ils avaient à leur charge de grosses familles et qu'ils devinrent eux-mêmes propriétaires, selon l'habitude américaine qui consiste à acheter d'abord une maison qu'on paye durant les années qui suivent, au lieu de passer sa vie à gagner l'argent nécessaire à l'achat d'un foyer qu'on ne possède que tardivement.

Ces résultats merveilleux par leur étendue et leur rapidité, les Franco-Américains les doivent d'abord et surtout aux prêtres qui ont pris l'initiative et porté le fardeau le plus lourd des travaux pour la survivance nationale. Un protestant qu'on ne saurait soupçonner de cléricisme a caractérisé comme suit le clergé canadien-français : « On ne saurait trouver au monde de prêtres plus intelligents, plus laborieux et plus honorables (20). » Aux Etats-Unis, les luttes initiales qui entourèrent les débuts des paroisses franco-américaines ont développé encore ces éminentes qualités.

Ces fondateurs n'ont pas toujours été des lumières éclatantes, parées de violet et de titres pompeux ; mais c'étaient des apôtres sachant allier au zèle et au courage les qualités du chef pratique et résolu, de l'administrateur compétent et du pasteur éclairé dont le tact et la patience ont su guider, soutenir et stimuler au besoin les fidèles dans la voie du bien. Chef du culte et directeur des âmes, conseiller intime des familles et administrateur des biens paroissiaux, le prêtre franco-américain d'hier et d'aujourd'hui est le principal soutien de la survivance française et catholique aux Etats-Unis. Ce que M. André Siegfried constate chez les Canadiens français est aussi réel chez les Franco-Américains : « Les prêtres restent les vrais chefs, en tout cas les vrais centres des nouveaux groupements, et ils font tous leurs efforts pour conserver parmi les colons ces sentiments d'union et de pa-

19. A. BELANGER, *Guide off. des F.-A*, 1933, *passim*.

20. B. WILSON, *Quebec, the Laurentian Province*, p. 90.

triotisme qui permettent à la race française d'Amérique de demeurer si solide, si compacte et si forte (21). »

La tâche des organisateurs a été d'autant plus lourde que l'épiscopat irlandais vit longtemps d'un mauvais œil l'organisation des paroisses franco-américaines, non par hostilité, mais par principe, ne croyant pas la survivance possible. Les Canadiens français du Québec n'y croyaient pas davantage alors, quelques-uns craignant même que la fondation des paroisses n'attirât trop de Québécois aux Etats-Unis, ce qui arriva certainement dans la suite. Des prélats éminents comme les Keane, les Ireland, les Spalding avaient peur de nuire à l'unité de la jeune Eglise américaine en donnant aux divers groupes ethniques des prêtres de leur langue ; d'après eux, l'usage de la seule langue anglaise dans toutes les paroisses des Etats-Unis devait faciliter le travail et le recrutement du clergé, donner plus de force au catholicisme américain, rendre les catholiques plus populaires auprès de l'élément protestant.

Cette théorie, peut-être trop en vogue aujourd'hui même dans quelques diocèses, ne fait pas assez large la part du sentiment et des préjugés, elle méconnaît trop l'élément humain qui domine tout sentiment religieux, elle ne tient pas compte des difficultés pratiques et des conséquences funestes que peut avoir son application, elle oublie trop enfin les dix-neuf siècles d'histoire de l'évangélisation qui commencent par le don des langues pour aboutir au clergé indigène, jusque chez les Chinois.

Si encore les partisans de l'unilinguisme avaient proposé l'usage uniforme du latin ou du français, on aurait pu se rallier à leur doctrine. Mais l'anglais, la langue du protestantisme et de l'ambiance délétère, les Franco-Américains ne pouvaient l'accepter comme langue de leurs cantiques et de leurs prières, après avoir prié si longtemps en français. La prière ne se traduit pas facilement et l'expérience a prouvé, depuis deux siècles, que la plupart des Canadiens français

et des Franco-Américains obligés de se confesser en anglais cessent bientôt de fréquenter le confessionnal et abandonnent graduellement leur religion (22).

Il en est de même d'ailleurs des autres groupes ethniques aux Etats-Unis et au Canada (23). Une foule de Polonais et la plupart des trois millions d'Italiens (24) entrés au pays depuis trente ans et pratiquement abandonnés à eux-mêmes au point de vue religieux, ne vont plus à l'église ou à peine trois fois dans leur vie : pour leur baptême, leur mariage — le premier — et leurs funérailles ; dans deux de ces cas au moins, ils ne sont pas responsables.

Quant aux Irlandais, l'abandon de leur langue a fait disparaître le plus puissant rempart de leur foi et de leur âme nationale. Dès la fin du xix^e siècle, une revue américaine d'une véracité à toute épreuve posa la question suivante qui souleva des commentaires nombreux : « Il devrait y avoir aux Etats-Unis *dix-sept* millions de catholiques et il n'y en a que *cinq* millions. Où sont-ils allés ? (25) » C'est que la langue est un moyen d'isolement nécessaire, un bastion de défense religieuse et nationale indispensable dans un pays où le contact avec les idées, la littérature et les mœurs est toujours préjudiciable au passé.

Edmond de Nevers affirme que les Irlandais devraient former aujourd'hui un groupe de trente millions de catholiques aux Etats-Unis (26) ; et vers la même époque, c'est-à-dire il y a plus d'un quart de siècle, la revue déjà citée appuie cette assertion quand elle constate que « les catholiques des Etats-Unis devraient être au moins quarante millions, tandis qu'en réalité ils ne sont que douze ou quinze millions » (27). L'entraînement de l'exemple, l'influence du milieu protestant et agnostique, la plaie des mariages mixtes, ont créé dans

22. Voir : A. SAVAETE, *Mgr Langevin*. Paris, 1918.

23. Ed. de NEVERS, *L'Ame amér.*, t. II, p. 339 et suiv.

24. FELDMAN, *Racial factors in Amer. industry*, p. 157.

25. *The Catholic Review*, 3 août 1889. What we shall reap.

26. *L'Ame amér.*, t. II, p. 340.

27. *The Cathol. Review*, 22 sept. 1904, p. 576.

les rangs des catholiques irlandais un vide que plusieurs générations de fécondité ne combleront pas si la débâcle poursuit son cours.

Au Canada, des statistiques précises ont montré que dans les centres catholiques de langue anglaise les mariages mixtes se multiplient et que l'accroissement de la population catholique est à peu près nul. C'est tout le contraire dans les centres canadiens-français. Laissons parler l'historien de la langue française au Canada : « Prenons, si l'on veut, écrit M. Lionel Groulx, l'exemple de l'Ontario, celle des provinces canadiennes où vivent l'une à côté de l'autre les plus fortes minorités catholiques des deux races. Que constatons-nous ? De 1871 à nos jours, la population catholique de langue française enregistre, chaque vingt ans, une augmentation de près de *cent* pour cent, passant de 75.000 à 300.000, cependant que, pour la même période, les catholiques de toute autre langue s'accroissent à peine de *dix* pour cent : 200.000 en 1871, 220.000 en 1921 (28). »

L'épiscopat irlandais est donc forcé de comprendre de plus en plus qu'en pratique le pasteur étranger qu'on impose de force à une paroisse est susceptible de lui faire plus de tort que de bien. Le catholicisme intégral est plus que la réunion des fidèles pour la messe du dimanche ; c'est l'union des cœurs dans la justice et la charité, c'est le recours aux sacrements, c'est le respect de l'autorité consciente et digne de son mandat évangélique : « Qui vous écoute, m'écoute ; qui vous méprise, me méprise. » Or ce catholicisme intégral ne s'impose jamais par la force ; c'est un acte de foi et d'amour.

C'est pourquoi les Franco-Américains ont raison d'exiger des prêtres de leur nationalité, puisqu'ils bâtissent leurs églises pour prier Dieu à la façon de leurs pères. On leur a parfois différé cette faveur, mais ils ont toujours gagné ce qu'ils ont su demander avec une fermeté sage et prudente. L'esprit de conciliation a malheureusement fait défaut à plusieurs reprises dans quelques centres franco-américains

où l'on n'a obtenu que le scandale des faibles, le mépris des protestants et le ridicule des étrangers incapables de comprendre. Il aurait fallu se souvenir que les erreurs d'autrui ne donnent jamais le droit de faire dommage à tous les siens sous prétexte de réparer une injustice. Dans l'Eglise romaine, on a toujours tort de s'attaquer à l'autorité qui complète, réalise, protège et maintient l'unité fondamentale : « Qui-conque aime l'Eglise doit aimer l'unité, dit Bossuet, et qui-conque aime l'unité doit avoir une adhérence immuable à tout l'ordre épiscopal (29). »

Aux Etats-Unis, le pouvoir épiscopal s'étend jusqu'à l'administration temporelle des biens ecclésiastiques. Toutes les ressources paroissiales et diocésaines proviennent uniquement des fidèles et c'est l'évêque qui en détermine l'emploi avec le curé de chaque paroisse. « Le chef du diocèse se fait incorporer en tant qu'évêque et possède tous les immeubles du diocèse à perpétuité, lui-même et ses successeurs (30). » La seule restriction consiste en ce fait que le juge du district peut examiner les livres diocésains pour s'assurer que l'évêque ne confond pas ses comptes personnels avec ceux du diocèse.

Des groupes de laïques ont parfois essayé d'obtenir la propriété des édifices et le droit d'administrer les biens de leur paroisse ; mais l'autorité ecclésiastique s'y oppose en général. Rome, diverses législatures et des cours civiles de haute compétence ont donné raison à la hiérarchie ecclésiastique, alléguant que, le culte catholique étant fondé sur l'autorité, celle-ci exerce un droit inaliénable sur tout ce qui a trait au libre exercice du culte. Quelques évêques préfèrent partager ce droit de possession ; ils forment alors une corporation qui se compose de l'évêque, de son vicaire-général, du curé de la paroisse et de deux laïques compétents. Cette méthode est de nature à favoriser davantage la bonne entente, l'initiative et la liberté d'action.

Au point de vue civil, le catholicisme américain jouit de la plus grande liberté. La séparation de l'Eglise et de l'Etat

29. *Œuvres*, éd. Lachat, t. XII, p. 654.

30. C. JANNET, *Les E.-U.*, p. 346.

n'a pas du tout le sens péjoratif qu'elle comporte en France. Dans une brochure très claire sur le sujet, M. le vicomte de Meaux oppose ainsi la séparation dans les deux pays : « En Amérique, ces mots signifient indépendance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat ; en France, suppression de l'Eglise par l'Etat. En Amérique, la séparation est fondée sur l'incompétence de l'Etat en matière de culte ; en France, sur l'indifférence affectée et l'hostilité réelle (31). »

Par ailleurs, la paroisse franco-américaine, aussi bien que la paroisse canadienne-française dont elle est la réplique, est calquée sur la paroisse bretonne et la paroisse normande du XVIII^e siècle (32). C'est essentiellement une église dans laquelle les Franco-Américains d'un quartier, d'une ville ou d'un district, se rassemblent, le dimanche et les jours de fêtes, pour assister à la messe et entendre des instructions sur leurs devoirs de chrétiens. Elle comprend aussi généralement un presbytère, un couvent, une école et un cimetière. Le clocher paroissial renferme ordinairement une cloche qui annonce l'heure des offices religieux, tinte l'angelus, sonne le glas des funérailles.

L'église est le centre et l'âme de la paroisse comme la mère est le cœur et la vie du foyer franco-américain. Sur les genoux maternels, l'enfance franco-américaine apprend la langue et les prières, les traditions et les chants nationaux ; à l'église, la jeunesse, l'âge mûr et la vieillesse puisent la notion plus claire du devoir et la force nécessaire à la pratique des vertus chrétiennes ; à l'école paroissiale enfin, l'adolescence va chercher les grandes leçons de l'histoire nationale et les principes qui animent et perpétuent l'âme franco-américaine.

La paroisse est le chef-d'œuvre des Franco-Américains. Au triple point de vue matériel, spirituel et social, les paroisses franco-américaines sont des prodiges d'économie, de progrès et de vertu, nécessaires à l'avancement de la civilisation

31. *L'Eglise cathol. aux E.-U.*, p. 21.

32. Voir : C. LEROY, *Paysans normands au XVII^e siècle*, t. II. Rouen, 1929. PERRAUD-CHARMENTIER. *Essai sur le général de la paroisse en Bretagne*. Rennes, 1927.

chrétienne en Amérique du Nord. Ces églises magnifiques et tous les biens qui les entourent sont un témoignage irrécusable de l'efficacité sage et prudente de l'organisation paroissiale.

En moins d'un demi-siècle, avec les oboles du pauvre et les miettes du riche, le clergé franco-américain a multiplié ces fondations étonnantes, pour le bien des fidèles et la gloire du Christ. Ces propriétés coûteuses sont payées en grande partie ; les plus anciennes le sont depuis longtemps. A propos de la superbe église Notre-Dame de Southbridge, dans le Massachusetts, temple de marbre blanc au toit de tuiles rouges qui domine les alentours, M. Félix Gatineau écrit : « Les paroissiens étaient fiers, et à juste titre, car leur église, qui avait coûté au delà de 266.000 dollars, était payée le jour où ils y entrèrent (33). » Depuis lors, une autre paroisse a surgi à Southbridge où les Franco-Américains forment les deux tiers de la population.

En face de ces résultats étonnants, il faut admettre que l'autorité ecclésiastique est encore mieux qualifiée que toute autre pour l'administration des fonds paroissiaux. En trente ans, la plus jeune des trois paroisses de Fitchburg, dans le Massachusetts, humble fondation dont les revenus annuels n'atteignent pas 25.000 dollars, s'est enrichie d'édifices et de terrains évalués à 300.000 dollars, payant près des deux tiers de cette somme avec les aumônes de 500 familles dont les plus riches vivent à peine dans une honnête aisance. Il est vraiment dommage qu'on ne se donne pas assez la peine d'écrire l'histoire de ces paroisses, dans tous les centres franco-américains ; ce serait un excellent moyen de cultiver la fierté nationale et la solidarité indispensables à la survivance.

La paroisse est en effet la source intarissable où s'alimente l'âme franco-américaine. C'est dans l'église paroissiale que se déroulent les principaux événements de la vie ethnique, avec une pompe qui les rend inoubliables. Baptêmes, premières communions, confirmations, premières messes, mariages,

33. *Les F.-A. de Southbridge*, p. 74.

funérailles, fêtes solennelles parsemant de fleurs la route pénible de l'existence où elles ouvrent des perspectives d'infini, si consolantes au sein d'une vie trop courte et trop douloureuse. La paroisse n'est pas seulement la mère de l'âme franco-américaine ; elle est encore le plus beau poème de foi, d'espérance et de dévouement à la survivance catholique et française aux Etats-Unis.

CHAPITRE TROISIÈME

L'ÉCOLE

Dans le sein maternel, l'enfant ne reçoit que la vie physique et certaines tendances héréditaires très difficiles à vérifier ; ce nouveau-né frêle et rose, qui fait rêver, sourire et pleurer, est le plus impuissant et le plus ignorant des êtres. Est-ce donc là le futur citoyen ? Pour faire de ce poupon chétif le travailleur, le soldat, le chef et le prêtre futur, il faudra des miracles d'industrie, de patience et de dévouement.

C'est l'œuvre du foyer, serre chaude où la tendresse des parents transforme la fleur de leur amour en un fruit utile à la survivance franco-américaine. Dans les bras de son père et sur les genoux de sa mère, l'enfant se développe rapidement, son intelligence s'éclaire, sa volonté s'affermir. Bientôt se pose le problème de son instruction, de sa formation intellectuelle et morale, de son avenir dans la famille, la paroisse et la cité.

Une triste expérience a depuis longtemps prouvé que la meilleure formation domestique ne résiste que rarement à l'effet d'une mauvaise formation scolaire. Il est donc logique et naturel que les Franco-Américains refusent d'abandonner aux étrangers et aux écoles unilingues l'éducation de leurs enfants, après s'être donné tant de peine pour leur apprendre à parler et à prier dans la langue des aïeux.

Les Franco-Américains respectent le système scolaire de leurs municipalités ; ses méthodes et ses enseignements ont produit et continuent de produire des hommes remarquables dans tous les domaines. Les écoles publiques des Etats-Unis comptent d'ailleurs au nombre de leur personnel une foule

de catholiques et plusieurs Franco-Américains. Citons un exemple entre mille : en 1933, à l'école supérieure de Fitchburg, ville de quarante mille habitants dont la population est à moitié catholique, au centre du Massachusetts, on comptait vingt-cinq instituteurs catholiques sur trente-deux. Parmi les catholiques, on remarque cinq Franco-Américains dont l'un est chef du département des langues étrangères. Dans la même ville, le surintendant général des écoles est catholique et l'entraîneur des équipes, poste très important dans les écoles américaines, est un Franco-Américain.

Mais le régime scolaire américain est essentiellement protestant. Il s'inspira surtout des doctrines calvinistes qui présidèrent à la naissance des colonies. Un Etat religieux, appuyé sur des écoles primaires et supérieures, donnant une instruction à la fois civique et morale : tel fut d'abord l'idéal des fondateurs. La diversité des religions amena plus tard la séparation de l'Eglise et de l'Etat, puis la neutralité religieuse. Mais comme la neutralité est impossible en pratique, les écoles paroissiales ont toujours existé aux Etats-Unis, non seulement chez les catholiques, mais chez les baptistes, les Hollandais, les Juifs, les presbytériens et les quakers (1).

Les Franco-Américains ne sont donc pas seuls à se séparer de l'Etat pour l'instruction de leurs enfants. La première école supérieure publique n'a été fondée qu'en 1821. En 1850, on comptait 6.095 académies privées contre 64 écoles supérieures publiques (2). La multiplication des écoles neutres est une conséquence directe du fléchissement des dénominations religieuses. Il est à noter toutefois que, de 1900 à 1924, l'assistance aux écoles privées augmenta de 95 % (3), tant à cause de l'immigration catholique qu'à cause d'une forte réaction contre l'école publique, puisque l'on compte autant d'élèves et d'écoles non catholiques que d'élèves et d'écoles catholiques (4).

1. P. CUBBERLEY, *Public Educ. in the U. S.*, p. 23 et suiv.

2. R. D. COLE, *Private secondary Educ. in the U. S.*, p. 7.

3. *Id.*, *ibid.*, p. 252.

4. *Id.*, *ibid.*, p. 15.

Depuis quelques années, les hommes les plus compétents en matière d'éducation, aux Etats-Unis, ne craignent pas de flageller ouvertement les écoles publiques. On les accuse de surcharger les contribuables de la nation, de donner peu d'instruction et encore moins de formation, de montrer un caprice infini dans le choix des programmes, de multiplier les matières et les méthodes, de pousser à l'athéisme et à la licence un trop grand nombre de leurs élèves.

Au cours de l'été de 1932, le Dr Nicholas Murray Butler, philosophe, écrivain, éducateur, sociologue distingué, président de l'Université Columbia de New-York, publiait dans les colonnes du *New York Times* les réflexions suivantes : « Certes, nous avons fait beaucoup de chemin dans l'expansion de nos écoles publiques, mais la plus grande partie de ce chemin a été parcouru dans la mauvaise direction... Le remède est dans l'école privée et dans les écoles libres où, sous l'autorité des parents et de l'Eglise, s'enseignent la morale et la religion (5). » Partant d'une aussi haute autorité, ces paroles doivent donner à réfléchir.

La première raison d'être des écoles paroissiales est donc la nécessité d'inculquer aux enfants une formation religieuse et morale qui complète l'œuvre des parents et forme des hommes et des chrétiens. « La raison et l'expérience, a dit George Washington, ne nous permettent pas de croire que la morale puisse se soutenir si elle se sépare des principes religieux (6). » Les Franco-Américains ont une autre raison manifeste de fonder partout des écoles : c'est afin qu'on y enseigne à leurs enfants la langue française et l'histoire nationale, considérées à bon droit comme la pierre d'assise de leur survivance ethnique et la condition nécessaire de leur développement complet.

La psychologie expérimentale et la pédagogie moderne enseignent en effet que la langue maternelle est le véhicule le plus naturel et le plus efficace de transmission des idées,

5. Cité dans *la Liberté*, Fitchburg, Mass., le 8 sept. 1932.

6. *Ibid.*, le 8 sept. 1932.

le moyen par excellence de communication et de formation intellectuelles, la condition du plein épanouissement des facultés supérieures chez l'enfant et l'adolescent, à quelque nationalité qu'ils appartiennent. En d'autres termes, un enfant apprendra plus et mieux, réussira davantage, se développera plus vite et plus harmonieusement, si l'enseignement qu'il reçoit est donné dans sa langue maternelle de préférence à toute autre langue.

Ces conclusions sont fondées sur l'analyse approfondie des mystères de l'hérédité, de l'influence de l'esprit sur les organes à son service, du passage de l'inconscient au conscient qui est le procédé essentiel de l'assimilation mentale.

L'expérience est du reste à la base de ces inductions scientifiques. Les meilleurs écoliers franco-américains sont généralement ceux qui savent le mieux leur langue maternelle ; la plupart des petits Franco-Américains qui fréquentent exclusivement l'école publique sont des arriérés, tandis que les élèves les plus brillants des écoles paroissiales sont aussi les élèves les plus brillants aux écoles supérieures publiques où ils poursuivent souvent leurs études avec le même degré de constance et d'application.

D'autre part, la survivance ethnique du groupe franco-américain est en rapport direct avec l'usage de la langue française. Enlevez le français et les Franco-Américains ne sont plus qu'une goutte amorphe de sang dans les veines gigantesques du peuple américain ; leurs traditions disparaissent, leurs noms se métamorphosent, leur foi s'éteint, le souvenir même de leurs origines s'estompe dans la nuit d'un passé qu'on renie trop souvent sans regrets et sans remords. Les écoles franco-américaines sont donc absolument nécessaires à la survivance.

Loin de voir d'un mauvais œil ces écoles séparées, l'Etat s'en réjouit, puisque le but des écoles privées est de former de meilleurs citoyens et que d'ailleurs ces écoles épargnent des millions à la communauté. Les écoles publiques sont en effet à la charge des municipalités dont elles grèvent le budget. Chaque écolier américain coûte environ cent dollars par

année aux contribuables de sa ville (7) et l'appropriation scolaire représente presque un tiers du budget municipal.

Les quelques 115.000 élèves des écoles franco-américaines épargnent donc à l'Etat la jolie somme de 11.500.000 dollars par année. Les écoles paroissiales n'enlèvent rien aux écoles publiques, dont le budget provient des revenus du fisc ; mais elles épargnent des millions aux villes et aux parents, oui, même aux Franco-Américains obligés de contribuer aux deux systèmes scolaires..

D'abord, les parents vraiment pauvres n'ont qu'à s'entendre avec leur pasteur pour être exemptés de toute contribution à l'école paroissiale. Ensuite, les écoles catholiques des Etats-Unis, grâce aux sacrifices des congrégations religieuses, coûtent en moyenne moins d'un dollar par semaine pour chaque famille catholique, c'est-à-dire 500 % de moins que les écoles publiques, dont le salaire du seul surintendant suffirait parfois à l'entretien de tout un couvent de religieuses enseignantes.

Par le moyen de ces économies, les écoles paroissiales réduisent souvent de moitié l'appropriation scolaire de la municipalité, dont le taux d'imposition se trouve par le fait même sensiblement réduit. Fermer les écoles paroissiales dans les centres franco-américains, ce serait augmenter considérablement le budget scolaire de la ville et les Franco-Américains eux-mêmes seraient obligés de payer une augmentation de taxes qui leur coûterait plus cher que leurs écoles actuelles.

C'est là un argument décisif pour la cause des écoles privées qui n'en restent pas moins sous la surveillance de l'Etat. Celui-ci leur laisse beaucoup de latitude. En cas de conflit avec l'Etat, les écoles paroissiales peuvent toujours en appeler à la Cour suprême des Etats-Unis, seule juge en la matière. Dans trente-deux Etats de l'Union, l'enseignement doit se donner en anglais ; les Etats de la Nouvelle-Angleterre, le New-York et les Etats du Middle West sont compris dans cette catégorie. En Louisiane et dans quinze autres

7. *The World Almanac*, 1935, p. 394.

Etats, la loi n'a aucune clause concernant la langue scolaire.

Il est de toute évidence que, dans un pays anglo-saxon comme les Etats-Unis, l'enseignement doit se donner en anglais d'abord. Le programme des écoles paroissiales est préparé par l'autorité diocésaine qui adhère strictement aux lois de l'Etat. L'enseignement de la langue maternelle est laissé à la discrétion des autorités paroissiales qui, malheureusement, tendent parfois à réduire plus que de raison le nombre des minutes précieuses consacrées à l'étude du français. Les programmes surchargés, l'application à ménager certaines susceptibilités épiscopales, le manque de préparation nationale des instituteurs et des institutrices, l'indifférence des parents, la lassitude des maîtres et maîtresses en face d'enfants que le foyer a souvent mal initiés au problème de la survivance : telles sont les causes principales d'omissions navrantes et dangereuses dans certaines paroisses franco-américaines.

En dépit de ces obstacles et de bien d'autres difficultés, les congrégations religieuses qui dirigent les écoles franco-américaines avec un dévouement et une générosité admirables, réussissent ordinairement à enseigner aux élèves assez de français pour qu'ils le sachent suffisamment, pourvu qu'on le parle dans leur foyer. Ce qui manque surtout, c'est, de la part des parents et des enfants, l'application à parler français le mieux et le plus souvent possible, c'est la lecture française hors de l'école et des heures de classe, parce que les livres captivants et les revues intéressantes, en français, font à peu près totalement défaut dans les centres franco-américains. L'unique page de français qui pénètre dans les foyers, c'est le journal quotidien ou plus souvent hebdomadaire, qu'on ne songe même pas à faire lire aux jeunes. L'éducation de la lecture s'impose de plus en plus chez les Franco-Américains.

On apprend le français par oreille, mais on manque de vocabulaire et l'on ignore entièrement l'orthographe, la grammaire, la prononciation exacte des mots, parce qu'on ne parle pas assez souvent en français, parce qu'on lit peu ou point, parce

qu'on parle sa langue aussi mal que possible, en y mêlant une foule d'anglicismes qu'on pourrait facilement éviter avec un peu d'application.

Aux Etats-Unis, comme du reste au Canada, les touristes américains et anglais qui ont entendu quelques bribes de français à Paris, s'étonnent parfois de la prononciation franco-américaine. Ils s'empressent de dire qu'on parle un patois dans les centres franco-américains. Ils sont tout à fait ébahis quand ils s'aperçoivent que les Français comprennent les Franco-Américains. Mais les Américains qui connaissent et fréquentent les Franco-Américains, comme par exemple les membres de l'Alliance Française aux Etats-Unis, savent que les Franco-Américains parlent vraiment le français, avec un accent différent de celui de Paris, comme l'anglais des Américains diffère de celui des Anglais de Cornouailles.

En réalité, c'est plutôt le manque d'accent oratoire ou expressif qui distingue le français de la Nouvelle-Angleterre de celui des Parisiens (8). L'intonation normale du français à Paris est une musique exquise pour les oreilles franco-américaines et la simple conversation des enfants dans les jardins du Luxembourg laisse une impression inoubliable dans l'esprit du voyageur qui s'attarde à goûter ce plaisir délicat. Cet accent expressif varie d'ailleurs en France même, d'une province à l'autre. De la Bretagne à l'Auvergne, de l'Alsace à Paris, l'accent est aussi divers que les contrées (9) ; Maurice Barrès parlait avec raison de ces francs caractères lorrains qui « ne peuvent s'exprimer qu'avec l'accent indigène » (10).

Certaines gens allèguent les incorrections notoires du langage des Franco-Américains en général pour condamner le bilinguisme. Leurs arguments nous semblent d'autant moins fondés que les Franco-Américains qui parlent bien le français sont généralement ceux qui savent le mieux l'anglais. Le bilinguisme a presque toujours existé chez les peuples les plus civilisés, qui le trouvent avantageux. Les meilleurs latinistes

8. Voir : Ph. MARTINON, *Comment on prononce le français*. Paris, 1927.

9. Albert de DIETRICH, *Alsaciens, corrigeons notre accent*. Paris, 1917.

10. René PERROUT. *Autour de mon clocher*. Préf., p. V.

romains étaient aussi les meilleures hellénistes de leur époque, quand il ne faudrait mentionner que Tacite et Cicéron. Les Francs du Nord ont longtemps gardé leur langue germanique tout en parlant le latin de la chrétienté. On s'étonne aujourd'hui d'entendre des écrivains distingués parler aussi correctement une ou deux langues étrangères, quand on connaît la richesse et la pureté de la langue de leurs écrits.

« Parler deux langues, c'est avoir deux cœurs », disait un ancien dont le nom nous échappe. C'est assurément participer à une double culture. C'est aussi s'imposer une double tâche ; mais si les motifs et les résultats en valent la peine, ne faut-il pas accepter tous les sacrifices pour maintenir le bilinguisme aussi longtemps qu'il est possible et nécessaire ? Or, la preuve en est faite, le bilinguisme est la condition fondamentale de la survivance franco-américaine.

C'est pourquoi les évêques irlandais qui connaissent l'âme franco-américaine proclament eux-mêmes la nécessité pour les Franco-Américains de rester fidèles à leur langue. A la bénédiction de l'église franco-américaine de Holyoke, dans le Massachusetts, Mgr O'Reilly, évêque de Springfield, s'écriait : « Le grand moyen pour les Franco-Américains de conserver leur foi, c'est de conserver leur langue, de rester attachés à leurs coutumes, de faire instruire leurs enfants dans leur langue maternelle (11). » Mgr Wadhams, évêque d'Ogdensburg, dans le New-York, abonde dans le même sens : « Sans doute, dit-il, il faut étudier l'anglais ; mais il ne faut pas négliger le français... La connaissance de cette langue ajoute une deuxième vie, un monde nouveau d'idées, à ceux qui la possèdent (12). »

Les Franco-Américains tiennent donc à leur langue, puisqu'elle est la sauvegarde indispensable de leur foi et de leur nationalité. C'est pourquoi, dans le travail paroissial, le clergé a toujours été secondé très efficacement par les congrégations enseignantes d'hommes et de femmes. La première école franco-américaine en Nouvelle-Angleterre fut celle de Notre-

11. E. LAUVRIÈRE, *La Trag. d'un peuple*, t. II, p. 520.

12. *Id.*, *ibid.*, p. 521.

Dame du Vermont, fondée en 1869, à Rutland, par les religieuses des SS. Noms de Jésus et de Marie, qui ouvrirent aussi une académie d'enseignement supérieur en 1879 (13). Depuis lors, plus de trente communautés de religieuses sont accourues de la France et du Canada, ainsi que plusieurs communautés de pères et de frères enseignants (14), pour prendre soin des écoles paroissiales, des couvents et des collèges, à mesure qu'ils étaient fondés.

Dans les écoles paroissiales, les religieuses sont les anges gardiens de l'enfance franco-américaine ; dans leurs couvents magnifiques et nombreux, elles préparent les jeunes filles à leur rôle de mères chrétiennes ou de vierges consacrées aux œuvres nationales ; dans les hospices et les hôpitaux, elles soignent les orphelins, les infirmes, les vieillards et les malades, avec une patience et une charité inlassables.

Pendant trente ans et plus, l'éducation supérieure a trop manqué aux Franco-Américains. Tandis que les Allemands, les Irlandais et les Juifs poussaient leurs enfants dans les écoles d'enseignement supérieur, la jeunesse franco-américaine s'engouffrait dans les manufactures dès qu'elle atteignait l'âge légal et même avant. Quelques privilégiés faisaient leur cours classique dans les collèges de la province de Québec, mais presque tous entraient en communauté, se faisaient prêtres ou embrassaient les carrières libérales. Ainsi, les positions du service civil, les innombrables carrières du fonctionnarisme, l'économie politique et sociale, l'enseignement, l'administration politique et industrielle, ont longtemps échappé aux groupes franco-américains.

Depuis un quart de siècle, une réaction favorable s'est opérée. Sans doute, les Franco-Américains ont encore d'énormes progrès à réaliser dans ce domaine, mais les familles et le clergé ont fait de grands sacrifices pour que des centaines de jeunes gens et de jeunes filles complètent leurs études, non seulement dans les collèges et les couvents du Canada, mais encore dans les écoles secondaires des Etats-Unis et les magni-

13. *L'Union*, février 1922, p. 2.

14. *Cathol. Encyclop.*, t. VI : French. Cathol. in the U. S.

fiques institutions franco-américaines. Grâce aux bourses Naggiar et à la protection des sociétés nationales, des Franco-Américains ont même le bonheur d'aller puiser en France une connaissance plus parfaite de la langue française et de l'âme des ancêtres qui ont préparé le berceau de la nationalité franco-américaine.

Quand on a le privilège de visiter des fondations aussi bien organisées que le Collège de l'Assomption, à Worcester, le Collège du Mont Saint-Charles, à Woonsocket, le Collège Saint-Michel, à Winooski, le Collège Mont Assomption, à Plattsburg ; quand on s'arrête à considérer des institutions telles que le Couvent de la Présentation de Marie, à Hudson, dans le New-Hampshire, l'Académie Sainte-Anne, à Marlboro, dans le Massachusetts, et d'autres établissements de même nature, en Nouvelle-Angleterre et dans le Middle West, on se demande comment tout cela fut possible en si peu de temps et avec des moyens aussi limités.

La solution de cette énigme, il faut la chercher dans l'âme franco-américaine, dans la famille prête à tous les sacrifices pour l'avenir de ses enfants, dans le travail infatigable du clergé le plus actif et le plus entreprenant de l'univers, dans le zèle et le dévouement des congrégations religieuses qui ne reculent devant aucun sacrifice pour mener à bonne fin leur tâche pénible et obscure, mais essentielle au triomphe de la survivance française aux Etats-Unis.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA PRESSE

Tout est dit sur la puissance de la presse que Napoléon Bonaparte lui-même redoutait plus qu'une armée. « Le poignard le plus aigu, le poison le plus actif et le plus durable, c'est la plume dans les mains sales », écrivait Louis Veuillot dans une page célèbre des *Odeurs de Paris*. Le journal est un meneur qui se prononce sur tous les sujets, qui tranche toutes les questions, qui se glisse à pas de loup dans les foyers, qui saisit l'imagination, captive l'esprit, gouverne l'opinion, enchaîne les volontés, décourage les faibles, entraîne la foule et fait souvent la loi aux législateurs eux-mêmes.

Les Franco-Américains ont toujours compris cette puissance et l'ont tellement exploitée qu'on les accuse à bon droit d'avoir « la manie de fonder des journaux » (1) comme leurs frères du Québec. En moins d'un siècle, ils ont créé près de deux cent cinquante feuilles de tout format et parcourant la gamme entière des périodiques, depuis le pamphlet éphémère jusqu'à la grande tribune politique et nationale des quotidiens.

Alexandre Belisle, dans son ouvrage monumental et broussailleur (2), cite un nécrologe journalistique de douze pages qui ne manque pas d'intérêt, tant à cause du pittoresque et de la variété des noms que par l'immensité du territoire que ces journaux avaient mission d'unifier et d'instruire. Les principales villes de la Nouvelle-Angleterre, du New-York, des Etats du Middle West et de la Louisiane y sont représen-

1. J.-C. BRACQ, *L'Evol. du Canada fr.*, p. 335.

2. *Histoire de la presse fr.-a.*, p. 27 et suiv.

tées par une floraison incroyable de publications et une patronymie française des plus savoureuses.

Les Franco-Américains semblent avoir hérité de leurs ancêtres de France cet amour de la page imprimée. De 1784 à 1800, les Français établis dans l'Est des Etats-Unis firent circuler pas moins de dix publications dont l'histoire a été reconstituée par un groupe de professeurs américains (3). La vente d'une série de vieux journaux français à une enchère de livres, à Philadelphie, dans la Pennsylvanie, en 1919, lança les historiens sur la piste des premières feuilles de langue française dans la République américaine.

Après une enquête minutieuse qui dura plusieurs années, on finit par découvrir les faits certains et les dates précises concernant l'existence d'un bihebdomadaire appelé le *Courrier de l'Amérique*, à Philadelphie, alors capitale des Etats-Unis, en 1784. Cette feuille a été publiée par les libraires Boinod et Gaillard, du 27 juillet au 22 octobre, l'année qui suivit la ratification de l'Indépendance américaine. C'était une publication démocrate et anti-monarchiste. La Bibliothèque du Congrès en garde précieusement neuf numéros qu'elle a payés 650 dollars à l'enchère de Philadelphie, en 1919.

Cinq ans plus tard, le huguenot Guérard de Nancrede, professeur de français au collège Harvard, entreprit de publier le *Courrier de Boston*, qui parut pour la première fois le 23 avril 1789. Son but était de lutter contre la propagande anti-française que faisaient dès lors les journaux anglais dans l'ancienne colonie d'Albion. Le *Courrier* est très soigné, sa rédaction est excellente, mais sa publication n'a duré que six mois. Le temps et les ressources manquèrent d'abord à son rédacteur qui du reste ne savait comment interpréter la Révolution française alors naissante. On trouve aujourd'hui les vingt-six numéros du *Courrier* dans la Bibliothèque Municipale de Boston et en d'autres bibliothèques importantes des Etats-Unis.

3. *Journaux français aux E.-U. avant 1800*. Chicago, 1922.

En 1792, la révolte qui éclata dans l'île de Saint-Domingue obligea plusieurs colons français à se réfugier aux Etats-Unis. C'est alors que l'abbé Louis de Rousselot, second curé de la paroisse Sainte-Croix, à Boston, commença de publier le *Courrier Politique de l'Univers*, un hebdomadaire qui ne parut que six fois, car, le 14 janvier 1793, l'abbé Rousselot fut envoyé à la Guadeloupe où il fut guillotiné par les révolutionnaires, à l'automne de 1794. Aucun numéro de ce *Courrier* ne subsiste aujourd'hui que l'on sache ; on ne connaît son existence que grâce à la presse américaine de l'époque.

De 1790 à 1800, plusieurs journaux français naquirent et moururent à Philadelphie, à New-York et dans la Louisiane. Les principaux furent le *Courrier français* de Philadelphie, organe principal des réfugiés de Saint-Domingue, hebdomadaire qui parut du 15 avril 1794 au 3 juillet 1795 ; la *Gazette française et américaine* de New-York, in-folio de quatre pages publié trois fois la semaine, le lundi, le mercredi et le vendredi, du 6 juillet 1795 au mois d'octobre 1799. Le *Radoteur*, publié durant trois mois de l'été 1793 ; le *Journal des Révolutions*, trihebdomadaire, du 27 septembre au 16 décembre 1793 ; l'*Etoile américaine*, de février à la fin d'avril 1794 ; et le *Courrier politique de la France et des Colonies*, du 19 septembre 1793 au 13 février 1894, furent tous publiés à Philadelphie ; le *Journal des Révolutions* paraissait le mardi, le jeudi et le samedi, mais les trois autres feuilles n'étaient qu'hebdomadaires.

Le journal local le mieux fait de l'époque, il faut aller le chercher en Louisiane où L. Duclot fonda, le 3 mars 1794, un hebdomadaire royaliste appelé le *Moniteur de la Louisiane*. Jean-Baptiste Fontaine en devint rédacteur, en 1796, puis directeur jusqu'en 1814. Le dernier numéro parut le 2 juillet ; Fontaine mourut trois jours plus tard. L'œuvre de la presse franco-américaine dans cette région fut continuée par le *Courrier de la Louisiane*, fondé en 1808, et par l'*Argus*, qui publiaient plusieurs colonnes en anglais, et surtout par l'*Abeille*, qui a joué un grand rôle dans la survivance franco-américaine en Nouvelle-Orléans.

Nous nous sommes attardés quelque peu à ces débuts de la presse française aux Etats-Unis, parce que cette floraison de journaux français du XVIII^e siècle est généralement inconnue. « Il ne paraît pas y avoir eu d'autre tentative de publication d'un journal français, écrit Belisle, depuis le *Courrier de Boston* (1789), avant l'apparition du *Courrier des Etats-Unis*, à New-York, qui vit le jour samedi le premier mars 1828 et fut publié sans interruption jusqu'à nos jours (4). » Nous avons cru bon de corriger cette erreur que nous n'avons pas encore vu rectifier jusqu'à présent.

C'est dans le Middle West que les émigrés canadiens firent paraître leurs premières colonnes de français, dans la *Detroit Gazette* de Détroit, Michigan, en 1817. Comme vingt-cinq Franco-Américains seulement s'abonnèrent au journal, la *Gazette* supprima cette colonne au bout de quatre mois. Quatre numéros d'un journal franco-américain appelé la *Gazette française* furent publiés dans la même ville, en 1825, par un Américain nommé Reed. En 1843, Edouard N. Lacroix, établi à Détroit depuis 1837, commença la publication de l'*Ami de la Jeunesse*, qui vécut quatre mois, puis, en 1850, du *Citoyen* qui disparut au bout de six mois. M. Lacroix consacra alors sa vie à l'organisation des sociétés nationales et mourut en 1885, entouré du respect et de l'admiration de tous les Franco-Américains.

Depuis le *Citoyen*, l'Ouest a été fécond en journaux franco-américains, mais la plupart ont vécu « ce que vivent les roses ». Le *Souvenir*, l'*Ouest français* et le *Patriote*, de Bay City, Michigan ; l'*Etoile du Nord* et le *National*, de Saint-Paul, Minnesota ; la *Sentinelle*, de Marquette, Michigan ; la *Tribune*, de Marinette, Wisconsin ; la *Voix du Lac* et le *Courrier*, de Duluth, Minnesota ; l'*Œil* et le *Citoyen américain*, de Minneapolis, Minnesota ; l'*Echo des Etats-Unis*, de Détroit, Michigan ; le *Petit Journal*, quotidien qui dura trois ou quatre semaines, à Chicago, Illinois ; le *Cercle français*, de Bourbonnais, Illinois ; le *Devoir*, de Muskegon, Michigan ; l'*Avenir*

4. *Hist. de la presse f.-a.*, p. 16.

National, de Chicago ; le *Combat* de Chicago et de Plattsburg, New-York ; le *Citoyen américain*, de Minneapolis, Minnesota ; d'autres qui nous échappent, ont vécu et sont morts, de 1870 à 1900 surtout, montrant tout de même quelle volonté de survivre animait alors les Franco-Américains du Middle West.

Le *Canadien*, de Saint-Paul, Minnesota, eut une vie longue et prospère en comparaison des autres journaux de l'Ouest. Fondé en août 1877, il « marcha de succès en succès, jusqu'en 1883 » (5), quand il se mit au service de la politique locale ; il passa ensuite de mains en mains jusqu'en 1903, date où on le fusionna au *Courrier Franco-Américain* de Chicago. Attrayant et bien rédigé, ce journal était très répandu et très influent ; sa disparition fut une perte sensible pour les Franco-Américains du centre des Etats-Unis.

Les émigrés du Canada formaient aussi un groupe considérable à Minneapolis, dans le Minnesota. C'est là que Zéphirin Demeules entreprit de publier, au mois d'avril 1883, l'*Echo de l'Ouest*, un vaillant hebdomadaire qui a survécu jusqu'ici à tous les vents contraires soufflant aux bords de la Prairie américaine.

Les premiers journaux que publièrent les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre sont des feuilles purement canadiennes-françaises. Quand les chefs de l'insurrection de 1837 se réfugièrent dans la région du lac Champlain, l'un d'eux, Ludger Duvernay, commença en 1838 la publication du *Patriote*, à Burlington, dans le Vermont. Dans cet hebdomadaire in-quarto, Duvernay prêchait l'indépendance aux Canadiens qui cessèrent de l'écouter lorsque douze des leurs montèrent sur l'échafaud ; le *Patriote* rendit donc le dernier soupir après deux mois d'existence spasmodique. En 1842, Duvernay retourna poursuivre ses travaux de journaliste à Montréal où il mourut le 28 novembre 1852, après une carrière des plus fécondes.

Des feuilles qui parurent ensuite dans l'Est américain, jus-

5. *Id.*, *ibid.*, p. 118.

qu'en 1874, deux seulement méritent qu'on s'y arrête : le *Public canadien*, de New-York, et surtout le *Protecteur canadien*, de Burlington. Journal hebdomadaire de seize pages d'un format semblable à celui des hebdomadaires actuels, le *Public canadien* fut fondé à l'automne de 1867, par Jean-Baptiste Paradis et un groupe d'amis généreux appelés l'Ordre des Dix (6) ; mais les Dix ne purent empêcher leur œuvre de périr d'inanition en moins d'un an. M. Paradis collabora dans la suite à plusieurs journaux, avant d'aller mourir à Saint-Paul, dans le Minnesota, le 12 août 1906, plein de jours et de mérite au service de sa nationalité.

Quelques mois avant la mort du *Public canadien*, parut le premier journal franco-américain du Vermont, le 10 mai 1868 ; c'était le *Protecteur canadien*, publié par l'abbé Zéphirin Druon et Antoine Moussette. « Feuille hebdomadaire à quatre pages de sept colonnes, d'une belle apparence typographique » (7), ce journal se répandit dans tous les centres franco-américains et jusque dans l'Ouest. Mais le malheur vint mettre un terme à son apostolat national, aux débuts de septembre 1871, lorsqu'un incendie rasa les bureaux de rédaction et d'administration, qui ne purent être relevés faute de ressources. Ainsi le clergé, qui fonda les paroisses et organisa la nationalité franco-américaine, brille encore à l'origine de la presse de langue française active et militante en Nouvelle-Angleterre.

Frédéric Houde et Antoine Moussette achetèrent la circulation du *Protecteur canadien* et un outillage complet, puis ils lancèrent l'*Avenir National*, à Saint-Albans, près de la frontière canadienne du Vermont. Le journal prospéra. Deux ans plus tard, il comptait même 3.500 abonnés, dans l'Est et dans l'Ouest américains (8). Malheureusement, la rédaction en fut confiée dans la suite à un jeune avocat peu orthodoxe, Arthur Valois, de Troy, dans le New-York, qui discrédita à tel point le journal qu'on dut cesser de le publier en

6. BELISLE, *Hist. de la pr. f.-a.*, p. 44.

7. *Id.*, *ibid.*, p. 61.

8. *Id.*, *ibid.*, p. 109.

1876, après l'avoir laissé végéter pendant plusieurs mois. Ce fut le dernier essai de journalisme franco-américain dans l'Etat du Vermont.

La presse franco-américaine fut plutôt une série d'efforts sporadiques et temporaires qu'une réalité durable, avant l'arrivée du grand organisateur Ferdinand Gagnon. Né à Saint-Hyacinthe, dans la province de Québec, le 8 juin 1849, Gagnon fit ses études au collège de cette ville où il brilla par son assiduité, son entrain et ses talents. Son cours classique terminé, il passa aux Etats-Unis, en 1868, comme tant d'autres Canadiens français de l'époque, dans l'intention d'y séjourner quelque temps pour apprendre un peu d'anglais et gagner assez d'argent afin de retourner s'établir au pays natal.

Ferdinand Gagnon s'établit d'abord à Concord, puis à Manchester, dans le New-Hampshire, avant de s'arrêter à Worcester, au centre du Massachusetts, où il fonda un journal, la *Voix du Peuple*, puis un foyer, quand il épousa Malvina Lalime, le 16 octobre 1869 (9). Il se fit ensuite agent de rapatriement et cria aux émigrés : « Retournez au Canada ; vous n'avez que faire ici ! » Il s'aperçut vite qu'on ne l'écoutait pas et commença de prêcher plutôt l'organisation à l'intérieur de la Nouvelle-Angleterre. Aussitôt, Worcester devint, selon les paroles de Benjamin Sulte, « le centre d'une idée neuve, forte, séduisante » (10).

La *Voix du Peuple* fut suivie du *Foyer Canadien*, le 18 mars 1873, puis du *Travailleur*, le 16 octobre 1874 ; ce journal, hebdomadaire jusqu'en 1879, puis bihebdomadaire, fut l'œuvre maîtresse de Ferdinand Gagnon qu'on peut regarder comme l'un des rares journalistes de carrière parmi les Franco-Américains. « Chrétien fervent et éclairé, dit un homme qui l'a bien connu, orateur plein de fougue et de bonne humeur, écrivain puissant, logique, doué d'une riche imagination mise au service d'une belle intelligence et d'un bon cœur, Ferdinand

9. *Id.*, *ibid.*, p. 73.

10. *Id.*, *ibid.*, p. 74.

Gagnon commença son œuvre avec un entrain et un courage que rien ne devait dompter (11). »

Son programme était nettement défini : créer une presse dans tous les centres assez nombreux, organiser des sociétés nationales, faire adopter un mot d'ordre commun à tous les Franco-Américains. Par ses écrits, ses discours et ses conférences, il imposa ses idées à tel point que son œuvre fut durable et qu'il s'était déjà préparé des successeurs quand il mourut à l'âge prématuré de 36 ans, le 15 avril 1886. Son *Travailleur* disparut aussi en 1892, mais on resta fidèle à la devise qu'il avait inculquée à toute la population franco-américaine : « Foi, langue, mœurs. »

La simple nomenclature des journaux qui naquirent et moururent à la suite du *Travailleur* de Gagnon, dans le Maine, le New-Hampshire, le Massachusetts et le Rhode Island, nous entraînerait trop loin. Nous nous contenterons donc de renvoyer le lecteur intéressé au travail de M. Alexandre Belisle (12), à défaut d'ouvrages plus récents. De cette pleiade de journaux, sept quotidiens, une quinzaine d'hebdomadaires et quelques publications bimensuelles et mensuelles subsistent aujourd'hui.

Les quotidiens sont les suivants, en descendant du Nord au Sud : dans le Maine, le *Messenger* de Lewiston ; dans le New-Hampshire, l'*Avenir National* de Manchester ; dans le New-York, le *Courrier des Etats-Unis*, à New-York même ; dans le Massachusetts, l'*Etoile* de Lowell, l'*Indépendant* de Fall River et l'*Indépendant* de New-Bedford ; dans le Rhode Island, l'*Indépendant* de Woonsocket. L'*Impartial* de Nashua, dans le New-Hampshire, trihebdomadaire très influent, mérite aussi une mention spéciale. La circulation de ces journaux et des hebdomadaires qui les entourent varie d'un ou deux mille numéros par semaine à cinq ou sept mille par jour ; la circulation totale n'atteint pas deux cent mille familles, alors que le groupe franco-américain en compte plus de deux fois autant.

11. HAMON, *Les Can. fr. de la N.-A.*, p. 49.

12. *Hist. de la presse fr.-a.* Worcester, 1911.

Le Massachusetts publie à lui seul trois quotidiens et une dizaine d'hebdomadaires de langue française. C'est normal puisque les Franco-Américains y sont près de 400.000, tandis qu'ils sont à peine 140.000 dans le New-York, 130.000 dans le Maine, 120.000 dans le New-Hampshire, autant dans le Rhode Island et 75.000 dans le Connecticut (13). En dépit des groupes importants de Bristol, South Norwalk, North Grosvenordale, Taftville, Willimantic, Waterbury, Bridgeport, Putnam et Hartford, où ils sont respectivement de deux à neuf mille, les Franco-Américains du Connecticut n'ont pas encore réussi à maintenir un journal français. Ce groupe important de la nationalité franco-américaine brille surtout par ses conventions annuelles et par l'activité qui règne au sein de ses conseils de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, dont le dernier Congrès général a eu lieu dans la ville de Hartford.

Tous les journaux franco-américains sont des périodiques d'information franchement catholiques et nationaux. Les quotidiens utilisent les services de la *Presse Unie* et de la *Presse Associée*, qu'ils sont obligés de traduire, de refaire, d'adapter à leurs lecteurs et à l'espace toujours restreint dont ils disposent. Les hebdomadaires empruntent copieusement aux quotidiens français et anglais. Le format est, en général, celui des journaux ordinaires à sept ou huit colonnes et le nombre des pages est réglé par la quantité des annonces, de six à douze, seize, vingt pages et même plus, aux environs de la Noël, de Pâques et des anniversaires franco-américains, tels que la fête de Saint-Jean-Baptiste, patron national, le 24 juin.

Car les annonces sont presque toujours la source principale des revenus de la presse franco-américaine. Comme les familles de langue française sont plutôt des familles nombreuses, un journal local ne peut guère atteindre une circulation dépassant les six ou sept mille, même dans les centres les plus peuplés, qui comptent à peine ce nombre de familles franco-

13. BELANGER, *Guide*, éd. 1933, *passim*.

américaines. D'autre part, le tarif d'abonnement d'un dollar par année pour les hebdomadaires, à cinq pour les quotidiens, suffit à peine à couvrir les frais d'impression et de distribution des journaux.

Si l'on pouvait compter sur une subvention de l'Etat ou sur des protecteurs intéressés, ce serait bien autre chose et tous les services ne manqueraient pas d'être améliorés. Mais jusqu'à présent, on n'a trouvé que des politiciens qui s'offrent parfois à subventionner les journaux franco-américains ; or les publications faibles demandent trop et les fortes refusent obstinément de se vendre, parce que leur raison d'être et leur utilité nationale cessent alors immédiatement. La politique a tué le *Canadien* de Saint-Paul, dans le Minnesota, après vingt-cinq années de succès ; et les seize journaux franco-américains que le célèbre Benjamin Lenthier mit au service du Pactole démocrate, pendant la campagne de Grover Cleveland, en 1892, sont tombés aussitôt dans l'oubli, malgré la victoire de leur candidat (14).

Le journalisme franco-américain n'est pas plus une carrière politique qu'une profession lucrative : c'est une vocation. Les journalistes les plus utiles à leur groupe national ont été jusqu'ici des apôtres et des lutteurs, des témoins de l'âme franco-américaine, des athlètes qui, comme dans les courses à relais, portent à leur tour le flambeau que d'autres leur ont transmis jusqu'au jour où ils tombent pantelants sur le sable de l'arène et sont remplacés par leurs successeurs. On ne leur promet rien et ils reçoivent toujours fort peu ; mais on leur demande l'étincelle qui éclaire un moment les intelligences, l'étoile qui guide les esprits incertains, le mot ou la page qui réveille les volontés assoupies, le coup de clairon qui ranime les courages et, au besoin, le coup de glaive qui exécute les ennemis de la foi, de la justice et de la vérité.

Chaque journal circule à peu près uniquement dans le centre où il est publié, car la presse franco-américaine fait partie de la presse locale ; elle le doit d'ailleurs puisqu'elle

14. BELISLE, *Hist. de la Presse f.-a.*, p. 118 et chap. 25-26.

répond à des besoins locaux. Bien qu'ils s'occupent de politique, d'économie intérieure et extérieure, autant que de nouvelles mondiales, les journaux franco-américains donnent toujours la préférence aux idées et aux faits propres à leur localité, aux événements franco-américains de la ville et de la région, aux nouvelles du Canada et de la France. Sous des termes qui varient, leur devise peut toujours se réduire à celle de Ferdinand Gagnon : « Foi, langue, mœurs » ; c'est du reste l'expression adéquate de l'âme franco-américaine.

Quelques-uns des meilleurs journalistes canadiens-français de l'heure actuelle ont fait leurs premières armes dans le journalisme franco-américain. Cet exode des plus puissants athlètes, dès qu'ils atteignent leur pleine vigueur, est un grand dommage pour la presse franco-américaine. Il s'explique par ce fait que les Franco-Américains, comme les Canadiens français, ont toujours eu le tort de ne voir dans le journalisme qu'une besogne inférieure, n'exigeant aucune préparation, aucune aptitude spéciale ; plusieurs croient que c'est une sorte de relais où l'on végète quelque temps plutôt que de mourir de faim dans une autre profession, en attendant de pouvoir se lancer dans la politique, dans le commerce ou l'enseignement.

Les rédacteurs compétents sont donc assez difficiles à trouver et non moins difficiles à payer ; quelques directeurs ont eu le moyen d'obtenir les services d'un personnel expérimenté, mais ils ne l'ont pas fait ; d'autres voudraient bien le faire, mais leurs revenus ne le permettent point. D'autre part, les fondateurs des œuvres de presse ont trop souvent oublié de se préparer des successeurs, en sorte qu'ils ont eu le chagrin d'assister à la ruine lente, mais fatale, des journaux auxquels ils avaient consacré le meilleur d'eux-mêmes, mais qui n'avaient pas plus qu'eux le don de l'immortalité.

La principale difficulté qu'éprouvent les bureaux de rédaction des hebdomadaires surtout, c'est d'inventer une formule qui plaise à tous les lecteurs. Non seulement il est impossible de rivaliser avec la presse américaine, mais il est rarement possible de faire aussi bien qu'on le désire, parce que les

services d'information, les vignettes et les truchements sans nombre qui créent la popularité des journaux modernes sont trop dispendieux pour les hebdomadaires, même pour un grand nombre des quotidiens français des Etats-Unis.

La presse franco-américaine est forcée de lutter en effet contre la grande presse américaine, dans la plupart des familles qui lisent plus facilement l'anglais que le français. C'est une lourde tâche et qui demande une vertu spéciale. Pour quelques centimes, les journaux américains offrent à leurs lecteurs quarante, soixante pages d'information, de faits sensationnels, de publicité alléchante ; car le lecteur américain s'intéresse même aux annonces : s'il n'a pas le moyen d'acheter, il peut toujours désirer, le désir valant parfois mieux que la possession ; l'Américain veut savoir tout de même comment on se nourrit, comment on voyage, comment on se loge, comment on s'habille, quand on est riche, puissant, à la dernière mode.

Le journal américain est donc une sorte d'encyclopédie populaire et illustrée, contenant au moins vingt-cinq pour cent de réclame avouée ou déguisée, environ trente pour cent de nouvelles — embrassant la vie sportive, les spectacles, les événements publics et particuliers — peut-être quinze ou vingt pour cent de politique intérieure et extérieure, vingt-cinq ou trente pour cent de morale, d'art, de sciences, de littérature importante ou insipide et banale. Ces journaux offrent toujours, pour le peuple, un coup d'œil attrayant et un intérêt immédiat ; quand les faits sensationnels manquent, on en crée ; on provoque des catastrophes pour avoir le plaisir de les décrire ; on raconte les événements pour ainsi dire avant qu'ils se produisent, tellement on a perfectionné les méthodes d'observation. Les dépenses sont formidables, mais les revenus atteignent des chiffres fantastiques.

Les journaux franco-américains sont donc obligés d'adopter un peu les mêmes méthodes pour plaire à leurs lecteurs ; mais leurs ressources sont trop limitées pour que les chances de succès puissent s'égaliser. On réussit toutefois à se maintenir, même quand on ne s'enrichit pas, parce que le journal est

considéré, non point tant comme une entreprise commerciale que comme une œuvre nécessaire à la survivance franco-américaine. En six pages et au sein d'une pénurie qui étonne parfois les initiés eux-mêmes, on réussit généralement à produire assez de matière inédite pour intéresser un lecteur bienveillant pendant vingt minutes ou une demi-heure : c'est tout le temps qu'une personne intelligente consacre ordinairement à la lecture d'un journal, en Amérique.

Le lecteur : voilà le grand souci des journaux franco-américains, dont le succès et la durée se rattachent directement à l'usage de la langue française dans les foyers nationaux. Or le nombre des gens qui lisent le français semble diminuer, dans les centres franco-américains, à mesure que disparaît la génération des pionniers. Le pauvre journaliste ne peut donc se défendre contre le sentiment de profonde tristesse qui s'empare de lui chaque fois qu'il entend sonner au clocher paroissial le glas des vieux amis du journal français que le temps et les fatigues de l'existence plongent les uns après les autres dans le grand sommeil d'où l'on ne revient pas.

La presse franco-américaine reste néanmoins supérieure à celle de tout autre groupe ethnique de langue étrangère, aux Etats-Unis. Elle est fidèle à son but qui est de définir, de défendre et d'encourager tous les facteurs de la survivance. On s'accorde à proclamer qu'elle est utile et même nécessaire à la préservation de l'héritage catholique et français. Il est vraiment peu d'entreprises humaines qui puissent faire mieux avec d'aussi maigres ressources et sa disparition serait une perte irréparable pour l'élément franco-américain.

Le champ et les moyens d'action des journaux de langue française aux Etats-Unis sont fort limités, leur tâche est ingrate et difficile, les résultats obtenus ne sont pas toujours proportionnés à leurs efforts et on leur épargne rarement les critiques les plus sévères. Ils poursuivent leur œuvre quand même, crânement, gaiement, et méritent à l'occasion des éloges qui les dédommagent de leur peine. En voici un entre mille, qui exprime toute la raison d'être de la presse franco-américaine et conclut très bien ce chapitre : « Les services

que la presse franco-américaine a rendus à notre élément sont innombrables. Défenseur intrépide de notre foi, de notre langue et de nos traditions, elle a mainte fois soutenu d'après lutttes pour la défense de nos droits menacés ; gardienne fidèle de notre nationalité, elle n'a cessé de nous protéger contre les empiètements d'assimilateurs masqués... Souvent, elle a facilité l'établissement des paroisses nationales et, grâce à son intime coopération avec notre clergé, les écoles paroissiales bilingues ont surgi en maint endroit (15). »

15. *L'Union*, Woonsocket, février 1922, p. 1, col. 1.

CHAPITRE CINQUIÈME

LES SOCIÉTÉS NATIONALES

Le foyer, la paroisse et l'école s'occupent directement de la formation de l'âme franco-américaine ; ils enseignent la langue et les prières des ancêtres, inculquent le sens national et catholique, fortifient les intelligences et les cœurs contre le flot menaçant de l'assimilation. Quand ces trois institutions ont fait pleinement leur œuvre, les Franco-Américains peuvent entrer sans crainte dans la lutte pour la survivance, cette bataille où il s'agit moins d'assaut que de durée, moins de victoire que de défense, moins de gestes éclatants que de fidélité obscure des esprits à l'héritage du passé.

Pour se protéger et se défendre au besoin contre leurs adversaires du dehors, aussi bien que pour promouvoir les intérêts nationaux à l'intérieur des familles et des groupements ethniques, les Franco-Américains ont fondé leurs journaux et leurs sociétés nationales. Ces entreprises ont toujours marché de pair avec la naissance des paroisses dont elles ont été les plus fermes appuis. Aussitôt qu'ils se sentaient assez nombreux dans une ville, les Franco-Américains convoquaient une réunion pour se compter, s'unir et fonder une paroisse, un journal, une école, une société fraternelle.

Dès 1848, les émigrés canadiens-français de Détroit se groupèrent dans la Société Lafayette (1), qui protégeait leurs malades, leurs pauvres et leurs familles. La même année, la Société Jacques Cartier vit le jour à Saint-Albans, dans le Vermont (2). En 1850, Gabriel Franchère fonda à New-

1. BELISLE, *Hist. de la Pr. f.-a.*, p. 12.

2. DESR., FOUR, *La race fr. en Amér.*, p. 235.

York la Société Saint-Jean-Baptiste des Etats-Unis. Neuf ans plus tard, une Société Saint-Joseph naquit à Burlington, dans le Vermont. Les années qui suivirent furent marquées d'une floraison notable de sociétés Saint-Jean-Baptiste, dans plusieurs centres franco-américains : à Oswego, dans le New-York, en 1860 ; à Pittsfield et Springfield, dans le Massachusetts, en 1864 ; à Meriden, dans le Connecticut, en 1865 ; à Biddeford, dans le Maine, en 1867 ; à Détroit, en 1868. En soixante ans, plus de quatre cents sociétés ont vu le jour, chez les Franco-Américains ; de ce nombre, les deux tiers au moins ont cessé d'exister (3).

Cependant la grande immigration fit passer aux Etats-Unis une foule de Canadiens français appartenant déjà à la grande Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et à la puissante Société des Artisans canadiens-français. Plusieurs d'entre eux, tout en devenant Franco-Américains, restèrent membres des sociétés canadiennes qui avaient su mériter leur confiance, et les Artisans recrutent encore aujourd'hui des succursales nombreuses et prospères, dans tous les centres franco-américains.

Mais cette mosaïque de sociétés fraternelles manquait trop d'unité pour qu'on ne songeât point à la grouper en des fédérations plus puissantes. C'est ainsi que les Chevaliers de Jacques Cartier rassemblèrent sous leur égide tous les cercles Jacques Cartier du Rhode Island, le 9 mai 1889 (4).

En 1919, les Chevaliers prirent le nom plus simple de Société Jacques Cartier. Les principes de la société sont les suivants : religion, patriotisme, fraternité, justice ; son bureau-chef est situé dans la ville de Central Falls, Rhode Island.

Le second essai de fédération des sociétés franco-américaines remonte à la naissance de l'Association Canado-Américaine, fondée le 26 novembre 1896, à Manchester, dans le New Hampshire, où se trouve son siège social. Cette société

3. *Id.*, *ibid.*, p. 235.

4. *Id.*, *ibid.*, p. 236.

très active compte maintenant près de quinze mille membres et ses opérations s'étendent à la plupart des centres franco-américains de la Nouvelle-Angleterre et jusqu'au Canada où elle recrute plus de la moitié de ses effectifs et entretient des relations intimes avec certains groupes de Canadiens français du Québec, de l'Ontario, de l'Ouest et des provinces maritimes, principalement par l'entremise du *Canado-Américain*, publication mensuelle adressée gratuitement aux sociétaires.

Un mouvement plus important de fédération des sociétés, non seulement dans un Etat de l'Union, mais dans tous les Etats-Unis, donna naissance à la plus puissante société nationale des Franco-Américains : l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique. C'est en 1899 que la Société Saint-Jean-Baptiste de Holyoke, dans le Massachusetts, émit le projet d'une association ayant pour but de grouper sous sa devise toutes les sociétés franco-américaines du pays. Le 27 mars de l'année suivante, l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique vit le jour, à Woonsocket, Rhode Island, encore son siège social. Elle justifie de plus en plus sa devise éminemment pratique : « L'Union fait la Force ». Plus de cinq fois millionnaire, elle comptait, au 31 décembre 1934, 50.011 membres répartis en 348 conseils, dans toutes les paroisses et tous les centres franco-américains de quelque importance (5):

L'Union compte plusieurs centaines de membres dans les Etats du Michigan et de l'Illinois, où elle a contribué puissamment au réveil national, et un conseil qui se développe rapidement en Californie, où se trouvent près de 70.000 Franco-Américains répartis comme suit : 25.000 à Los Angeles, 15.000 à San-Francisco, 2.000 à San Diego, autant à Long Beach et le reste un peu partout (6). La grande Société franco-américaine publie un journal mensuel qu'elle expédie gratuitement à tous ses membres assez âgés pour le lire. La

5. *Rapport du secrétaire-général*, le 31 déc. 1934 (Communiqué).

6. BELANGER, *Guide off. des F.-A.*, p. 4 et suiv.

collection de ces journaux, de 1902 à 1935, reliée en volumes attrayants, renferme les éphémérides complètes de l'élément franco-américain depuis les débuts du ^{xx}^e siècle. Cette collection a été exposée dans la section américaine de l'Exposition internationale de la Presse, à Tiflis, en Géorgie, durant l'été de 1932 ; une autre était comprise dans l'Exposition de la Presse, tenue à Wichita, dans le Kansas, pendant l'été de 1933.

L'idéal que rêvent les chefs de l'élément, c'est de grouper tous les Franco-Américains dans une seule société comptant plusieurs centaines de mille membres, constituant ainsi une véritable école de formation nationale, un puissant rempart contre les infiltrations étrangères, un moyen supérieur d'émancipation économique. Mais trop d'intérêts particuliers et locaux militent encore contre cette idée pour permettre d'entrevoir sa réalisation prochaine.

Depuis la fondation de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, d'autres sociétés nationales continuent de se fonder et de grandir. C'est ainsi que l'Ordre des Forestiers Franco-Américains naquit le 23 octobre 1905 d'un mouvement de revendication des droits du parler français. Plusieurs Franco-Américains avaient été enrôlés dans la Société des Forestiers d'Amérique qui décrétèrent tout à coup que l'anglais devait être la langue unique des délibérations et que les constitutions et rituels ne seraient imprimés désormais qu'en cette langue. Les Franco-Américains protestèrent énergiquement, mais sans résultats ; ils se séparèrent alors des Forestiers d'Amérique pour fonder une société nouvelle portant la fière devise : « Rallions-nous ! »

Incorporés tout d'abord comme société mutuelle et sociale d'assistance matérielle aux malades, les Forestiers Franco-Américains durent être réorganisés sur des bases plus modernes d'assurance-vie, au Congrès de 1932. On avait dit que leur séparation des Forestiers d'Amérique ne serait qu'une « tempête dans un verre d'eau », mais les sept cours du commencement se sont multipliées plus de vingt fois ; bien que réorganisée en pleine crise, la société offre des garanties et

une solvabilité qui la placent au premier rang des sociétés fortes et prospères (7).

De leur côté, les quelque cent mille Acadiens de la Nouvelle-Angleterre, qui ne forment qu'un cœur et qu'une âme avec les Franco-Américains, se groupèrent aussi sous le drapeau de la mutualité dans la Société l'Assomption, fondée à Waltham, dans le Massachusetts, le 8 septembre 1903. L'Assomption compte aujourd'hui plus de dix mille membres répartis en succursales dans tous les centres acadiens de l'Amérique du Nord et donnant une grande solidarité à tous les Acadiens de la Nouvelle-Angleterre, des provinces maritimes canadiennes et de la Louisiane. Le siège social de la société se trouve maintenant à Moncton, dans le Nouveau-Brunswick, mais le comité régional de la Nouvelle-Angleterre siège toujours à Waltham, berceau de la société.

Dans le but de ranger sous une même bannière tous les Acadiens des Etats-Unis, on a aussi fondé, en 1914, la Société Acadienne d'Amérique, qui remporte beaucoup de succès dans les centres acadiens du Massachusetts en particulier. Ses congrès annuels dans les principaux centres de la Nouvelle-Angleterre attirent toujours des foules considérables et des représentants des autres grandes sociétés franco-américaines.

Les sociétés fraternelles eurent d'abord pour effet de grouper les Franco-Américains et de leur inculquer le sens de la solidarité ethnique. Les Franco-Américains se réunissaient à l'église pour leurs exercices religieux, mais leur vie sociale menaçait de se former autour des sociétés neutres et dans un milieu délétère, quand les sociétés nationales commencèrent à les rallier sous leurs drapeaux. Le français y est de rigueur dans les assemblées, excepté dans les centres très rares où on ne le parle malheureusement plus, comme dans certaines paroisses du Vermont, du New-York et du Middle West ; les réunions des succursales sont mensuelles ou bimensuelles et l'on y discute tous les problèmes ayant trait à l'avance-

7. *Rapport de l'Actuaire de la société*, 11 oct. 1934 (Communiqué).

ment du groupe franco-américain. Une foule de mouvements et d'organisations dans l'intérêt des familles et des paroisses, des écoles et des journaux, ont pris naissance au cours de ces délibérations.

Parmi les œuvres que les sociétés franco-américaines ont le plus à cœur, il faut placer au premier rang la sauvegarde de l'usage et des droits de la langue française, base de la survie nationale. Nous avons vu que cette préoccupation donna le jour aux Forestiers Franco-Américains. Au moment de leur initiation, les membres de toutes les sociétés franco-américaines s'engagent solennellement à parler français dans leur famille et, si tous ne sont pas fidèles à ce serment, la plupart se souviennent de la parole donnée.

Comme le chant est d'un secours appréciable dans le travail de conservation de la langue et du caractère d'un peuple, l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique a entrepris de répandre autant que possible dans les foyers franco-américains les vieilles chansons et les cantiques apportés de la France et du Canada. Les dix tomes de *Chants Populaires* et le recueil de *Vieux Cantiques et Hymnes Religieuses*, publiés sous la direction des professeurs Eusèbe Viau et J. Ernest Philie, de Woonsocket, se répandent de plus en plus et devraient être dans toutes les familles franco-américaines, puisqu'ils synthétisent en quelque sorte l'âme nationale.

Les sociétés nationales ont toujours encouragé, par la parole et par les actes, la presse franco-américaine digne de leurs encouragements. Elles commencent aussi à faire un usage plus fréquent de la téléphonie sans fil qui apporte au cœur même du foyer franco-américain des chansons françaises rendues par les artistes nationaux, des concerts de musique nationale, des causeries instructives et intéressantes. La fédération de toutes les sociétés permettrait sans doute d'installer un poste émetteur franco-américain ; en attendant la réalisation de cet idéal, on profite de la bienveillance des postes de Boston, de Montréal, de Manchester, de Woonsocket, de Worcester et d'ailleurs.

Nous ne saurions passer sous silence la magnifique Biblio-

thèque Mallet, propriété de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, à Woonsocket. Ce nom lui vient de son premier propriétaire, le major Mallet, l'une des grandes figures de l'histoire franco-américaine, à la fin du xix^e siècle. Fils d'un Canadien français établi à Oswego, dans le New-York, Narcisse Mallet se distingua dans la guerre de sécession où il faillit perdre la vie (8). Après sa guérison, il étudia le droit, oublia presque entièrement sa langue et ne se préoccupa point du tout de son passé jusqu'au moment où un article de l'abbé Druon, dans le *Protecteur canadien* de Burlington, lui inspira une ardeur extraordinaire pour toutes les œuvres nationales.

Il occupait une position assez lucrative dans le département du Trésor, à Washington. Ses loisirs et ses revenus lui permirent d'acheter plusieurs livres d'histoire de la race française en Amérique. A sa mort, survenue le 12 avril 1907, cette précieuse bibliothèque fut achetée par l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique qui continue d'y ajouter, chaque année, des centaines de volumes, dons de la France, du Canada des Etats-Unis et des auteurs eux-mêmes. Le catalogue de la Bibliothèque vient d'être mis à jour par les membres du Bureau-Général de l'Union et contient une liste détaillée d'environ trois mille volumes, brochures et manuscrits.

Les sociétés fraternelles enseignent encore aux Franco-Américains la prévoyance et l'épargne, deux vertus familiales qu'ils n'ont pas toujours suffisamment pratiquées. S'il est un bien que la vie moderne refuse à ses adorateurs, c'est sans contredit la sécurité économique, la certitude du pain quotidien. Les grandes leçons de l'épargne doivent donc être apprises de bonne heure dans la vie et mises en pratique avant que l'âge, le malheur ou la mort viennent plonger les familles dans le dénuement.

A mesure qu'augmentaient leurs ressources, les sociétés franco-américaines multiplièrent leurs services nationaux. Elles remplacent le gagne-pain du travailleur malade ou

8. BELISLE, *Hist. de la pr. f.-a.*, p. 409 et suiv.

blessé, à qui elles payent des allocations de maladie ; elles dédommagent un peu les parents que la mort prive tout à coup d'un enfant bien-aimé ; elles protègent la veuve et l'orphelin, la vieillesse et l'infirmité. Grâce à leurs dotations et aux facilités d'emprunt qu'elles offrent à leurs membres, les sociétés nationales tiennent en quelque sorte toutes leurs ressources à la disposition de leurs protégés et ce souci de faire du bien dans toute la mesure du possible est précisément ce qui les distingue des grandes compagnies d'assurances qui ont d'abord en vue les profits. Les secours qu'elles ont offerts aux chômeurs depuis quelques années, allant jusqu'à payer les cotisations de centaines de vieux membres pour qu'ils ne perdent pas leurs bénéfices, ne sont qu'un exemple entre mille.

Non seulement les sociétés nationales ont soutenu de leurs deniers les écoles franco-américaines, mais elles ont toujours été les ardents défenseurs de la formation bilingue et paroissiale contre les sectaires américains. Appuyées sur le droit naturel et les principes du christianisme intégral, elles ont défendu l'école séparée tour à tour dans le Massachusetts, le Rhode Island, le Connecticut, le Michigan et jusque dans l'Oregon, quand la législature de cet Etat voulut contraindre les catholiques à envoyer leurs enfants de huit à seize ans aux écoles publiques.

C'est alors qu'après une étude approfondie de la question, la Cour Suprême des Etats-Unis publia la déclaration suivante : « Aucun Etat ne peut contraindre les parents à envoyer leurs enfants aux écoles publiques et laïques ; le droit des parents à diriger comme ils l'entendent l'éducation de leurs enfants est garanti par la constitution elle-même... Les écoles qui s'opposaient à la mise en exécution de cette loi, d'après ce que la cour a trouvé... sont depuis longtemps regardées comme utiles et méritoires (9). »

Des centaines de jeunes gens et de jeunes filles doivent aux sociétés nationales l'éducation qui les a placés dans les rangs

9. *L'Union*, juin 1925, p. 3, col. 1.

de l'élite franco-américaine. Que d'églises et d'écoles, de couvents et de collèges n'ont vu le jour et ne subsistent que grâce aux prêts substantiels des sociétés nationales ! Elles distribuent des milliers de dollars en bourses scolaires, en prix de fin d'année, en souscriptions aux journaux, en secours aux particuliers qui en ont besoin. Toutes les œuvres franco-américaines profitent de leur initiative et de leurs largesses. On peut dire sans exagération qu'elles sont un des plus fermes piliers de l'édifice national et qu'elles méritent tous les éloges, mais fort peu les critiques, qui accompagnent souvent leurs activités.

Les progrès notables et constants des sociétés franco-américaines, depuis vingt-cinq ans surtout, sont la meilleure preuve qu'on puisse offrir de l'habileté de leurs directeurs. On peut désapprouver la conduite personnelle de certains membres des bureaux de direction, on peut différer d'opinion avec eux sur des questions secondaires, il est même permis de discuter certaines de leurs méthodes ; mais le témoignage des faits est irrécusable et les hommes qui ont organisé ces sociétés fraternelles sont vraiment dignes de plus d'éloges qu'ils reçoivent, en règle générale, ou qu'ils se décernent parfois en guise de consolation immédiate.

Si les sociétés franco-américaines périlicitaient, qui blâmerait-on ? Leurs directeurs d'abord. Il n'est pas logique alors de leur refuser aujourd'hui les compliments et les éloges qu'ils méritent pour leurs qualités d'organisateurs entreprenants et efficaces, de financiers clairvoyants et sages, de chefs dévoués à tous les intérêts d'un groupe ethnique toujours plus prompt à dénigrer qu'à louer ses hommes supérieurs.

En plus de ces sociétés de secours mutuels, les Franco-Américains ont aussi fondé d'autres associations répondant à de véritables besoins nationaux. La Société Historique Franco-Américaine est de ce nombre. Son but est « d'encourager l'étude approfondie de l'histoire des Etats-Unis, et, tout particulièrement, la mise en lumière, en dehors de tout parti pris et de tout préjugé, de la part exacte qui revient à la race française dans l'évolution et la formation du peuple

américain » (10). En célébrant son trente-cinquième anniversaire, l'automne dernier, les directeurs de la Société Historique Franco-Américaine ont posé les bases d'une activité plus intense, d'un réveil intellectuel nécessaire, d'un avenir plus fructueux. Après l'époque des luttes et de l'organisation, les Franco-Américains entrent dans une période d'épanouissement qu'ils ne manqueront pas de mettre à profit.

On accuse parfois la Société Historique de manquer d'initiative et surtout de ne pas multiplier suffisamment ses publications historiques. Ce qu'il faut blâmer, c'est plutôt la paresse intellectuelle des Franco-Américains. Trois siècles de vie rurale et dans les usines, sans autre formation que celle de l'école primaire, ne sont pas de nature à préparer des écrivains de race et des lecteurs encourageants. On a dit des Canadiens français que nul peuple ne méprise autant ses écrivains ; c'est encore pis chez les Franco-Américains : on ne se donne même pas la peine de les lire. Alors à quoi bon se soumettre à la torture de la composition ?

On a peut-être un peu négligé les jeunes, depuis vingt-cinq ans, mais l'attention des chefs franco-américains se porte de plus en plus sur eux. La jeunesse franco-américaine a parfois montré de l'initiative, mais ses efforts ont manqué de constance et d'unité. Le 4 janvier 1908, vingt-deux jeunes gens fondèrent, à Baltimore, dans le Maryland, où ils poursuivaient leurs études, l'Association Catholique de la Jeunesse Franco-Américaine. Ses cercles se multiplièrent avec rapidité et elle pouvait déjà tenir un congrès important, à Worcester, dans le Massachusetts, les 23 et 24 août 1908 (11). Lors de son troisième congrès, à Manchester, dans le New-Hampshire, le 4 septembre 1910, elle comptait dix cercles et des centaines de membres dans tous les Etats de la Nouvelle-Angleterre (12). Il est regrettable que cette organisation ne dure pas encore et sa résurrection serait peut-être un moyen de grouper les jeunes autour de leurs aînés, afin de combiner

10. BELANGER, *Guide des F. A.*, 1929, p. 401.

11. *Cathol. Encyclop.*, t. VI, article : French Cathol. in the U. S.

12. *L'Union*, 8 sept. 1910, p. 1 et suiv.

l'enthousiasme de la jeunesse et l'expérience des vieillards pour préparer la survivance dans l'avenir, beaucoup plus incertain que le moment actuel.

Félicitons de leur initiative les étudiants franco-américains de Boston qui, grâce à l'appui des directeurs de l'Union, des Forestiers et d'autres bienfaiteurs insignes, ont organisé, en 1922, un Cercle dont le but et les activités intéressent tous les Franco-Américains (13). Ils travaillent maintenant à la fondation d'un Foyer national qui deviendrait un centre de ralliement précieux dans la métropole du Massachusetts. Le Cercle est déjà un point de contact avantageux pour les universitaires canadiens-français et franco-américains qui séjournent quelque temps dans la capitale. Les membres se réunissent une fois le mois pour le bien de l'organisation et pour entendre une causerie sur des questions d'actualité ou des problèmes d'avenir, en français toujours. Les étudiants se créent ainsi des relations qui peuvent être d'une grande utilité dans leur carrière.

Les sociétés nationales comprennent de plus en plus la nécessité urgente d'enrôler l'enfance et la jeunesse sous leurs bannières, afin de les intéresser de bonne heure et de les attacher aux œuvres de la survivance. Les caisses d'assurance infantile sont pour cela un moyen des plus efficaces et qui aurait dû exister vingt ans plus tôt. Quand les conseils d'enfants seront assez nombreux et assez forts pour entrer en pleine activité dans tous les centres franco-américains, alors pourra renaître l'espoir qui animait les fondateurs en présence de cette génération de Franco-Américains jeunes et ardents voués à l'œuvre de la survivance.

Un autre mouvement notable d'organisation de la jeunesse, c'est la création des Equipes féminines de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique. La grande société nationale compte déjà plus de cinquante équipes d'initiation composées de jeunes filles, membres de ses conseils de la Nouvelle-Angleterre et du New-York. Depuis 1931, des concours publics

13. *L'Union*, fév. 1923, p. 2, col. 3 ; août 1927, p. 7, col. 2.

sont organisés chaque été entre ces équipes dont les costumes pittoresques et les évolutions militaires forment un spectacle qui attire des milliers de spectateurs de tous les centres franco-américains.

Des réunions comme celle qui marqua le concours des équipes de l'Union, à Manchester, dans le New-Hampshire, en septembre 1934 (14), rappellent les beaux jours des Conventions générales qui rassemblaient autrefois, dans les centres principaux, des représentants de tous les groupes franco-américains, dans un esprit de fraternité générateur d'initiatives salutaires. La première de ces Conventions fut tenue à New-York, en 1865 ; elles furent ensuite annuelles, à l'exception de 1877, jusqu'en 1881 ; de 1881 à 1901, on n'en compte plus que six (15). Depuis lors, elles ont été remplacées par des Conventions régionales et les Congrès périodiques des grandes sociétés fraternelles.

L'histoire de ces Conventions générales permet de suivre pas à pas le chemin qu'ont parcouru les organisateurs de la survivance franco-américaine (16). Les Conventions soulignent, encouragent et font connaître d'abord les moindres progrès des émigrés, à l'origine même des œuvres nationales ; elles suggèrent des méthodes nouvelles et prennent l'initiative des mouvements et des programmes salutaires ; elles travaillent à l'éveil du sens national et créent des liens de solidarité ethnique entre tous les groupes franco-américains. La famille, les écoles, la tempérance, les églises, les collèges, la naturalisation, les devoirs civiques attirent constamment l'attention des délégués dont le nombre augmente d'une réunion à l'autre et qui portent ensuite, à toutes les paroisses franco-américaines le mot d'ordre et les résolutions de leurs chefs.

Quel dommage que la commission permanente nommée par la Convention de Springfield, en 1901, n'ait réalisé aucun des espoirs que l'on fondait sur elle ! Le pupitre des Conven-

14. *L'Union*, sept. 1933, p. 2.

15. DESR., FOUR., *La race fr. en Amér.*, p. 237.

16. F. GATINEAU, *Historique des Conventions génér.*, Woonsocket, 1927.

tions, au lieu de dormir maintenant dans l'édifice de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, à Woonsocket (17), serait l'un des plus utilisés du pays et les Franco-Américains jouiraient d'une étroite fédération morale, si toutefois l'union complète de leurs forces n'avait encore pu s'effectuer matériellement, grâce à la coopération de tous les esprits et de toutes les volontés.

Le plus grand effort d'agrégation des multiples sociétés franco-américaines a eu lieu en 1910, quand on fonda la Fédération catholique Franco-Américaine. Son but est magnifique et son programme aussi vaste que le rêve d'union des fondateurs ; elle se propose de « cimenter les liens d'entente fraternelle entre les membres des sociétés vraiment nationales ; de protéger, défendre et promouvoir les œuvres de religion, de charité et d'éducation ; de créer, par l'étude et la discussion, une saine opinion publique sur les sujets importants qui passionnent les contemporains ; d'affirmer la nécessité des principes chrétiens dans la vie publique et sociale, dans le gouvernement et l'administration, dans les relations financières et industrielles ; en un mot, de coopérer, avec tous les citoyens honnêtes et loyaux, avec toutes les énergies civiles et sociales, au triomphe de la vérité, de la vertu et de la justice (18). »

La Fédération groupa sous son égide une vingtaine de sociétés, mais les autres refusèrent de s'y rallier et l'accablèrent souvent de critiques, même après sa réorganisation, le 25 septembre 1916. Le travail de fédération véritable des sociétés reste donc à peine ébauché, bien qu'il s'impose de toute évidence. Les Franco-Américains ne sont pas assez nombreux pour éparpiller ainsi leurs forces et leur influence. Plusieurs des sociétés nationales ne peuvent offrir à leurs membres qu'une protection très restreinte et leur action sociale est extrêmement limitée ; loin de contribuer efficacement à la survivance, elles divisent les efforts et gaspillent des énergies précieuses qui seraient décuplées par l'union

17. *L'Union*, juillet 1924, p. 8, col. 3.

18. BELANGER, *Guide des F.-A.*, p. 403 (1929).

sans laquelle tout le groupe ethnique perdra le fruit des efforts et des succès étonnants de son remarquable passé.

Par l'intermédiaire des sociétés nationales, la France coopère de toutes ses forces à l'œuvre de la survivance franco-américaine. Elle expédie chaque année des centaines de livres français, elle octroie plusieurs milliers de francs de secours aux entreprises vouées à la diffusion de la langue française, elle honore des palmes académiques et de la Légion d'honneur les champions de la culture française aux Etats-Unis, elle envoie des conférenciers de mérite en tournée spéciale dans les centres franco-américains, elle fait publier des articles à leur sujet dans les revues de France, elle distribue des médailles et des prix pour encourager l'étude du français dans les institutions franco-américaines, elle octroie même des bourses qui permettent aux jeunes gens et aux jeunes filles d'aller parfaire leurs études à Paris, centre intellectuel du monde.

Dans le but d'entretenir avec la France des rapports aussi intimes que possible, l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique a fondé, le 28 avril 1930, le premier Comité France-Amérique des Franco-Américains, à Woonsocket. Depuis, un autre Comité a vu le jour à Lewiston, dans le Maine (19). Ces Comités recrutent des membres dans toute la Nouvelle-Angleterre. Ils étudient sans cesse les moyens de faire connaître en France le groupe franco-américain et d'établir des liens plus étroits entre la France et les Etats-Unis. Ces Comités se rattachent au Comité central France-Amérique, fondé à Paris en 1909 par M. Gabriel Hanotaux et comptant de nombreux Comités en Amérique latine, au Canada et aux Etats-Unis. Une publication hebdomadaire, une revue mensuelle et des annuaires précieux tiennent les différents groupes de membres en relations les uns avec les autres et avec la France elle-même.

Ainsi se complète l'organisation de la survivance française aux Etats-Unis. La France a préparé le berceau de la

19. *L'Union*, mai 1930, p. 1, col. 1.

nationalité franco-américaine, le Canada français lui a donné ses chefs et ses institutions, les Etats-Unis lui ont communiqué la force et l'esprit d'initiative d'où surgit l'âme franco-américaine, encore si catholique qu'elle fournit des prélats à l'Eglise, encore si française qu'elle communie pleinement à l'âme de la France éternelle par la langue, la culture et l'esprit des ancêtres qui ont exploré, conquis et civilisé les deux tiers de l'Amérique septentrionale.

TROISIÈME PARTIE

Les Obstacles à la survivance franco-américaine.

« La première loi de l'histoire, c'est de ne pas mentir ; la seconde, c'est de ne pas craindre de dire la vérité. »

LÉON XIII, Lettre *Saepe numero*,
le 18 août 1883.

CHAPITRE PREMIER

LE MILIEU

La survivance franco-américaine est donc puissamment organisée. L'une après l'autre, les pierres de l'édifice national ont été posées par des architectes sages, prudents et tenaces ; la famille, la paroisse, l'école, les collèges et les couvents, les hospices et les hôpitaux, de multiples institutions, entourent d'un rempart solide l'âme franco-américaine. En dépit de préoccupations matérielles inconnues de leurs fils, les émigrés canadiens-français ont élevé à la race française aux Etats-Unis un monument aussi remarquable que leur entêtement à parler et à prier en français.

En contemplant ce passé digne de l'histoire, ceux qui connaissent bien l'état de l'âme franco-américaine actuelle se posent avec angoisse la question suivante : l'édifice franco-américain sera-t-il la citadelle ou le mausolée de la race fran-

çaise en Amérique, pendant la seconde partie de ce siècle turbulent ? On constate en effet que les Franco-Américains subissent fortement l'influence du milieu, qu'ils ne résistent plus avec autant de vigueur à l'assimilation, qu'ils réagissent trop faiblement contre les obstacles à la survivance, qu'ils gaspillent les plus beaux fruits d'une organisation nationale sur laquelle on fondait avec raison les plus belles espérances.

Sans doute, quelques Franco-Américains dont il est difficile de mettre en doute les bonnes intentions s'obstinent à chercher noise à certain groupe ethnique qu'ils accusent d'efforts continuels pour saper les bases de la survivance française en Amérique (1). D'autres, moins nombreux, soupçonnent-ils quelqu'un de vouloir s'endormir sur la brèche ou de toucher seulement à leurs préjugés qu'aussitôt ils le traînent sur la place publique, le flagellent de leurs anathèmes et croient tout sauver en écrasant un malheureux qui a simplement fait preuve d'ignorance, de fatigue ou d'impuissance (2).

Ces méthodes d'arrière-garde sont extrêmement dangereuses, même quand elles s'attaquent à la mauvaise foi. Dans l'ardeur de la bataille, on ne sait pas toujours mesurer ses coups. Il n'est point d'excuse pour le soldat qui frappe ses chefs et décapite les organisateurs des succès du présent et des victoires du passé. Il est toujours utile de s'attaquer aux fautes et aux erreurs nationales, mais il est défendu de calomnier les hommes dont la ruine entraînerait celle des œuvres nécessaires à la survivance.

Ces Franco-Américains qui se croient toujours persécutés oublient que la persécution joue un rôle important dans la survivance des minorités et le développement des institutions. La moitié des Canadiens français de l'Ontario ne savaient déjà plus leur langue, quand on a essayé de leur enlever leurs écoles ; le fameux Règlement XVII fut pour eux le signal d'un réveil salutaire. Si les races abâtardies s'étiolent sous le joug de l'oppresseur, les races puissantes se fortifient dans

1. A. GOULET, *Une Nouv. Fr. en N.-A.* Paris, 1934.

2. Voir : *Le Travailleur*, Worcester, 1933-1935.

l'arène où elles accomplissent leur destinée. Il serait facile de prouver que la plupart des Franco-Américains seraient aujourd'hui complètement assimilés, sans l'opposition irlandaise qui les poussa à fonder leurs propres paroisses. S'il est agréable enfin de jouir de toutes les libertés, il est beau de les conquérir d'abord et ces conquêtes sont un élément essentiel de formation des âmes nationales.

Lord Elgin avait bien compris les conséquences ordinaires de la persécution ethnique, quand il écrivit du Canada à Lord Grey, alors premier ministre d'Angleterre : « Je suis parfaitement convaincu de l'inopportunité des efforts qui tendent à dénationaliser les Canadiens français ; généralement, ces tentatives produisent un effet contraire à celui qu'on en attend, car elles raniment le feu des préjugés et des animosités nationales (3). » Mgr Langevin, le grand défenseur des écoles françaises du Manitoba, écrivait dans le même sens : « La persécution est le marteau qui enfonce le clou des convictions sérieuses ; c'est l'arrosage avec le sang de la plante qui doit devenir un grand arbre (4). »

Les adversaires les plus dangereux de l'âme franco-américaine, ce n'est donc pas à l'extérieur qu'il les faut chercher d'abord ; c'est surtout à l'intérieur du groupe ethnique lui-même, dans les esprits et les cœurs, dans les familles, les écoles, les paroisses et les entreprises nationales. On ne peut s'attarder trop longuement à rappeler cette vérité fondamentale que les Franco-Américains semblent vouloir ignorer à tout prix, parce qu'elle impose à tous une lutte obscure et sans trêve contre des ennemis subtils qui décomposent peu à peu les fibres même de leur âme. Le premier de ces ennemis, c'est l'ambiance américaine.

L'influence du milieu sur les êtres vivants, bien que relativement mystérieuse encore, n'en est pas moins réelle et facile à vérifier. Il suffit parfois de transplanter un arbre pour le transformer ; les principales modifications que l'on constate dans le règne animal sont dues en grande partie aux varia-

3. BEAUVAU-CRAON, *La survivance fr. au Canada*, p. 226.

4. A. SAVAËTE, *Mgr Langevin*, p. 493.

tions du milieu ; un siècle de déracinement altère d'une façon très sensible le caractère ethnique des peuples.

Il est de toute évidence alors que, dans un pays aussi anormal que les Etats-Unis, le milieu doit agir fortement sur les Franco-Américains, malgré ce rempart d'institutions qu'ils ont élevé entre leur âme et l'ambiance délétère. La puissance de pénétration de l'âme américaine est telle que l'Europe elle-même ne peut s'y soustraire complètement, en dépit de la distance et de l'atavisme. Les Franco-Américains ne pourront donc pas échapper à son influence directe, dans le milieu où l'immigration les a transplantés.

Le Franco-Américain porte d'abord les traces des conditions physiques dans lesquelles il vit et travaille aux Etats-Unis. Bien que le type français persiste au point qu'il ressemble encore à ses cousins de France et à ses frères du Québec, l'émigré d'hier est déjà plus alerte, plus nerveux, plus entreprenant que le Canadien français ; peu à peu, sa démarche se modifie, les attitudes et les réactions physiques ne sont plus tout à fait les mêmes. Dans les collèges canadiens, les Franco-Américains forment souvent un groupe distinct des autres élèves et dans les paroisses du Québec on reconnaît facilement les Franco-Américains en promenade chez les parents et amis de la vieille province.

Cette différence s'accroît d'une génération à l'autre, parce que les réactions psychologiques évoluent également. Les fils nés aux Etats-Unis ressemblent moins à leurs parents originaires du Canada, ils empruntent à leur milieu des façons de penser et d'agir qui étonnent leurs pères et mères et qui empêchent les grands-parents de comprendre leurs petits-enfants. L'ambiance agit d'autant plus sur la troisième et la quatrième générations que les ressorts secrets de l'âme franco-américaine ont été modifiés sensiblement par les circonstances de temps, de lieu, de personnes et d'événements qui, aux Etats-Unis, composent une atmosphère intellectuelle et sociale si peu en rapport avec l'âme latine des jeunes Franco-Américains.

Aussi le problème de la jeunesse, de celle d'après-guerre

en particulier, se pose-t-il avec une acuité extrême pour le groupe franco-américain. Les jeunes gens et les jeunes filles échappent au contrôle de la famille, de la paroisse, des sociétés nationales ; ils ont peu ou point de sens ethnique, ils s'éloignent des réunions que dirigent leurs aînés ; s'ils ne peuvent agir seuls et à leur guise, ils se couchent dans la tranchée en laissant à d'autres le soin d'organiser la résistance.

Vis-à-vis du français, les attitudes de la jeunesse franco-américaine se réduisent aux trois suivantes : les uns connaissent passablement leur langue, mais ils la parlent aussi rarement que possible ; la plupart savent très peu le français et le parlent encore moins ; un grand nombre ne le savent plus du tout ou ne veulent plus le parler. Ils répondent en anglais à ceux qui leur parlent français, ils oublient vite les leçons machinalement apprises à l'école, ils grandissent dans un milieu presque exclusivement américain qu'ils introduisent ensuite dans le foyer qu'ils fondent eux-mêmes.

Chez plusieurs, une réaction même puissante serait absolument inutile. L'école neutre, les compagnons, le cinéma, la presse américaine, l'automobile, toute cette vie fiévreuse et purement matérielle a désorienté, désagrégé leur âme nationale, faisant oublier les valeurs spirituelles et abandonner les plus saintes traditions. Demain, c'est le mariage mixte, le changement de nom, la perte de la foi religieuse, la fusion complète dans le creuset américain.

Ce fléchissement qui inspire de justes craintes pour l'avenir de la survivance franco-américaine provient d'abord de la négligence des parents qui ne songent même pas à exiger qu'on parle français en famille ; le journal de langue française est la seule voix qui leur rappelle cette obligation et ils ne l'entendent pas. Les vieux parents sont les premiers à souffrir de cette anomalie ; quand ils ne savent pas bien l'anglais, leurs enfants se moquent ou rougissent d'eux ; quand ils le savent, leurs enfants leur échappent quand même de plus en plus, parce qu'ils redoutent les préjugés de la vieille génération et trouvent toujours que les parents re-

tardent ; la différence d'âme est si profonde qu'elle creuse déjà un abîme entre les parents et les enfants, d'une génération à l'autre.

Il en résulte pour la famille franco-américaine de malheureuses divisions qui ne peuvent que l'affaiblir, d'autant plus qu'elle souffre aussi de l'ambiance. La crise de l'autorité n'est pas moins évidente dans les foyers franco-américains que dans les autres familles des Etats-Unis. Les mariages entre catholiques de nationalité différente et entre catholiques et protestants ou agnostiques se multiplient avec une rapidité alarmante. On reconnaît les suites désastreuses de ces unions mal assorties : oubli total de la langue maternelle dans la plupart des cas, abandon graduel des pratiques religieuses, assimilation complète des conjoints et des enfants.

Un exposé sur cette question, en Allemagne, montre que, non seulement la majorité des enfants issus de mariages mixtes sont élevés dans le protestantisme, mais souvent aussi que le conjoint catholique lui-même est perdu pour l'Eglise (5). Ce qui est vrai pour l'Allemagne ne l'est pas moins pour les Etats-Unis.

D'autre part, les liens du mariage ne peuvent manquer de s'affaiblir au contact de la société américaine où la famille porte ce cachet temporaire qui marque toutes les institutions de ce pays nouveau où l'on ne semble pas vouloir fonder de façon trop durable afin de pouvoir évoluer plus facilement. Le divorce répugne encore aux Franco-Américains, qui restent profondément catholiques, mais les foyers se dissolvent plus souvent par la séparation des époux et la dispersion des enfants.

Cependant les conditions économiques et la vie citadine tendent à limiter sensiblement la fécondité des familles. Comme les Sirènes du vieil Homère, les villes boivent le sang des races qui se jettent dans leurs bras ; ce sont des mangeuses d'hommes et d'enfants. Malgré les chants de Virgile et d'Horace, l'Empire romain est mort en grande

5. *L'Ami du clergé*. Paris, 1905, p. 1064.

partie de la désertion des campagnes, réservoir principal de la force vive des nations à qui la terre inculque l'amour du travail et du sacrifice, de la prière et de la famille. « On ne connaît pas de quatrième génération en ville (6), » écrivait naguère le Dr Dazzo, éminent sociologue de Budapest. « Elevez un mur autour de Paris, disait Victor Hugo, donnez à ses habitants tout ce qu'il faut pour mener une vie normale à l'intérieur de ses murailles ; mais ne laissez personne en sortir ou y pénétrer. Au bout de trois générations, Paris sera désert (7). »

La situation des familles est d'autant plus précaire en ville que le chômage y devient périodique et que les salaires sont inférieurs au budget normal d'une famille de cinq personnes ou plus, moyenne ordinaire dans les paroisses franco-américaines. Les revenus étiques de notre époque sont donc la ruine des familles nombreuses, l'appauvrissement de la race, le recours à l'onanisme et à la stérilité volontaire.

Nous avons assisté à l'exode de deux millions au moins de Canadiens français qui sont allés s'établir aux Etats-Unis. S'ils avaient gardé leur habitude québécoise de doubler leur nombre tous les vingt ans, ils devraient être maintenant dans les trois millions. Or ils ont à peine maintenu le chiffre de l'immigration (8). Dans certaines paroisses où les familles ont particulièrement souffert du chômage depuis 1930, on enregistre moins de naissances que de décès et les prédicateurs de retraites soulignent en termes non équivoques les causes de ce fléchissement déplorable de la natalité.

Dans les paroisses, l'attitude du clergé franco-américain formé aux Etats-Unis n'est plus celle des fondateurs et des organisateurs de la survivance. La plupart des jeunes prêtres subissent fortement l'influence du milieu et se préoccupent plus de prêcher en français que de savoir si on comprend encore leur prédication. Un grand nombre de leurs jeunes ouailles ne peuvent plus se confesser en français, ne com-

6. *La Revue nationale*. Montréal, avril 1931.

7. EADEM, *Ibid.*

8. BELANGER, *Guide du F.-A.*, 1933, passim.

prennent plus les instructions dominicales du curé ou de ses vicaires, ont recours aux paroisses irlandaises pour la pratique de leur religion. Un organe national canadien-français dont on regrette encore la disparition, écrivait déjà il y a plus de dix ans : « Faut-il dire, avec quelques critiques, que les nouveaux prêtres franco-américains comprennent un peu différemment leurs devoirs, qu'ils sont plus enclins... à oublier que le problème ne consiste pas à faire des enfants des Américains, mais à les garder franco-américains (9). »

La théorie de la langue gardienne de la foi, parce qu'elle n'est pas démontrée comme une thèse de philosophie thomiste, ne compte pas assez d'apôtres dans les rangs du clergé franco-américain. A quoi bon tout le travail, tous les sacrifices, toutes les dépenses du passé, si les Franco-Américains sont pour devenir prochainement de simples Américains à la foi vacillante comme leurs frères irlandais (10) ?

L'anglais est la langue du protestantisme, la langue du commerce et de l'industrie, la langue des finances et de la vie économique ; cette langue est d'autant plus envahissante aux Etats-Unis qu'elle est servie par une littérature populaire aux formes les plus attrayantes et les plus variées. Le problème qui se pose pour les Franco-Américains est à peu près le suivant : il leur faut apprendre aussi bien que possible l'anglais, y choisir les formes de pensée et de culture capables d'enrichir les leurs, élaguer les autres. D'autre part, il leur faut apprendre le mieux possible et parler aussi souvent qu'ils le peuvent la langue française qui reste la pierre angulaire de leur nationalité, et donner toujours la préférence à la culture française et à la pensée nationale.

Cette doctrine, la presse franco-américaine est à peu près seule à la prêcher ; or les moyens et l'influence de cette presse sont nécessairement limités aussi par l'ambiance. Le tirage, les ressources, les services, l'outillage et le personnel des grands journaux américains lui manquent trop, nous l'avons vu, pour qu'elle puisse leur faire une concurrence vraiment

9. *Action can.-fr.*, Montréal, janvier 1924.

10. *Catholic Encyclopedia*, article : Irish.

efficace. D'un autre côté, l'attitude des Franco-Américains à l'égard de leur presse est trop souvent négative pour ne pas lui nuire, tant auprès du groupe ethnique qu'elle sert de son mieux, qu'auprès des étrangers qui la lisent parfois avec plus d'attention que les Franco-Américains. On s'applique à souligner les imperfections, les faiblesses, l'impuissance relative des journaux de langue française, sans jamais rien faire pour remédier à leur insuffisance et à leur pénurie, avec un manque de sens national qui ruine parfois des œuvres aussi bien établies que l'*Opinion publique* de Worcester et la *Tribune* de Woonsocket.

Quotidien de belle allure et de belle tenue, composé par les hommes de carrière les plus compétents, servi par un outillage moderne et les correspondants les plus actifs de l'Etat, successeur populaire du *Travailleur* de Ferdinand Gagnon, depuis le 27 janvier 1893, fort de trente-huit années d'expérience et d'action franco-américaine, dans le comté de Worcester où l'on trouve plus de cinquante mille Franco-Américains, le grand journal connu sous le nom de l'*Opinion publique* est mort dans la misère, en 1931.

Plus récemment encore, un journal quotidien fondé en 1895, dans la belle ville franco-américaine de Woonsocket, sans concurrence sérieuse dans le champ de la presse locale, conduit selon des méthodes d'affaires éprouvées par l'expérience, entouré des circonstances les plus favorables à l'épanouissement des œuvres nationales, le journal puissant nommé la *Tribune* a rendu le dernier soupir, durant l'été de 1934.

Au sein du matérialisme dissolvant, du terre à terre général, du vertige extraordinaire qui caractérise leur milieu actuel, les Franco-Américains semblent perdre graduellement la notion des principes et le sens des valeurs pour lesquelles leurs pères ont lutté jusqu'à la mort. Sous prétexte de conciliation, le médecin, l'avocat, le marchand franco-américain vendent leur droit d'aînesse pour un plat de lentilles ; quand plus de quatre-vingt-dix pour cent de leur clientèle est de langue française, ils donnent leur appui aux journaux anglais

et le refusent à la presse de langue française qu'ils calomnient par-dessus le marché.

Les journaux franco-américains sont donc réduits à solliciter des annonces auprès des maisons étrangères à leur élément. Les maisons d'affaires franco-américaines ne leur jettent pas un pour cent de ce qu'elles payent volontiers à la presse neutre qui ne leur attire pas un dixième de leur clientèle ; et l'on voit constamment cette anomalie se répéter dans tous les centres franco-américains : Cohen, Pratt et Kelley faisant vivre le journal français pour des lecteurs qui favorisent plutôt leurs concurrents.

On semble avoir honte de parler sa langue et de se montrer franco-américain. C'est tout le passé qui, derrière cette attitude funeste, se ferme rapidement, tous les triomphes d'hier dont on proclame l'inutilité, toute la mission providentielle de la race française en Amérique qu'on renie, parce qu'on ne veut plus se donner la peine de parler et de faire parler la plus belle des langues, la langue maternelle, langue de la diplomatie, langue de la culture par excellence, langue précise, claire, harmonieuse et riche entre toutes : la langue française.

La plupart du temps, les livres français font complètement défaut ; ceux qui en ont ne les prêtent pas et ceux qui les empruntent ne les lisent pas. C'est extraordinaire comme les Franco-Américains lisent peu de français, en général ; même la classe instruite est coupable à cet égard d'omissions étonnantes. Une foule d'anciens élèves du Collège de l'Assomption se gardent bien de souscrire à la jolie petite revue de leur Alma Mater, l'*Assomption*, qui leur apporterait chaque mois quelques pages de souvenirs agréables, d'anecdotes intéressantes, quelques instants de lecture française.

Cette apathie du Franco-Américain à l'égard de sa langue maternelle est d'autant plus inexplicable que les relations internationales ont donné à l'étude du français, en Amérique, une impulsion remarquable depuis le traité de Versailles. Que de diplomates américains ont répété, depuis dix ans, les paroles de Sir Robert Borden au Parlement d'Ottawa :

« Nous devrions nous sentir honteux de ce que si peu d'entre nous savent le français, tandis que là-bas, cinquante-quatre nations le parlent couramment. » Le nombre des personnes qui étudient privément le français augmente chaque année, aux Etats-Unis ; les divers groupements de l'Alliance française comptent souvent parmi leurs membres plus d'Américains que de Franco-Américains ; dans les écoles et les collèges du pays, cinquante-cinq pour cent des élèves qui étudient les langues étrangères choisissent le français (11). »

Au point de vue pratique, on ne saurait exagérer l'importance du français pour les Franco-Américains. Dans les centres où ils ont fait tache d'huile, la plupart des magasins, des entreprises industrielles et des organisations publiques ont toujours à leur service un certain nombre d'employés de langue française dans le seul but d'attirer et de servir le groupe franco-américain. Voilà donc une foule de positions lucratives et honorables qui échappent aux Franco-Américains dès qu'ils cessent de parler français.

Il serait inutile de croire que les autorités civiles, que les fonctionnaires de l'Etat, que les partis politiques, reconnaîtront officiellement le groupe ethnique franco-américain, comme ils le font maintenant, quand il aura perdu sa langue. Sans doute, les Franco-Américains qui occupent avec honneur de nombreuses charges publiques aux Etats-Unis sont choisis pour leur compétence et leurs qualités personnelles ; mais combien d'entre eux seraient morts obscurs comme ils sont nés, sans l'usage de la langue française et l'appui des Franco-Américains.

Si tous les Franco-Américains de chaque district voulaient s'unir et parler leur langue, ils auraient bientôt la meilleure presse de la région, ils sauraient s'imposer à tous leurs concitoyens, ils marcheraient à pas de géant dans la voie des conquêtes pacifiques et profiteraient entièrement de leur œuvres nationales. Il faut donc déplorer le manque de logique des parvenus qui affectent une indifférence dédaigneuse à l'égard

11. C. A. WHEELER, *Enrollment in Foreign Languages in Secondary Schools and Colleges in the U. S.* New-York, 1928. *Passim*.

du français, après s'en être servis pour monter à la place qu'ils ne méritent pas ; il faut réagir contre les clubs soi-disant nationaux où l'on n'entend jamais un mot de français ; il faut condamner hautement l'attitude néfaste de ces entreprises nominale^{ment} franco-américaines qui ne font rien pour promouvoir la cause du français dans le groupe ethnique où elles puisent leur origine et les éléments principaux de leur existence inutile aux Franco-Américains.

Cette attitude négative existe aussi à l'égard des sociétés nationales franco-américaines. Conçoit-on que la totalité de ces sociétés compte à peine cent mille membres, quand leurs services aux familles et aux individus sont même supérieurs aux services que peuvent rendre les sociétés neutres et les simples compagnies d'assurances ? C'est trois cent mille membres au moins qu'elles auraient dû enregistrer durant ce quart de siècle de recrutement intense.

Les critiques les plus invétérés des sociétés nationales sont ordinairement des agents d'assurance franco-américains. Ils amoncellent les chiffres aux yeux des ignorants incapables de les confondre et qui se laissent bern^{er} par leurs exagérations. D'autre part, les membres des sociétés n'assistent pas assez régulièrement aux assemblées ; ils se plaignent que les conseils manquent de vie et ils se refusent à leur apporter la quote-part d'intérêt individuel nécessaire à l'activité de l'ensemble ; ils critiquent les décisions des conseils, sans connaître exactement leur nature et en s'obstinant à ne pas se renseigner.

Le tourbillon américain a désorienté les âmes qui se laissent emporter comme des feuilles mortes au souffle de tous les vents contraires à leur intérêt. L'indifférence et l'apathie, l'insouciance et la paresse les soustraient à toute discipline vraiment efficace. La jeunesse franco-américaine est intelligente et active, mais elle se désintéresse trop des œuvres nationales, elle manque de persévérance et d'esprit de suite ; si elle ne réussit pas au premier effort, elle se décourage, se retire sous la tente ou change de profession.

Dès qu'ils tiennent en mains un diplôme quelconque, les

jeunes Franco-Américains croient tout savoir, jettent leurs livres au feu, cessent de lire autre chose que des revues légères. Le débraillé du langage, le décousu des conversations, le manque d'idées générales et d'éveil intellectuel sont partout évidents. On ne veut pas comprendre que la formation de l'esprit et du cœur humains sont l'œuvre de la vie entière, que plus on avance dans le domaine des idées plus il faut d'application pour conserver ce qui est acquis, pour développer ce qui reste inculte, pour faire valoir les labeurs du passé dans le présent et l'avenir.

Les Franco-Américains comptent quelques hommes influents dans presque toutes les sphères de la vie publique, mais ils n'y ont point d'hommes vraiment supérieurs ; ils manquent trop d'application et de ténacité pour cela. Quand on veut jouer son rôle, il faut s'y préparer longuement, soigneusement, dès l'enfance, pendant sa jeunesse, toute sa vie. Les carrières vraiment importantes ressemblent au rayon fugitif de l'étoile qui met cent ans à traverser l'espace pour briller une seconde aux yeux des mortels, ou à la goutte d'huile minérale qui jette un instant de chaleur après trente siècles d'évolution géologique.

Enfin, tout le groupe franco-américain veut commander et personne ne veut obéir. Les héros des magazines et du cinéma populaire américains semblent avoir donné aux fils des émigrés canadiens-français l'illusion qu'il est loisible à tous de briller comme des flambeaux dans la nuit des préjugés ou comme des phares sur la mer agitée de la vie moderne ; nul ne peut se résoudre à devenir le cierge qui se consume humblement devant l'autel obscur, la lampe qui éclaire la table familiale, la flamme qui réchauffe l'âtre domestique, l'étincelle qui entretient et ranime au cœur de la famille le feu sacré des traditions ancestrales.

Une forte réaction s'impose donc au plus tôt, si les Franco-Américains ne veulent pas perdre le fruit des sacrifices antérieurs. Le clergé, qui a fondé la survivance en prêchant que la langue est la sauvegarde de l'âme nationale, doit continuer de prêcher l'usage du français ou désavouer carrément le

travail du passé ; au foyer et à l'école, il faut insister continuellement sur l'usage du français, ou se résoudre définitivement à la mort nationale ; dans toutes les réunions franco-américaines, les chefs doivent tenir avant tout à l'usage de la langue maternelle, ou voir neutraliser leurs plus beaux efforts ; l'élite enfin doit se consacrer au développement du sens national qui est la sauvegarde nécessaire de la langue et de la fierté sans lesquelles les Franco-Américains sont destinés à l'assimilation prochaine dans le grand tout des Etats-Unis.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE MANQUE DE FIERTÉ NATIONALE

La fierté nationale est la condition essentielle de la fidélité ethnique. On admire et on aime un passé rempli d'honneur et de noblesse. Forcés de siéger au Reich, les députés de l'Alsace-Lorraine proclament fièrement leur amour de la France et leur protestation solennelle passe à l'histoire. Quelques années auparavant, lorsqu'un sectaire osa prononcer en plein Sénat américain certaines paroles injurieuses contre les immigrants du Canada, le sénateur Louis Vital Bogy se contenta de cette fière réplique : « Je suis Canadien français d'origine, et j'en suis fier ; je suis catholique, et j'en remercie Dieu ; je suis citoyen de cette grande République, que j'aime et que je respecte, et j'en suis heureux (1). »

Cette fidélité nationale est fondée sur la connaissance de l'histoire et le culte du passé. « Tout le genre humain, dit Pascal, m'apparaît comme un seul être qui se souvient et qui avance. » Quand l'homme se renouvelle continuellement par l'assimilation physique et intellectuelle, sa personnalité reste la même grâce à la mémoire ; ainsi les nations évoluent et changent, mais les peuples restent les mêmes grâce au souvenir, à l'histoire qu'un poète a justement appelée « la mémoire immortelle des siècles ».

Les apostasies ethniques qui se multiplient actuellement d'une façon alarmante chez les Franco-Américains, quand elles ne sont pas motivées par l'intérêt immédiat, le besoin de vivre à tout prix, même en reniant l'héritage des aïeux, sont dues

1. BELANGER, *Guide f.-a.*, 1933, p. 193.

au manque de fierté nationale. Les Franco-Américains ne connaissent pas leur histoire, ignorent tout de leur passé glorieux, ne comprennent pas la fière devise des ancêtres : « Je me souviens ».

Et pourtant, l'observateur attentif qui promène son regard sur l'œuvre accomplie par les Franco-Américains en trois quarts de siècle ne peut taire son étonnement et son admiration. Les immigrants d'hier étaient sans ressources au moment de leur entrée aux Etats-Unis ; c'est à cause de leur pauvreté surtout qu'ils se sont déracinés. Dans le pays inconnu où ils venaient chercher fortune, ils rencontrèrent d'abord des obstacles inattendus, une hostilité notable dans leur entourage, parfois même une opposition très forte à leur survivance.

Ils n'avaient rien et durent tout créer, si l'on peut dire, au milieu de difficultés sans cesse renaissantes. En 1763, les colons abandonnés du Québec avaient au moins la terre qu'ils connaissaient bien ; en 1870, les Alsaciens-Lorrains gardèrent leurs paroisses et leurs foyers. Mais les immigrants canadiens-français durent tout abandonner en passant la frontière avec les quelques dollars qu'ils avaient hérités de leurs pères ou arrachés douloureusement au sol canadien.

Trente, cinquante, soixante ans ont passé ; ce sont des minutes dans la vie d'un peuple, mais ces minutes ont suffi aux Franco-Américains pour fonder leurs foyers, bâtir leurs écoles et leurs églises, publier des centaines de journaux, organiser des sociétés fortes et riches, ouvrir des collèges et des couvents, des hospices et des hôpitaux. Ceux qui ont vu surgir de terre leurs temples magnifiques, leurs fondations monumentales, leurs multiples institutions, crient souvent au miracle en face de cette prodigieuse vitalité. Que de sacrifices joyeusement consentis, que de travail accepté en esprit de devoir, que d'obscurs dévouements de la part du clergé, des congrégations religieuses, des hommes de profession, des familles et des individus, pour fonder et affermir la survivance nationale aux Etats-Unis !

La grandeur de ces résultats étonne d'autant plus que les moyens dont disposaient les immigrés étaient aussi faibles

que leur influence. Pauvres, illettrés, timides, ils n'avaient que leurs bras et leur âme à leur disposition. Or ils comptent aujourd'hui des œuvres et des personnalités dans tous les domaines de l'activité publique et privée ; leurs familles honorent les milieux où elles s'épanouissent, leurs églises sont les plus belles et leurs écoles, les plus complètes, dans les centres où ils sont groupés en nombre suffisant ; leurs maisons d'enseignement supérieur et leurs sociétés nationales excellent par la perfection des méthodes et la grandeur des succès.

Les Franco-Américains s'imposent, non seulement comme groupe, mais encore comme individus. Au catholicisme, ils ont donné un évêque, Mgr George-Albert Guertin, de Manchester, dans le New-Hampshire ; en politique, ils ont été représentés par Louis Vital Bogy, sénateur du Missouri après avoir été premier lieutenant-gouverneur des Illinois, par Pierre Broussard, député de la Louisiane à la Chambre de Washington, puis sénateur des Etats-Unis, par le sulpicien Gabriel Richard, député du Michigan à Washington, par le célèbre Aram J. Pothier, de Woonsocket, gouverneur du Rhode Island pendant quatre termes, après avoir été maire de sa ville et lieutenant-gouverneur de son Etat. Les magistrats, les consuls et les législateurs qu'ils ont fournis dans le passé, qu'ils continuent de fournir dans le présent à la Nouvelle-Angleterre en particulier, sont trop nombreux pour être mentionnés dans ces pages. Ils comptent actuellement une douzaine de maires et une légion de conseillers et de fonctionnaires, dans les municipalités où leur nombre est assez considérable. L'influence franco-américaine se fait sentir en médecine, au barreau, dans l'administration, dans les beaux-arts et les arts libéraux, dans l'enseignement, l'industrie, les assurances, toutes les branches du commerce, tous les arts et métiers, tous les champs de l'activité américaine. Car « ils savent tout faire » (2), ces Français du Canada.

Les Franco-Américains ont donc le droit d'être fiers de

2. W. H. MOORE, *The Clash*, p. 88.

leur présent et de leur passé. Mais plusieurs d'entre eux expriment des craintes bien motivées pour l'avenir, à cause des faiblesses qu'ils constatent dans leur entourage. La génération de la Grande Guerre et celle qui pousse aujourd'hui ne semblent pas comprendre en effet le problème de la survivance ; elles ignorent ce passé de luttes et de triomphes, elles ne savent pas le premier mot de leur histoire, elles manquent totalement d'éducation ethnique et de sens national.

A qui la faute ? A tous leurs aînés qui n'ont pas su faire passer sous les yeux de l'enfance et de la jeunesse le panorama des gestes d'autrefois. La plupart des chefs de famille franco-américains ignorent leur histoire nationale qu'on n'a d'ailleurs jamais écrite ; ils ne comprennent pas l'âme franco-américaine, qu'on n'a jamais essayé de définir ; ils vivent du travail des ancêtres, sans se préoccuper des devoirs du présent et des obligations que l'avenir prépare à leurs enfants.

Avec leurs programmes déjà surchargés, les écoles franco-américaines ont à peine le temps d'enseigner l'histoire nationale, qu'elles ne savent pas toujours très bien elles-mêmes et qu'elles avouent parfois comprendre encore moins. La presse et les sociétés nationales frappent souvent de grands coups, claironnent un appel ou un avertissement dont on constate l'exactitude et l'opportunité ; mais tout se perd dans le tintamarre de la lutte pour l'existence et des querelles de clocher.

L'éducation du sens national par l'histoire et l'exemple s'impose de toute évidence, au foyer et à l'école, en public et en particulier, si les Franco-Américains ont à cœur de perpétuer leur survivance ethnique. Il faut dérouler sous les yeux des enfants le spectacle des luttes et des victoires du passé, il faut définir clairement à la jeunesse l'âme franco-américaine, il faut déterminer les moyens à prendre pour développer et maintenir le sens national dans tous les rangs du groupe ethnique, si l'on veut profiter pleinement de l'œuvre des ancêtres, quand les derniers survivants de cette phalange héroïque des fondateurs auront quitté l'arène et laissé choir le flambeau qu'ils ont allumé aux Etats-Unis.

Leur successeurs subissent trop aujourd'hui l'influence de l'élément qui se dit vieil-américain afin d'en imposer aux immigrants de date plus récente. Le peintre par excellence de l'âme américaine, Sinclair Lewis, définit ainsi ce vieil-américain : « Un mélange d'Allemand, de Français, d'Ecossais, d'Irlandais, peut-être un peu d'Espagnol, vraisemblablement mâtiné de Juif et de beaucoup d'Anglais, cette dernière race étant elle-même une combinaison de Bretons, de Celtes, de Phéniciens, de Romains, de Germains, de Danois et de Suédois (3). »

Auprès de ce métissage cosmopolite, les Franco-Américains peuvent d'abord se prévaloir d'une étonnante pureté de race. Sans vouloir nous attarder aux doctrines de Gobineau rajeuni de Mendel et popularisé par certains démagogues en quête d'arguments, il nous semble à propos de signaler une préservation des caractères ethniques français qui est toute à l'honneur de l'élément franco-américain. On s'étonne de retrouver maintenant dans les centres de la Nouvelle-Angleterre un si grand nombre de types correspondant encore aux types français et permettant aux Franco-Américains qui séjournent à Paris de rencontrer en France les physionomies de leurs parents d'Amérique. C'est l'indice certain de la puissance du mécanisme héréditaire qui serait détruit par l'assimilation.

Mais les Franco-Américains n'ont pas besoin de se réclamer de cette pureté ethnique pour prendre fièrement leur place au soleil des libertés américaines. Les travaux des ancêtres, les combats du passé, les noms et les monuments français en Amérique sont des motifs de fierté nationale qui doivent leur suffire amplement. Ces œuvres ne sont-elles pas le produit de l'âme française dont ils ont gardé les caractères les plus précieux en s'entourant de puissantes institutions ? La grande République américaine doit à la France plusieurs de ses premiers colons, ses premiers missionnaires, les deux tiers de son territoire, son indépendance, quelques-uns des fondateurs de son commerce et de ses industries,

3. *Arrowsmith*, p. 2.

l'initiative de l'instruction publique et de ses beaux-arts.

Faneuil, Lispenards, Allaire, Marquand, de Lancey, Manigault, sont des noms célèbres dans l'histoire commerciale de la Nouvelle-Angleterre. Plus tard, les réfugiés bonapartistes enseignèrent aux colons la culture soignée du raisin, du coton, du sucre, de l'indigo, de la soie, du riz, du tabac et des arbres fruitiers, dans la Caroline du Sud, la Floride, l'Arkansas et le Texas (4). Joseph Bonaparte acheta dans le New-York un terrain de cent mille hectares ; il le céda plus tard aux expatriés français qui y installèrent une filature de coton, une forge et une usine de papier, premières industries du comté de Jefferson (5). Le nom des grands industriels Du Pont de Nemours, Lorillard et Cannon est fameux dans le monde entier.

Au premier rang de la société américaine, depuis deux siècles, on trouve des hommes qui se glorifient de leurs origines françaises ; en politique : John Adams, Alexandre, Hamilton, Tyler, Garfield, Delanos, Depew, Ely, Roosevelt, Taft, Calvin Coolidge, La Follette ; dans la marine et l'armée : Dewey, Scott, le général Marion, Stephen Decatur, le général Pershing ; en littérature : Longfellow, Whittier, Thoreau, Maury, Dana ; quelle pléiade de gloires nationales !

Ainsi l'action de la France s'est prolongée indéfiniment dans la trame même de la République américaine, dans la constitution du pays, dans son enseignement, son art et ses institutions. Il importe de souligner aussi clairement que possible ce fait indéniable qui donne aux Franco-Américains le droit de revendiquer une place exceptionnelle auprès des immigrants accourus aux Etats-Unis depuis un siècle à peine. La race française est en Amérique depuis quatre cents ans et nos ancêtres ont joué un rôle plus important que celui de toute autre race, après la race anglo-saxonne, dans la fondation et l'organisation des Etats-Unis.

Rappelons encore l'*American Philosophical Society* de Philadelphie, dont le premier président fut Benjamin Franklin,

4. Edith PHILLIPS, *Les Réfugiés bonapartistes*. Paris, 1923.

5. BELANGER, *Guide f.-a.*, 1933, p. 310.

le grand ami de la France. Buffon, Linné, Leroux, Condorcet, Lavoisin, Poussin, Lafayette, Vergennes, en firent tout de suite partie. Plus tard, Talleyrand, du Ponceau, Pierre Du Pont, exilés de France à cause de leur politique, illustrèrent ses annales de leurs écrits. Son historien déclare qu'elle a été « l'une des principales sources d'influence française en Amérique » (6).

Au xix^e siècle, l'influence de Jean-Jacques Rousseau fut l'une des plus importantes en Amérique. Politiciens, professeurs et pédagogues étudiaient et citaient constamment le philosophe genevois. D'autre part, l'*Esprit des Lois* de Montesquieu inspirait tous les légistes de l'époque et particulièrement les rédacteurs de la constitution des Etats-Unis (7). Le prestige immense de ce grand philosophe poussait les étudiants américains à apprendre le français afin de pouvoir étudier sa doctrine dans le texte original (8). Des théâtres français furent ouverts à Philadelphie, à New-York et à Boston (9), les bibliothèques se remplirent de livres français et la culture française s'infiltra profondément dans l'âme de l'élite américaine.

L'éveil intellectuel des Français, leur largeur d'esprit, leur philosophie, avaient d'autant plus d'influence que les immigrants français d'alors étaient généralement d'une éducation et d'une intelligence bien supérieures à celles de tout autre groupe ethnique (10). L'écrivain le mieux doué de l'époque est le huguenot français Philip Frénau, orateur et poète dont le verbe et le naturel sont encore admirés de nos jours.

Philosophes pâlis sur les textes, courtisans héritiers d'une culture séculaire, religieux formés aux meilleures écoles, les professeurs qui apportèrent aux jeunes Etats-Unis une étincelle de l'intellectualité française ont été en même temps

6. A. O. HANSEN, *Liberalism and Americ. education*, p. 107 et suiv.

7. B. FAÿ, *L'Esprit révolutionnaire en Fr. et aux E.-U.*, p. 149.

8. *Id.*, *ibid.*, p. 142.

9. *Id.*, *ibid.*, p. 228.

10. J.-R. COMMONS, *Races and Immigrants*, p. 25.

les premiers inspireurs du système d'instruction publique aux Etats-Unis. Parlant de l'éducation américaine actuelle, un grand ami des Français n'hésite pas à conclure : « Les historiens ont rapporté les origines de ces institutions à la Nouvelle-Angleterre, à l'Allemagne, à l'Angleterre, à la Grèce. Mais ils ont oublié que c'est la France qui est venue la première et qui a fécondé les champs scolaires (11). » Le premier régime d'écoles américaines s'inspire en effet d'un plan d'instruction publique présenté par Pierre Du Pont de Nemours et approuvé par Thomas Jefferson. « Comme des plantes et des graines venues de France, dit Charles Barneaud, les idées nouvelles d'éducation nationale étaient préparées et acclimatées pour être ensuite disséminées à travers l'Amérique entière (12). »

Un autre témoignage éclatant a été rendu à l'influence française sur l'instruction publique aux Etats-Unis par Sidney Sherwood, autrefois président de l'Université de New-York ; au sujet des réformes de l'instruction depuis 1800, M. Sherwood écrit : « Je ne pense pas qu'il se puisse trouver un simple trait dans l'ensemble des réformes dont nous ne puissions découvrir l'idée et le plan dans la France du XVIII^e siècle (13). »

Aux traces profondes que la France a laissées dans la vie politique et la vie intellectuelle, aux Etats-Unis, il faut ajouter celles qu'on retrouve de façon plus manifeste encore dans l'art américain. A ce propos, on s'empresse toujours de citer le plan de la capitale des Etats-Unis par le major Pierre-Charles L'Enfant et le buste de Washington par le sculpteur Houdon. Mais il y a bien plus : depuis la déclaration de l'indépendance, il y a toujours eu des architectes, des sculpteurs et des peintres français, ou de formation française, à l'œuvre dans la République américaine.

En architecture, on ne peut omettre Jean-François Mangin, dessinateur du charmant Hôtel de Ville de New-York ;

11. *Les Fr. au cœur de l'Amér.*, p. 455.

12. *Origine et progrès de l'éduc. en Amér.*, p. 5.

13. *Regent's Bulletin of the Univ. of N. Y.*, Jan. 1893, p. 269.

Emmanuel Masqueray, constructeur de la cathédrale de Saint-Paul, Minnesota ; Paul-Philippe Cret, qui professa pendant vingt ans à l'Université de Pennsylvanie et construisit le Bureau international des Républiques américaines, à Washington ; Emile Bénard, qui traça le plan de l'Université de Californie et construisit le Palais législatif de Mexico.

En sculpture, Houdon a créé toute une galerie de bustes d'Américains célèbres : Washington, Franklin, Jefferson, John Paul Jones, Barlow, Fulton, sans parler d'un Lafayette en uniforme et de la fameuse statue pédestre de Washington. La *Liberté* qui se dresse dans la rade de New-York est l'œuvre du sculpteur alsacien Bartholdi. Falguière, Mercié, Frémiet, Auguste Cain, sont des noms de sculpteurs français aussi célèbres en Amérique qu'à Paris. Enfin, « presque toutes les médailles américaines ont été gravées par des artistes français (14). »

L'Amérique hantait alors l'esprit des artistes français comme elle fascina les littérateurs romantiques. Les professeurs d'architecture, de sculpture et de peinture venus de France et occupant avec honneur les chaires des plus grandes universités aux Etats-Unis sont trop nombreux pour que nous les mentionnions dans ce chapitre, de même que les professeurs américains qui ont appris à Paris ce qu'ils enseignent maintenant en Amérique. Il n'est pas jusqu'au célèbre Puvis de Chavannes qui ne soit allé aux Etats-Unis sur les instances du gouvernement américain, pour décorer l'escalier principal de la Bibliothèque publique de Boston, en 1894.

Depuis quarante ans, les galeries privées, les Musées publics et les collections particulières se sont enrichis d'une foule de chefs-d'œuvre français ou de provenance française. Boston est célèbre pour ses nombreux Millet, New-York a importé tous les Meissonier et les Gérôme qu'il a pu acheter : Corot, Poussin, Rosa Bonheur, Rodin, David, Watteau, Fragonnard, Greuze, M^{me} Vigée-Lebrun, Ingres et tar

14. Louis REAU, *L'Art fr. aux E.-U.*, p. 63.

d'autres sont représentés par des œuvres notables dans un grand nombre de capitales américaines.

La France continue donc d'embellir l'Amérique, après l'avoir explorée, colonisée, libérée du joug de l'Angleterre. Les forts de la Nouvelle-France sont devenus les cités fantastiques du Nouveau-Monde, les portages des coureurs des bois sont coupés de canaux puissants, les universités américaines se dressent aujourd'hui sur les tombeaux des martyrs et des explorateurs français, et l'âme française survit même dans les institutions politiques et sociales des Etats-Unis, comme elle anime encore le cœur et l'esprit des Franco-Américains dignes de ce nom.

Le culte du souvenir doit s'apprendre comme tout autre culte. On ne peut admirer, aimer, imiter ce que l'on ignore. La conscience ethnique doit être pétrie en quelque sorte des leçons de l'histoire nationale. Sans ces notions historiques, comment développer et entretenir la fierté nationale, comment animer et vivifier l'âme franco-américaine ? Le vouloir-vivre collectif des nationalités naît en grande partie de la poésie du souvenir, des saintes ardeurs qu'inspirent les gestes des aïeux, des nobles pensées que suggèrent les grands morts, des devoirs que trace dans le présent l'inoubliable passé qui fonde la survivance future.

Ces notions fondamentales doivent être inculquées à tous les membres de la famille franco-américaine, au foyer et à l'école surtout, puis par le moyen des journaux, des sociétés et des autres institutions nationales, grâce au travail incessant d'une élite, seule capable d'imposer la connaissance et le respect d'intérêts supérieurs à ceux des individus et d'entretenir les liens d'une solidarité durable entre les éléments divers de la nation.

Chez les Franco-Américains, nous le répétons, les fondateurs et les aînés ne se sont peut-être pas assez préoccupés de la formation de leurs successeurs. Pris par leur tâche de tous les instants, absorbés par les problèmes de l'heure, ils ont souvent oublié le lendemain qui seul consacre définitivement la valeur des initiatives d'aujourd'hui. Les jeunes

convaincus sont rares et ils doivent leurs convictions à des circonstances exceptionnelles. La masse se laisse emporter au fil du courant sans même songer à la survivance nationale. Aussi le problème de l'élite se pose-t-il maintenant d'une façon pressante pour les Franco-Américains à la recherche d'une doctrine nationale bien définie, sans parti-pris et sans préjugés. On réclame partout des chefs clairvoyants et désintéressés, qui sont le vrai critérium d'excellence des groupes ethniques.

Les Franco-Américains ont avant tout besoin d'une pensée, d'une direction sage et prudente, au milieu des inquiétudes du présent ; ils ont besoin de têtes et de volontés qui brillent par la justesse de leurs idées et la force de leurs résolutions ; ils ont besoin de talents et d'initiatives qui sachent profiter des occasions et faire rayonner leur influence ; ils ont besoin de chefs désintéressés, imbus de principes et de convictions sincères, plaçant l'intérêt général au-dessus de tous les autres, champions de la justice et de l'ordre essentiel, mais doués d'un esprit de modération et de charité qui se fait tout à tous et se rallie tous les cœurs ; ils ont besoin, dans tous les domaines, d'hommes vraiment supérieurs qui se consacrent à l'œuvre de la survivance et prêchent à tous les Franco-Américains, par la parole et par l'exemple, l'esprit de solidarité sans lequel on laisse toujours à d'autres le soin de réparer ce que l'on gâche, d'unir ceux qu'on a désunis, de relever ce qu'on a détruit, d'accomplir ce que le devoir impose à tous les membres d'une famille nationale qui veut survivre au milieu d'une ambiance hostile et délétère.

CHAPITRE TROISIÈME

LA DÉSUNION

Pour vivre et durer, les Franco-Américains doivent s'unir. Le souffle de l'immigration les a disséminés comme des poussières dans douze États de l'Union américaine. Sans les clochers qui leur ont servi de pôles d'attraction, ces poussières n'auraient été que des molécules amorphes dans le creuset américain. Mais le vent des idées et des sentiments qui les a réunies peut aussi les disperser, pour peu qu'il souffle dans une direction contraire.

L'union s'impose d'autant plus aux Franco-Américains que leurs effectifs sont moins considérables, qu'ils sont répartis sur d'immenses espaces et entourés d'une population vouée à l'offensive dans tous les domaines. Moins d'un homme au mille carré, c'est une quantité négligeable dans un pays où le nombre est si important, à moins que cette faiblesse numérique ne soit compensée par la valeur des individus et l'unité d'action du groupe ethnique décidé à survivre.

Pour cela, il faut serrer les rangs et se tâter les coudes, il faut que les chefs parlent au nom du groupe tout entier, qui reçoit leur mot d'ordre et l'exécute à la lettre. L'athlétisme nous montre tous les jours la nécessité absolue de se concerter pour vaincre ; les meilleurs hommes de l'équipe s'épuisent en vain, quand ils essaient de triompher seuls ou que leurs camarades refusent de les suivre. Les efforts sporadiques, même puissants, ne vaudront jamais le mouvement d'ensemble dont tous les gestes sont calculés avec une précision mathématique. La victoire des Alliés, en 1918, aurait-elle été possible sans l'unité de commandement ?

Chez les Franco-Américains, la cohésion remarquable des débuts se relâche depuis quelques années. Aux divisions superficielles qu'on remarque toujours dans les communautés d'origine française, sont venues s'ajouter des querelles intestines, des batailles d'idées et de sentiments, qui creusent une tranchée profonde entre certains éléments de cette poignée de nationaux qui ne devraient avoir qu'un cœur et qu'une âme, parce que leur survivance dépend surtout de l'unité de principe et d'action. Les fruits que les Franco-Américains pourraient recueillir aujourd'hui de la générosité, du dévouement, des sacrifices de leurs aînés, ils les laissent choir en grande partie à cause de ces malheureuses divergences d'opinion qui rendent impossible la coordination des efforts.

Comme leurs ancêtres gaulois, français et canadiens-français, les Franco-Américains excellent à s'unir dans l'opposition et à se diviser dans l'action. Leur individualisme est toujours l'ennemi des résolutions promptes et salutaires. Chacun entend faire à sa tête et se croit mieux averti que ses voisins. Au sein même des assemblées les plus importantes, on ne se rallie aux décisions des chefs et de la majorité que si elles cadrent avec les siennes ; ceux qui ne réussissent pas à faire triompher leur manière de voir, se retirent sous la tente, critiquent toutes les résolutions et applaudissent à tous les déboires.

Ce dangereux travers est accentué par un autre défaut national qui est l'esprit de dénigrement. Ce défaut provient d'une sottise jalouse qui fait envier aux autres tout ce dont on ne peut se glorifier soi-même. A coups d'épingle ou à coups de hache, on frappe à tort et à travers tout ce qui tend à sortir de la moyenne, toutes les têtes qui essayent de se montrer, toutes les personnalités qui veulent s'affirmer dans l'intérêt général. Car, après tout, même quand les hommes travaillent d'abord pour eux-mêmes, leur succès rejaillit sur tout le groupe ethnique dont ils font partie ; d'autre part, quand ces hommes seraient entièrement désintéressés, ils n'en deviennent pas nécessairement parfaits et impeccables.

Si encore les critiques franco-américains se contentaient de tomber à bras raccourcis sur les faiblesses, les fautes et les lâchetés ; leurs violences scandaliseraient sans doute les faibles et fourniraient à leurs adversaires des arguments dont ils savent profiter ; là s'arrêteraient toutefois les conséquences funestes du défaut national. Mais on s'en prend toujours aux hommes d'abord, on s'attaque à n'importe qui avec une inconscience qui magnifie les erreurs, ignore les lassitudes, insulte jusqu'aux morts et conspire la ruine d'œuvres nécessaires à la survivance.

Cette ineffable jalousie se complique souvent d'un esprit de province ou de clocher qui oppose parfois les unes aux autres les paroisses, les publications et les sociétés nationales. Un étranger n'a qu'à s'adresser aux Franco-Américains s'il veut obtenir des objections contre leurs œuvres. La solidarité la plus élémentaire enseigne que les fautes des particuliers retombent sur l'ensemble, qu'il faut reconstruire ce que l'on détruit et que le silence vaut toujours mieux que le blâme, quand on se sent porté à médire en face de l'ennemi. Mais les Franco-Américains ont si peu cette solidarité fondamentale qu'ils croient mieux faire de critiquer sans vergogne, auprès de n'importe qui, les entreprises dont ils vivent mais qu'ils ne connaissent pas suffisamment. L'ignorance excuse à peine cette manie pernicieuse de dénigrer des hommes et des institutions qu'on devrait au moins respecter.

Comme ces entreprises nationales y gagneraient en valeur et en influence, si la critique malveillante cessait de les détruire à mesure qu'elles s'édifient ! Les Franco-Américains verraient bientôt fonctionner dans leur intérêt des œuvres de fédération effectivement dirigées par leurs meilleurs hommes soutenus par un mouvement d'ensemble qui aiderait aux faibles sans nuire aux forts.

Un remède aux trois défauts que nous venons de souligner serait l'organisation dans chaque paroisse d'un groupe de laïcs éclairés, intrépides, résolus, plus puissants en œuvres qu'en paroles, doués d'un cran et d'un tact essentiels aux

organisations franco-américaines. Ces groupes locaux pourraient servir de traits d'union entre les différents centres nationaux, les faisant connaître les uns aux autres, les rapprochant les uns des autres par le moyen de réunions intimes, les groupant peu à peu dans un esprit d'entente fraternelle et d'entr'aide dont profiteraient toutes les institutions franco-américaines.

Il faut d'abord se connaître pour se comprendre, pour s'apprécier mutuellement, pour s'expliquer des choses inexplicables à distance, pour se rapprocher et s'unir. Nous ne parlons pas de ces assemblées académiques et solennelles où les mieux doués pérorent à leur aise, où l'on verse à flots le lyrisme et l'emphase, pour oublier le lendemain les beaux discours de la veille ; mais de ces réunions intimes où les prêtres et les médecins, les avocats et les journalistes, les hommes d'affaires, les cultivateurs et les ouvriers causent intimement de leurs problèmes et se communiquent le fruit de leur expérience en des cœurs à cœurs fraternels d'où l'on revient plus éclairé, plus fort, mieux disposé à faire sa part, si minime soit-elle, dans l'œuvre commune.

Par malheur, on semble se contenter de plus en plus de réunions politiques autour des candidats franco-américains aux élections municipales ou autres, si fréquentes aux Etats-Unis. Or, la politique est précisément, pour les Franco-Américains, une nouvelle cause de division que leurs adversaires exploitent avec une habileté consommée. Un démocrate brigue-t-il une charge avec quelque chance de succès, on n'a qu'à lui opposer un compatriote républicain pour neutraliser son influence et creuser un abîme entre les partisans des deux candidats.

Cette anomalie n'existe que depuis quelques années, mais elle s'accroît d'une campagne électorale à l'autre, dans plusieurs districts. Ralliés d'abord à la majorité républicaine, parce que c'était le parti du pouvoir au moment de la grande immigration, et aussi parce que les Irlandais sont ordinairement du parti opposé, les Franco-Américains se séparent aujourd'hui en deux camps à peu près égaux, depuis les vic-

toires démocrates de 1928, 1930 et 1932. Grâce à une habile répartition des charges et des candidatures, les puissances politiques de l'heure se sont attiré les bonnes grâces de tous les groupes ethniques, dans la Nouvelle-Angleterre en particulier.

Longtemps écartés de la politique par leur ignorance de la langue, leur petit nombre de citoyens et cette horreur de la vie publique naturelle aux cultivateurs et à leurs fils, les Franco-Américains se mêlent de plus en plus aux luttes électorales de leurs villes et de leurs districts où ils remportent des succès notables. Ils comptent maintenant treize maires de leur nationalité, dans quatre Etats de la Nouvelle-Angleterre et le New-York.

Voici leur répartition : dans le Maine, Arthur J. Rémillard de Biddeford, le Dr Robert J. Wiseman de Lewiston, Alexandre Latno de Old Town ; dans le New-Hampshire, Me Arthur J. Bergeron de Berlin, le Dr Alphonse J. Lagassé de Franklin, le Dr Damase Caron de Manchester, Me Alvin A. Lussier de Nashua, Alfred J. Boucher de Somersworth ; dans le Massachusetts, O'Neil Deroy de Chicopee ; dans le Rhode Island, Me Félix Toupin de Woonsocket ; dans le New-York, Raoul Cardinal de Malone, R. J. Morissette de Ogdensburg, Léandre A. Boyer de Plattsburg.

Dans les législatures de la Nouvelle-Angleterre, les Franco-Américains sont représentés par neuf sénateurs et cent-vingt-cinq députés : quinze représentants dans le Maine, deux sénateurs et soixante-trois représentants dans le New-Hampshire, deux sénateurs et quatre représentants dans le Vermont, quatorze représentants dans le Massachusetts, trois sénateurs et quatorze représentants dans le Rhode Island, neuf représentants dans le Connecticut (1). L'union décuplerait ce nombre, dans le Massachusetts en particulier, où une puissante campagne d'éducation civique s'impose parmi les Franco-Américains.

Plusieurs d'entre eux habitent les Etats-Unis depuis dix,

1. *L'Union*, Woonsocket, mars 1935.

vingt, trente ans et plus, sans songer à se faire naturaliser. Ils parlent l'anglais, gagnent leur vie, sont propriétaires et bourgeois ; mais ils négligent leur devoir civique, ne se font pas inscrire sur les listes électorales, ne se font pas naturaliser, ne votent point ou ne savent pas voter.

D'innombrables privilèges leur échappent, faute de savoir et d'organisation. Dans la ville de Fitchburg, par exemple, où ils forment un quart de l'électorat, ils ont à peine un centième de la représentation et sept pour cent des positions de service civil qui devraient normalement leur échoir. On se laisse berner par des promesses au lieu de s'organiser pour la revendication de ses droits. Dans la même ville, les minorités juives et italiennes, de beaucoup inférieures à toute autre, sont mieux représentées et plus respectées que les Franco-Américains, parce qu'elles sont organisées.

Dans un pays aussi vaste que les Etats-Unis, les fonctions gouvernementales requièrent les services d'une foule de citoyens que leurs aptitudes spéciales font nommer à des charges importantes ou que des examens périodiques placent sur la liste des fonctionnaires. Tandis que la plupart des nominations ne sont que temporaires et changent avec le pouvoir, les positions du service civil sont permanentes et constituent des carrières de grande valeur.

Il n'est donc pas étonnant que les candidats de l'un et l'autre sexe abondent aux concours qui déterminent l'accès à ces fonctions. Les Franco-Américains seuls retardent encore sur ce point, faute d'éducation civique et d'union. Le fonctionnaire a beau n'être qu'un faible rouage dans la puissante machine gouvernementale des Etats-Unis, sa place n'en reste pas moins infiniment supérieure à celle de l'artisan, cet organe minuscule dans l'audacieux mécanisme industriel de la nation.

Les fonctions du service civil donnent plus qu'une aisance relative : une position qui commande le respect, qui permet des loisirs, qui multiplie les contacts agréables et les relations utiles ; la sécurité matérielle, le confort, les retraites avantageuses sont le partage des fonctionnaires américains. Peut-

on demander plus à l'économie politique actuelle qui promet tant et donne si peu aux pauvres mortels soumis à ses décrets? Or les Franco-Américains comptent moins de membres du service civil et moins de fonctionnaires, aujourd'hui qu'il y a trente ans, dans le Massachusetts, où ils sont plus nombreux que dans tout autre Etat.

Loin de profiter pleinement de leur droit de cité aussi bien que du nombre sans cesse croissant de suffrages dont ils disposent, les Franco-Américains tournent souvent contre eux-mêmes ces armes toutes-puissantes de la démocratie américaine, parce qu'ils ne savent pas s'unir, ne veulent pas suivre les directions de leurs chefs, persistent à se faire sottement la guerre entre eux, dans leur ville, dans leur district, dans leur Etat, dans toute la région où l'on compte de plus en plus avec les groupes organisés.

Mais les Franco-Américains du Massachusetts ne sont pas organisés ; il n'y a vraiment qu'un Etat où ils le soient tout à fait : le New-Hampshire. Dans les autres Etats, ils comptent autant de clubs que de quartiers, mais ces clubs se font la lutte et nuisent aux meilleurs candidats. L'entente cordiale, l'unité de direction, les programmes intelligents et pratiques sont aussi rares que les directeurs compétents. Il faudrait grouper en bataillons compacts ces escouades éparses et leur imprimer l'élan qui donne les victoires. Alors, les mêmes questions se posent : comment unifier, quand chacun veut faire ce qui lui plaît ? Où trouver des champions de l'unité, quand les politiciens qui atteignent leur but grâce au concours des sociétés nationales sont les premiers à médire de ces entreprises, dès qu'ils sont casés ?

A ces multiples causes de désunion, il faut ajouter enfin la pire de toutes, la plus délicate à traiter, celle qui divise le plus profondément certaines âmes : l'affaire du Rhode Island. En 1922, l'évêque de Providence, Mgr William A. Hickey, fixa aux paroisses de son diocèse une part contributive aux œuvres suivantes : les écoles supérieures catholiques diocésaines, le *Providence Visitor*, journal catholique anglais du diocèse, et la *National Catholic Welfare Conference*,

œuvre de propagande et d'intérêt catholique établie à Washington, capitale des Etats-Unis.

Quelques paroisses franco-américaines de Central Falls, Manville, Pawtucket et Woonsocket protestèrent contre le paiement de ces contributions, alléguant que « les corporations paroissiales n'ont le droit de distraire aucune part de leurs deniers pour les fins auxquelles l'évêque les a appelées à contribuer » (2). L'opposition en appela aux tribunaux ecclésiastiques, à Rome, à la Cour Supérieure, puis à la Cour Suprême de l'Etat, qui rejetèrent tour à tour leur plaidoirie, déclarant que la poursuite n'avait pas de cause réelle contre l'évêque de Providence (3).

Cependant, quelques agitateurs avaient soulevé les esprits au moyen d'un journal que la cause a rendu tristement célèbre : la *Sentinelle*, de Woonsocket, hebdomadaire qui propagea la querelle dans tous les centres franco-américains de la Nouvelle-Angleterre et jusqu'au Canada. Les têtes s'échauffèrent, on passa rapidement de l'opposition à la révolte, des arguments aux personnalités, de l'invective aux outrages et aux calomnies. Il ne fallut pas moins qu'une excommunication romaine pour rappeler à l'ordre ces catholiques soulevés contre leurs pasteurs. C'est l'épisode le plus tragique, la page la plus sombre, le seul passage indigne des annales franco-américaines.

Il ne faudrait pas croire tout de même que cette révolte a été générale ; seules, les quelques mauvaises têtes qu'on trouve dans chacun des centres franco-américains entrèrent dans la mêlée. La circulation de la *Sentinelle*, de l'aveu même de son directeur, ne dépassa guère le chiffre de huit mille, aux plus beaux jours de la résistance. Ce sont les commentaires de la presse américaine, l'indécision des journaux canadiens, la violence des révoltés (4), qui ont fait croire à l'ampleur d'une querelle dont le fond même a été moins une question de principes qu'une question d'argent.

2. Voir : H. BOURASSA, *L'Affaire de Providence*, p. 8.

3. Voir : *Histoire de l'agitation sentinelliste*, chap. XII.

4. *Histoire de l'agitation sentinelliste*, chap. IX et suiv.

Voilà le fait. Nous nous garderons bien de faire la part des responsabilités. Quant aux conséquences de l'agitation, elles durent encore. Dans plusieurs familles, les esprits et les consciences ont été faussées ; la grève des offrandes a causé l'appauvrissement de belles paroisses franco-américaines qui n'ont pu se maintenir que grâce à l'appui des sociétés mutuelles ; le nationalisme outrancier des fauteurs de discordes a rendu suspectes à l'autorité certaines œuvres nécessaires à la survivance ; enfin, la division profonde subsiste entre les deux groupes de nationaux, celui des révoltés, dont la soumission est plus apparente que réelle et la presque totalité des fidèles convaincus que le magistère de l'Eglise repose sur la pierre angulaire de l'autorité.

Ainsi, juste au moment où l'organisation franco-américaine est complète, quand le groupe ethnique est en mesure de s'imposer et de traiter avec les autres éléments, à l'heure où l'union résoudrait toutes les difficultés et aplanirait la voie aux entreprises fondamentales, la désunion gâche souvent l'effet des plus belles initiatives, détruit le résultat des efforts les plus louables, accentue la glissade vers la perte de l'héritage précieux qui est la seule raison d'être de l'élément franco-américain.

Le vrai nationalisme n'est pas fait de pétarades et de dénonciations virulentes, de fanfares et de grands coups d'épée ; c'est la connaissance et l'amour des traditions religieuses et sociales de ses ancêtres, la foi aux destinées de sa race, l'espoir en l'avenir fondé sur le présent où l'on joue un rôle honorable dans la famille, l'Eglise et la société. Fondé sur le culte du souvenir, il s'alimente à la source intarissable du passé, pour produire dans le présent l'émulation qui assure le triomphe continu des principes de survivance.

Pour les Franco-Américains, ce triomphe n'est possible que par l'union de toutes les bonnes volontés autour des chefs capables d'imprimer à la masse un mouvement d'ensemble, constant et pratique, vers le développement des œuvres nationales, vers l'utilisation de tous les moyens

d'avancement, vers la sauvegarde du trésor séculaire de la foi, de la langue et des mœurs. La désunion, au contraire, c'est la perte du vouloir-vivre commun, l'oubli des principes nationaux, la mort de l'âme franco-américaine.

CONCLUSION

La France a découvert, exploré, colonisé les deux tiers de l'Amérique du Nord. De cet immense empire colonial, elle céda plus tard la moitié à l'Angleterre, l'autre moitié aux Etats-Unis dont elle venait de conquérir l'indépendance. Des glaces polaires au golfe du Mexique, de Terre-Neuve à l'Alaska, les Français ont gravé sur le continent américain une toponymie aussi durable que la civilisation dont ils jetèrent les bases.

Quatre siècles après Jacques Cartier, les Français eux-mêmes s'étonnent de la permanence des œuvres et des institutions qu'ils ont léguées à l'Amérique en même temps que la Nouvelle-France et la Louisiane. Les soixante mille Canadiens français de 1763 sont devenus un peuple de cinq millions au moins, et l'on retrouve leurs descendants un peu partout, au Canada et aux Etats-Unis. Plus de trois millions à l'ombre du drapeau britannique, presque deux millions sous l'égide du drapeau étoilé, ils recueillent aujourd'hui l'héritage précieux des fondateurs.

Au Canada, ils ont triomphé de l'oligarchie anglaise et des efforts qu'elle déploie pour les absorber, depuis près de deux siècles ; ils ont organisé la survivance française en Amérique et formé l'âme nationale. Emigrés en nombre aux Etats-Unis, les Canadiens français y ont prolongé le Québec dans la Nouvelle-Angleterre, le New-York, la région des Grands Lacs et la Louisiane, où ils sont devenus les Franco-Américains, c'est-à-dire, un groupe ethnique distinct de tout autre et fortement résolu de survivre au sein de la République américaine.

Les moyens de survie nationale dont ils disposent sont nombreux et puissants ; ils ont leurs foyers, leurs paroisses, leurs écoles, leurs journaux, leurs sociétés. La constitution des Etats-Unis les laisse entièrement libres de parler leur langue, de prier Dieu à leur manière, de rester fidèles à leurs mœurs et à leurs traditions. Les sociologues américains les mieux renseignés voient d'un bon œil cette double culture qu'ils envient souvent pour eux-mêmes et qui enrichit la nation.

Si quelqu'un osait mettre en doute l'opportunité de la survivance, la multitude des grands morts qui ont fondé la patrie canadienne et la nationalité franco-américaine surgirait aussitôt de l'histoire pour lui dire : « Non, il est impossible que nous ayons fait fausse route jusqu'à présent. Le travail et les sacrifices du passé ne peuvent pas être inutiles. Nos successeurs ne doivent pas se contenter d'admirer nos monuments et de pleurer sur nos tombeaux ; qu'ils poursuivent notre œuvre en toute confiance. Nous qui voyons plus clair et comprenons mieux les valeurs humaines savons que tout ce qui fait prédominer l'avenir et le passé sur le présent élève l'homme et enrichit l'humanité ; nous savons que les Franco-Américains doivent tenir à la foi, à la langue, aux mœurs qui constituent leur âme nationale et leur permettent de contribuer une meilleure part à la civilisation chrétienne ; nous savons qu'ils peuvent survivre comme nous avons survécu et que cette survivance fait partie de leur loyauté civique intégrale et de leur destinée aux Etats-Unis. »

Combien de temps les Franco-Américains résisteront-ils à l'influence du milieu ? Tant qu'ils le voudront. Pour cela, il faut d'abord qu'on inculque à l'enfance et à la jeunesse une fierté nationale qui s'inspire de l'histoire et vive, non pas d'antipathie de race, mais de fidélité aux principes salutaires et immuables dont ils sont les dépositaires, aux Etats-Unis. Voici le premier de ces principes : la langue française est la pierre d'assise de la survivance ; il faut donc l'enseigner dans la famille et à l'école, la parler aussi souvent que possible,

insister sur son usage toutes les fois que l'occasion s'en présente.

Le second principe est le suivant : dans la lutte contre l'ambiance américaine, l'union immédiate des forces ethniques autour des institutions nationales est indispensable à la survivance. L'élite doit y travailler sans relâche, oubliant les attitudes, les erreurs et les fautes du passé, consciente de ses devoirs actuels, soucieuse d'un avenir trop incertain sans cet esprit de concorde et cette coopération au succès des entreprises communes.

Avec leurs frères du Canada, les Franco-Américains doivent entretenir des contacts aussi fréquents et intimes que possible. Sans l'apport du Québec, ils n'auraient pu survivre jusqu'ici ; qu'ils aillent donc souvent retremper leurs forces au berceau même de la survivance. De leur côté, les Canadiens français ne se peuvent désintéresser de ce groupe ethnique formé d'un tiers au moins de leurs effectifs nationaux ; ces frères aînés sont mieux placés que d'autres, en effet, pour voir les défauts, signaler les dangers, aplanir les obstacles qui menacent aujourd'hui l'âme franco-américaine.

Quant à nos amis d'outre-mer, M. André Siegfried trace ainsi leur devoir : « Partout où le drapeau de la France a flotté jadis, partout où vit notre race et résonne notre langue, notre attitude ne saurait être celle de l'oubli et de l'abstention (1). » La France compte plus de descendants aux Etats-Unis que de nationaux dans son empire colonial (2). Elle y peut faire beaucoup pour entretenir et aviver la flamme sacrée du verbe français, par la distribution de livres appropriés aux bibliothèques publiques et paroissiales, par des tournées de conférences instructives, par l'entretien de relations personnelles avec les chefs franco-américains, par l'octroi de bourses d'études pour la formation intellectuelle de l'élite, par l'envoi de chroniques intéressantes à la presse nationale.

Ce que les Franco-Américains ont accompli dans le passé

1. *Le Canada : les deux races*, p. 406.

2. A. JEAN-FRANÇOIS, *La Fr. et la mise en valeur des col.* Paris, 1931.

est le meilleur gage de ce qu'ils peuvent réaliser dans l'avenir, pourvu qu'ils s'unissent et qu'ils arrachent l'enfance et la jeunesse à l'amnésie nationale. L'histoire franco-américaine est une école de fierté, de courage et de constance où il faut puiser continuellement des leçons de fidélité. Penchés sur le tombeau des grands morts qui ont fondé la survivance, les Franco-Américains doivent redire sans cesse avec amour : « Pères et mères bien-aimés, colons, missionnaires et martyrs français et catholiques, vaillants qui depuis quatre siècles arrosez de larmes et de sang le sol américain, nous ne défaille-rons pas sur la route que vous nous avez si clairement tracée ; nous serons fidèles à notre foi, à notre langue, à nos mœurs ; nous tâcherons de poursuivre votre œuvre de civilisation, faisant chaque jour notre part, avant de laisser à d'autres le soin d'achever l'entreprise commune et de poser la dernière pierre du temple franco-américain. »

Vu, le 12 avril 1935 :
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- ADAMS (J. T.). — *The Founding of New England*. Boston, 1921.
- *L'Aventure américaine*. Paris, Payot, 1933. In-8, 429 p.
- AVERY (Eliz.). — *The Influence of French Immigration on the Political History of the U. S.* Thèse, Université de Minnesota, 1909.
- BABY (F. G.). — *L'Exode des classes dirigeantes lors de la cession du Canada*. Montréal, 1899.
- BAIRD (Chs. W.). — *History of the Huguenot immigration in America*. N. Y., Dodd, 1885. 2 vol. in-8°, pl., fig., cartes.
- BALDWIN (Alice M.). — *The New England clergy and the American Revol.* Durham, N. C., University Press, 1928. In-8, XIII-22 p.
- BARNARD (H. C.). — *The French tradition in Education*. Cambridge, Mass., 1922. In-8, 320 p.
- BARNEAUD (Chs.). — *Origines et progrès de l'éducation en Amérique*. Paris, Savaète, 1898. In-8, 372 p.
- BARON (P.). — *L'Education des tout petits*. Ligugé, Aubin, 1931. In-16, 151 p.
- BARRÈS (M.). — *Alsace-Lorraine*. Paris, Sansot, 1906. In-12, 96 p.
- *Les Déracinés !* Paris, Fasquelle, 1897. In-12, 491 p.
- *Les traits éternels de la France*. Paris, Paul, 1917. In-16, 55 p.
- BARTHOS (G.). — *Evangile et nationalisme*. Paris, « Spes », 1932. In-8, 462 p.
- BAUDRILLART (Mgr). — *L'effort canadien*. Paris, Bloud, 1917. In-8, 36 p.
- BAXTER (J. P.). — *The Pioneers of New France in New England*. Albany, N. Y., 1894. In-8, 450 p.
- BEAUVAU-CRAON (Prince de). — *La survivance française au Canada*. Paris, Emile-Paul, 1914. In-8, XXVIII-235 p.
- BELANGER (A.). — *Guide officiel des Franco-Américains*. Fall River, Mass., 1929. In-8, 734 p. Illustré.
- *Guide officiel*, 1933. Auburn, R. I. In-8, 532 p. Illustré.

- BELISLE (A.). — *Histoire de la presse franco-américaine*. Worcester, Opinion publique, 1911. In-8, XIV-440 p.
- *Livre d'or des Franco-Américains de Worcester*. Worcester, Mass., Belisle, 1920. In-8, 364 p.
- BENOIT (S. M.). — *Histoire du recensement et de la population aux E.-U.* Paris, Sirey, 1931. Grand in-8, XIX-119 p.
- BERTRAND-BARRAUD (D.). — *L'Elite et ses rapports avec l'Etat et la Nation*. Paris, 1924. In-16, 64 p.
- BESSIÈRES (A.). — *L'Union catholique*. Paris, Gigord, 1924. In-16, 253 p.
- BETHLEEM (L.). — *La Presse*. Paris, « Revue des Lectures », 1928. In-16, 623 p.
- BLONDEL (M.). — *Patrie et humanité*. Paris, Semaines sociales, 1927. In-16, 44 p.
- BORDEAUX (H.). — *Nouvelle et vieille France*. Paris, Plon, 1934. In-16, 246 p.
- BOSSUET. — *Œuvres*. Edition Lachat. Paris, Vivès, 1862. 31 vol. in-8.
- BOUNARDOT (J.). — *La collaboration des parents avec l'école*. Lyon, « Salut Public », 1933. In-16, 64 p.
- BOURBOUSSON (E.). — *Traité général de la nationalité dans les cinq parties du monde*. Paris, Acad. diplomatique, 1931. In-8, 614 p.
- BOURGET (P.). — *La leçon de Barrès*. Paris, Cité des Livres, 1925. In-16, 39 p.
- *Outre-mer*. Paris, Lemerre, 1895. 2 vol. in-16.
- BOVEY (W.). — *Canadien*. London, Dent, 1933. In-8, XVIII-293 p.
- BRACQ (J.-C.). — *L'Evolution du Canada français*. Paris, Plon, 1927. In-8, V-460 p.
- BRÉMOND (H.). — *L'Enfant et la vie*. Paris, Retaux, 1902. In-18, XLIV-278 p.
- BRUNOT (F.). — *La Pensée et la langue*. Paris, Masson, 1927. In-8, XXXVI-954 p.
- BURDICK (Edith). — *A Group test of Home environment*. N. Y., Macmillan, 1928. In-8, 245 p.
- BUTLER (N. M.). — *Les Etats-Unis d'Amérique*. Paris, Alcan, 1925. In-8, 340 p.
- CARPENTER (N.). — *Immigrants and their children*. Washington, Government Printing Office, 1927. In-8, VI-127 p.
- CESTRE (Chs). — *Les Etats-Unis*. Paris, Larousse, 1928. In-folio à 2 col., 340 p.

- CHADBOURNE (A. H.). — *The beginning of Education in Maine*. N. Y., Macmillan, 1928. In-8, VI-137 p.
- CHARMOT (F.). — *L'âme de l'éducation*. Paris, « Spes », 1931. In-16, 247 p.
- CHAUVIN (Mgr). — *De l'autorité dans l'Eglise*. Paris, Bloud, 1929. In-16, 61 p.
- CHERBULIEZ (V.). — *Après fortune faite*. Paris, Hachette, 1896. In-16, 413 p.
- CHINARD (G.). — *Les Réfugiés huguenots en Amérique*. Paris, Aubin, 1925. In-8, XXXVII-248 p.
- CHOISEUL (Duc de). — *Mémoires, 1719-1785*. Paris, Plon, 1904. In-8, XIX-467 p.
- COCART (R.). — *Questions brûlantes*. Paris, « Spes », 1925. In-8, 68 p.
- COLE (R. D.). — *Private Secondary Education in the United States*. Philadelphia, 1928. In-8, XIII-353 p.
- COLOIN (S.). — *Intelligence of Seniors in the High Schools of Massachusetts*. Washington, Government Pting, 1924. In-8, VI-39 p.
- COMMONS (J. R.). — *Races and Immigrants in America*. N. Y., Macmillan, 1907. In-16, 242 p.
- CONE (Mrs D.). — *L'influence de la vie familiale sur le développement*. Paris, 1929. In-8, 115 p.
- DALBIS (L. J.). — *Le bouclier canadien-français*. Paris, « Spes », 1928. In-16, 286 p.
- DAUMAS (G.). — *Pour former une élite*. Paris, Beauchesne, 1926. In-8, VIII-211 p.
- DAVIDSON (J.). — *The Growth of the French Canadian Race in America*. Philadelphia, 1908. In-8, 23 p.
- DAVIGNON (H.). — *Le visage de mon pays*. Paris, Plon, 1921. In-16, V-239 p.
- DELACROIX (H.). — *Le langage et la pensée*. Paris, Alcan, 1930. In-8, VIII-624 p.
- *Psychologie du langage*. Paris, Alcan, 1933. In-8, 469 p.
- DESJARDINS (L. G.). — *L'Angleterre et le Canada dans la Grande Guerre*. Québec, 1917. In-8, XVIII-461 p.
- DESROSIERS, FOURNET. — *La race française en Amérique*. Montréal, 1910. In-8, XXI-293 p.
- DEWEY (J. E.). — *Les Ecoles de demain*. Paris, Flammarion, 1931. In-12, 284 p.

- DIETRICH (A. de). — *Alsaciens, corrigeons notre accent*. Paris, Berger, 1917. In-8, XIV-100 p.
- DOUGLAS (J.). — *New England and New France*. N. Y., Putnam, 1913. In-8, X-560 p.
- DOZIER (H. D.). — *A History of the Atlantic Coast Line Railroad*. Boston, 1920. In-16, XII-198 p.
- DRIAULT (E.). — *Les leçons de l'histoire*. Paris, Alcan, 1921. In-16, 171 p.
- DUBLIN (L. J.). — *Population problems in the U. S. and Canada*. Boston, Mifflin, 1926. In-8, XIII-318 p.
- DUBOIS (E.). — *Chez nos frères les Acadiens*. Montréal, Action française, 1920. In-16, 176 p.
- DUCATILLON (J. V.). — *Le vrai et le faux patriotisme*. Paris, « Spes », 1933. In-16, 299 p.
- DUHAMEL (M.). — *Le Fédéralisme international et le réveil des nationalités*. Rennes, Reuze, 1928. In-8, 16 p.
- DU PLESSIS (J.). — *Le sens de l'histoire*. Paris, Plon, 1932. In-8, 405 p.
- DUPLESSY (E.). — *Les Devoirs sociaux. Famille, humanité, patrie*. Paris, Bonne Presse, 1930. In-16, 63 p.
- ENGELS (F.). — *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Paris, Costes, 1931. In-16, XXXV-240 p.
- FALCONER (R.). — *The U. S. as a Neighbor*. Cambridge, University Press, 1925. In-16, VIII-250 p.
- FAÏ (B.). — *Bibliographie critique des ouvrages français relatifs aux E.-U.* Paris, Champion, 1924. In-8, 202 p.
- *L'Esprit révol. en France et aux E.-U., au XVIII^e siècle*. Paris, 1925. In-8, 378 p.
- FELDMAN (H.). — *Racial factors in American industry*. N. Y., Harper, 1931. In-8, XV-318 p.
- FESTUGIÈRES (P.). — *L'Ecole laïque et les catholiques*. Paris, Fédération Cathol., 1925. In-8, 47 p.
- FINLEY (J. H.). — *Conférences sur les E.-U.* Paris, 1910. In-8, 250 p.
- *Les Français au cœur de l'Amérique*. Paris, Colin, 1916. In-16, XIV-520 p.
- FISKE (J.). — *New France and New England*. London, Macmillan, 1902. In-16, XXV-378 p.
- FORBIN (V.). — *17.000 kilomètres de film au Canada*. Paris, Baudinière, 1928. In-16, 320 p.
- FOSDICK (L. J.). — *The French Blood in America*. N. Y., Revell, 1906.

- FOUQUES-DUPARC (J.). — *La protection des minorités de race, de langue, de religion*. Paris, Dalloz, 1932. In-8, 369 p.
- FUSTEL DE COULANGES. — *La Cité antique*. Paris, Hachette, 1927. In-8, 482 p.
- GAGER (D.). — *French comment on American education*. N. Y., Columbia Univ., 1925. In-16, XIII-151 p.
- GARNEAU (F. X.). — *Histoire du Canada*. Paris, Alcan, 1913. In-8, portrait.
- GASPÉ (P. A.). — *Les Anciens Canadiens*. Québec, Desbarats, 1863. In-8, 480 p.
- *Mémoires*. Ottawa, Desbarats, 1866. In-8, 370 p.
- GATINEAU (F.). — *Historique des Conventions générales des Canadiens français aux E.-U.* Woonsocket, L'Union, 1927. In-8, 500 p.
- *Histoire des Franco-Américains de Southbridge*. Framingham, Mass., 1919. In-8, 253 p.
- GÉRALD (P.). — *L'Eglise et les humbles*. Paris, Beauchesne, 1926. In-16, VIII-360 p.
- *L'Eglise et les vaillants*. Paris, Beauchesne, 1929. In-16, 348 p.
- GOULET (A.). — *Une Nouvelle-France en Nouvelle-Angleterre*. Paris, 1934. In-8, 160 pages.
- GOURMONT (R.). — *Les Femmes et le langage*. Paris, Artisans, 1927. In-16, 49 p.
- *Le joujou patriotisme*. Paris, 1927. In-16, 79 p.
- GOYAU (G.). — *Autour du catholicisme social*. Paris, Perrin, 1924. In-16, VIII-299 p.
- *L'Eglise en marche*. Paris, « Spes », 1928. In-16, 225 p.
- *Les Origines religieuses du Canada*. Paris, 1925. In-16, 300 p.
- GRANDBOIS (A.). — *Né à Québec*. Paris, Messein, 1933. In-16, 256 p.
- GREUTE (Mgr). — *Le beau voyage des cardinaux français aux E.-U. et au Canada*. Paris, Plon, 1927. In-8, III-339 p.
- GRIZZELL (E. D.). — *Origin and development of the High School education in New England*. Philadelphia, Macmillan, 1922. In-8, XX-428 p.
- GROULX (L.). — *Le français au Canada*. Paris, Delagrave, 1932. In-16, 236 p.
- *Nos devoirs envers notre race*. Paris, 1924. In-8, 24 p.
- HAMON (E.). — *Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre*. Québec, 1911. In-8, XVI-484 p.
- HANSEN (A. O.). — *Liberalism and American education in the XVIIIth century*. N. Y., Macmillan, 1926. In-16, XXVII-318 p.

- HAWKES (A.). — *The Birthright*. Toronto, 1919. In-8, 475 p.
- HEMON (L.). — *Maria Chapdelaine*. Paris, Grasset, 1921. In-16, 207 p.
- HEYRAUD (C.). — *La Grande Faute. Le problème des Elites*. Paris, Perrin, 1929. In-16, 322 p.
- HUNT (C. W.). — *The cost and support of Secondary Schools in the State of N. Y.* Macmillan, N. Y., 1924. In-8, X-109 p.
- JANNET (C.). — *Les Etats-Unis contemporains*. Paris, Plon, 1876. In-18, XXXIII-514 p.
- JARNAC (R. de). — *L'Eglise et l'adolescent*. Cahors, Sumène, 1930. In-16, 23 p.
- JEAN-FRANÇOIS (A.). — *La France et la mise en valeur des colonies*. Paris, 1931. In-8, 251 p.
- KIRKPATRICK (C.). — *Intelligence and Immigration*. Philadelphia, 1925. In-8, VI-127 p.
- KOHT (H.). — *La nationalité et l'histoire*. Paris, Presses Universitaires, 1929. In-8, 109 p.
- LAMY (E.). — *Allocution*. Paris, 1917. In-8, 42 p.
- LANCTOT (G.). — *Le Canada d'hier et d'aujourd'hui*. Montréal, Lévesque, 1934. In-16, 304 p.
- LAUVRIÈRE (E.). — *Un bel exemple de vitalité nationale*. Angoulême, Coquemard, 1924. In-folio, 16 p.
- *La Tragédie d'un peuple*. Paris, Goulet, 1924. 2 vol. in-16, t. I, XVIII-510 p. ; t. II, 596 p.
- LAUZANNE (S.). — *Sa Majesté la Presse*. Paris, Fayard, 1925. In-16, 256 p.
- LEBEY (A.). — *Nécessité de l'histoire*. Paris, Didot, 1933. In-16, 147 p.
- LE CHARPENTIER (C.). — *La Famille et la tradition*. Paris, Enault, 1931. In-16, 42 p.
- LEROY (C.). — *Paysans normands au XVIII^e siècle*. Rouen, Lainé, 1929. 2 vol. in-8, t. II, 459 p. La communauté, la paroisse.
- LESLIE (J. P.). — *Man's Origin and Destiny*. London, Trübner, 1868. In-8, V-378 p.
- LEVESQUE (A.). — *La Nation canadienne*. Montréal, Lévesque, 1934. In-16, 280 p.
- LEVESQUE (E.). — *L'œuvre de la Compagnie de Saint-Sulpice dans l'Amérique du Nord*. Paris, Enault, 1929. In-8, 32 p.
- LEWIS (S.). — *Arrowsmith*. N. Y., Harcourt, 1925. In-8, V-448 p.
- LICHTENBERGER (A.). — *Montcalm et la Tragédie canadienne*. Paris, Plon, 1934. In-16, VIII-244 p.

- LIONNET (J.). — *Chez les Français du Canada*. Paris, Plon, 1908. In-16, 284 p.
- LONGFELLOW (H. W.). — *Evangeline*. Paris, Noblet, 1870. In-12, 158 p.
- *The Courtship of Miles Standish and other poems*. London, Kent, 1858. In-16, XII-227 p.
- LOTURE (R. de). — *Washington, nous voici*. Paris, Hachette, 1934. In-16, 250 p.
- LUGAN (A.). — *Le catholicisme aux Etats-Unis*. Paris, Ané, 1930. In-16, 247 p.
- MACAULAY (T. B.). — *Essays*. Philadelphia, Hart, 1850. In-8, IV-744 p.
- MAC KENZIE (E.). — *Psychologie de l'immigration*. Paris, thèse de l'Ecole des Sciences politiques, 1931.
- MAGNAN (Abbé). — *Histoire de la race française aux Etats-Unis*. Paris, Amat, 1913. In-8, XVI-386 p.
- MARION (S.). — *Pierre Boucher*. Québec, Proulx, 1927. In-16, 290 p.
- MARTIAL (Dr R.). — *L'Immigration continentale et transcontinentale*. Paris, Baillière, 1933. In-8, 55 p.
- *Traité de l'immigration et de la greffe inter-raciale*. Paris, Larose, 1931. In-4, 304 p.
- MARTIN (W.). — *Histoire de la Suisse*. Paris, Payot, 1926. In-8, 319 p.
- MARTINON (P.). — *Comment on parle en français*. Paris, Larousse, 1927. In-16, XII-600 p.
- *Comment on prononce le français*. Paris, Larousse, 1924. In-16, 414 p.
- MARTIN-SAINT-LÉON (E.). — *Les sociétés de la nation*. Paris, « Spes », 1930. In-8, 416 p.
- MC CARY (B. C.). — *The causes of the French intervention in the American revolution*. Toulouse, 1928. In-8, VIII-227 p.
- MEAUX (Vte de). — *L'Eglise catholique et la liberté aux E.-U.* Paris, Lecoffre, 1893. In-18, VI-427 p.
- *L'Eglise catholique aux Etats-Unis*. Arras, Sueur, 1904. In-8, 24 p.
- MICHAUD (A.). — *History of the catholic Church in New England*, Boston, 1899.
- MICHAUD (R.). — *Ce qu'il faut connaître de l'âme américaine*. Paris, Alcan, 1927. In-8, 159 p.
- MILLOT (J.). — *Ce que c'est qu'une église*. Paris, Téqui, 1929. In-16, 322 p.

- MOENNER (C.). — *Entretiens sur la paroisse*. Paris, Téqui, 1932. In-16, 279 p.
- MOORE (Irène). — *Valiant La Verandrye*. Québec, Proulx, 1927. In-16, 384 p.
- MOORE (W. H.). — *The Clash. A study in Nationalism*. London, Dent, 1918. In-8, XXIV-334 p.
- MOREAU (M. C.). — *Les Prêtres français émigrés aux Etats-Unis*. Paris, Douniol, 1856. In-18, 520 p.
- MOUREU (C.). — *La petite et la grande patrie*. Paris, Didier, 1928. In-8, 175 p.
- NESTLER TRICOCHÉ (G.). — *Trente années aux Etats-Unis*. Paris, Revue mondiale, 1927. In-16, 303 p.
- NEVERS (E. de). — *L'âme américaine*. Paris, Jouve, 1900. 2 vol. in-18.
— *Etudes sur les Etats-Unis*. Québec, Proulx, 1902. In-16, XII-221 p.
- OGDEN (C. K.). — *The Meaning of Meaning*. London, 1903. In-8, 240 p.
- PAQUET (Mgr L.-A.). — *L'Eglise et les survivances nationales*. Brest, Presses libérales, 1924. In-8, 24 p.
- PARKMAN (F.). — *The Old Regime in Canada*. Ed. de 1895. Boston, Brown, 1895.
- PAULHAN (F.). — *La double fonction du langage*. Paris, Alcan, 1928. In-16, 175 p.
- PERRAUD-CHARMENTIER (A.). — *Essai sur le général de la paroisse en Bretagne*. Rennes, Plihon, 1927. In-8, IV-142 p.
- PERROUT (R.). — *Autour de mon clocher*. Epinal, Huguenin, 1905. In-16, XX-346 p.
- PERRY (R. B.). — *A Modernist view of national ideals*. California, 1926. In-8, 24 p.
- PHILLIPS (Edith). — *Les réfugiés bonapartistes en Amérique*, 1815, 1830. Paris, 1923.
- PILANT (P.). — *Le patriotisme en France et à l'étranger*. Paris, Perrin, 1912. In-16, XX-287 p.
- RAULIN (E. de). — *Vers un ordre social nouveau*. Paris, Editions latines, 1932. In-16, 16 p.
- RÉAU (L.). — *L'art français aux Etats-Unis*. Paris, Laurens, 1926. In-4, 210 p.
- RICHAUME (F.). — *D'une double qualification nationale des sociétés*. Paris, 1929. In-8, 132 p.

- ROBERT (J.). — *Visions d'Amérique*. Gap, 1930. In-8, 52 p.
- ROSENGARTEN (J. C.). — *French colonists and exiles in the U. S.* Philadelphia, University Press, 1907.
- ROULEAU (C.-E.). — *L'Emigration, ses principales causes*. Québec, 1896. In-16, 146 p.
- ROZ (F.). — *Les Américains vus par leurs romanciers*. Monaco, 1927. In-8, 38 p.
- *De Roosevelt à Hoover*. Paris, Plon, 1931. In-16, III-299 p.
- *L'Energie américaine*. Paris, Flammarion, 1920. In-16, 340 p.
- *Vue générale de l'histoire du Canada*. Paris, Hartmann, 1934. In-8, 338 p.
- SAINT-PIERRE (M. de). — *Les Normands en Amérique avant Christophe Colomb*. Blois, Grandpré, 1933. In-8, 19 p.
- SANTO (J.). — *Les deux écoles*. Paris, Vaugirard, 1927. In-16, 72 p.
- SAVAËTE (A.). — *Mgr Langevin*. Paris, Savaète, 1918. In-8, 544 p.
- SCOTT (J. B.). — *Les Etats-Unis et la France*. Paris, Hachette, 1927. In-16, LXIV-184 p.
- SIEGFRIED (A.). — *Le Canada : les deux races*. Paris, Colin, 1907. In-16, 415 p.
- *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. Paris, Colin, 1927. In-8, 362 p.
- *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e république*. Paris, Colin, 1913. In-8, XXVIII-536 p.
- STODDARD (L.). — *Reforging America*. London, Scribner, 1927. In-8, VII-389 p.
- STROWSKI (F.). — *Nationalisme ou patriotisme*. Paris, Grasset, 1933. In-16, 201 p.
- SURY D'ASPREMONT (P. de). — *La Presse à travers les âges*. Paris, Desclée, 1929. In-8, 268 p.
- SWIFT (T. H.). — *Studies in Public School finance*. Minneapolis, 1923. In-8, XIII-240 p.
- TAINE (H.). — *Histoire de la littérature anglaise*, 12^e éd. Paris, Hachette, 1905-1911. 5 vol. in-16.
- TARDIVEL (J.). — *La situation religieuse aux E.-U.* Lille, Desclée, 1900. In-16, 302 p.
- THACH (C.). — *The creation of the Presidency, 1775-1789*. Baltimore, Hopkins, 1922. In-8, 183 p.
- THELLIER DE PONCHEVILLE (Abbé). — *La place du prêtre dans votre vie*. Paris, Enault, 1928. In-16, 32 p.

- THIELE (Dr E.). — *En Alsace-Lorraine*. Paris, « Spes », 1925. In-8, 20 p.
- THWAITES (R. G.). — *France in America*. N. Y., Harper, 1905. 25 vol. in-8.
- TRACHAEL (A.). — *Les petites nations et leur droit à l'existence*. Genève, 1915. In-16, 200 p.
- VATTIER (G.). — *Essai sur la mentalité canadienne-française*. Paris, Champion, 1928. In-8, IV-385 p.
- WARING (Ethel). — *Relation between early language habits and early habits of conduct control*. N. Y., Columbia, 1927, In-8, VI-126 p.
- WHEELER (C. A.). — *Enrollment in the Foreign Languages in Secondary schools and colleges in the U. S.* N. Y., Macmillan, 1928. In-8, XXI-453 p.
- WHITTON (Charlotte). — *The immigration problem for Canada*. Kingston, Ontario, 1924. In-8, 33 p.
- WILSON (B.). — *Quebec, the Laurentian Province*. N. Y., Macmillan, 1911.
- WOELLNER (F. P.). — *Education for citizenship in a Democracy*. N. Y., Scribner, 1923. In-16, VIII-252 p.
- WRIGHT (D. C.). — *L'Evolution industrielle des Etats-Unis*. Paris, Giard, 1901. In-8, XXIII-380 p.
- *The Canadian French in New England*. Boston, 1882, in-8, 92 p.
- WURTZ (P.). — *La Question de l'immigration aux E.-U.* Paris, Schneider, 1925. In-8, 334 p.
- ZIDLER (G.). — *Le Cantique du doux Parler*. Paris, 1914. In-16, XII-285 p.

ANONYMES

- Catholic Encyclopedia*. N. Y. Appleton, 1909. 16 vol. in-folio, index.
- Cinq siècles et demi d'activité coloniale, 1365-1935*. Paris, Didier, 1915. In-8, 60 p.
- Conférence internationale de l'immigration*. Rome, 1924. In-4, 300 p.
- Histoire de l'agitation sentinelliste en Nouvelle-Angleterre, 1925-1928*. Woonsocket, La Tribune, 1928. In-16, 427 p.
- Journaux français aux E.-U. avant 1800*. Chicago, University Press, 1928. In-8, 150 p.

- La Paroisse et la famille.* Paris, 1927. In-8, 228 p.
La Question scolaire en Alsace-Lorraine. Metz, Lorraine, 1924. In-8,
31 p.
Our Debt to France. N. Y., Washington-Lafayette Institute, 1926.
In-16, XII-163 p.
Rôle social de l'Eglise. Paris, 1927. In-8, 21 p.

PÉRIODIQUES

- Almanach du Peuple*, 1920-1935. Montréal, Beauchemin. In-8, 500 p.
America, Catholic review of the week. N. Y., 1920-1935.
Annuaire statistique de Québec, 1928-1933. Québec, Gouvernement.
Annuaire statistique du Canada, 1920-1933. Ottawa, Ontario.
L'Action canadienne-française. Montréal, P. Q., 1920-1925.
L'Action catholique, Québec, 1934.
L'Avenir national, Manchester, N. H., 1930-1935.
Le Canada ecclésiastique, Québec, P. Q., 1900-1920.
Le Devoir, Montréal, 1925-1935.
L'Etoile, Lowell, Mass., 1930-1935.
Le Franco-Américain, Waterville, Maine, 1930-1935.
L'Indépendant, Fall River, Mass., 1930-1935.
La Justice, Holyoke, Mass., 1930-1935.
La Liberté, Fitchburg, Mass., 1930-1935.
Le Messenger, Lewiston, Maine, 1934-1935.
Le Travailleur, Worcester, Mass., 1933-1935.
La Tribune, Woonsocket, R. I., 1930-1934.
L'Union, Woonsocket, R. I., 1906-1935.
The World Almanac, New York, 1920-1935.
-

INDEX DES ABRÉVIATIONS

Am., amér., amérie.	<i>Américain, American, Amérique.</i>
Can., Canad., can.	<i>Canada, Canadian, Canadien, canadienne.</i>
Can. fr., can.-fr., c.-f. . . .	<i>Canadien français, canadien-français.</i>
Cathol.	<i>Catholic, catholique.</i>
Chap.	<i>Chapitre.</i>
Desr., Four.	<i>Desrosiers, Fournet.</i>
Ed.	<i>Edition.</i>
Educ.	<i>Education.</i>
Emigr.	<i>Emigration.</i>
Ency., encyclop.	<i>Encyclopedia, encyclopédie.</i>
Evol.	<i>Evolution.</i>
E.-U.	<i>Etats-Unis.</i>
Ex.	<i>Exemple.</i>
F.-A., f.-a.	<i>Franco-Américain, franco-américain.</i>
Fr., franç.	<i>France, française, French.</i>
Hist.	<i>Histoire, history.</i>
Mich.	<i>Michigan.</i>
N.-A.	<i>Nouvelle-Angleterre.</i>
Nouv.	<i>Nouveau, nouvelle.</i>
Nouv.-Fr.	<i>Nouvelle-France.</i>
N. Y.	<i>New York.</i>
Off.	<i>Officiel, official.</i>
Polit.	<i>Politique.</i>
Préf.	<i>Préface.</i>
Pr.	<i>Presse.</i>
Quest.	<i>Question.</i>
Relig.	<i>Religieuse, religion.</i>
Rép.	<i>République.</i>
Révol.	<i>Révolution.</i>
Trag.	<i>Tragédie.</i>
Univ.	<i>Université, University.</i>
U. S.	<i>United States, Etats-Unis,</i>

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	7

PREMIÈRE PARTIE

Quatre siècles après Jacques Cartier.

CHAPITRE I. — La semence française en Amérique	10
CHAPITRE II. — Le Québec organise la survivance	20
CHAPITRE III. — L'exode des Canadiens français aux Etats- Unis	27
CHAPITRE IV. — L'âme franco-américaine	38

DEUXIÈME PARTIE

Les causes de la survivance.

CHAPITRE I. — La famille	50
CHAPITRE II. — La paroisse	60
CHAPITRE III. — L'école	75
CHAPITRE IV. — La presse.....	85
CHAPITRE V. — Les sociétés nationales	99

TROISIÈME PARTIE

Les obstacles à la survivance.

CHAPITRE I. — Le milieu	114
CHAPITRE II. — Le manque de fierté nationale	128
CHAPITRE III. — La désunion	139
CONCLUSION	149
BIBLIOGRAPHIE.....	153
INDEX DES ABRÉVIATIONS	164

1321. — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 5-35
